

# OUI, J'ACCUSE!

AU SERVICE DES SOVIETS.

par

**Grégory BESSEDOVSKY**

*Ancien Conseiller d'Ambassade des Soviets à Paris, Tokio, Varsovie*

-----

**Librairie de la Revue Française**

**Alexis REDIER, Éditeur**  
11, rue de Sèvres, Paris 6ème

-----

**1930**

-----

## **Avertissement**

M. Grégoire Bessedovsky n'a pas besoin d'être présenté au grand public.

Qui ne se souvient de l'aventure extraordinaire arrivée, voici un an, au premier conseiller d'ambassade faisant office d'ambassadeur soviétique à Paris? Quelle indignation s'empara de l'ensemble de la presse française, ce 2 octobre, quand on apprit que M. Bessedovsky avait dû mettre sa personne, sa femme et son jeune fils sous la protection du commissaire Benoist!

Et quoi! En plein Paris un agent notoire du Guépéou - dont les méfaits en Russie ne se comptent plus - se proposait d'exécuter librement un triple assassinat! Certains esprits forts affirmaient qu'il ne s'agissait là que d'un roman. Et cependant, rue de Grenelle, les revolvers étaient déjà prêts pour la besogne meurtrière et une malle-cercueil attendait les trois cadavres que Roisenmann lui destinait. Un avion au moteur vrombissant aurait emporté le funèbre colis diplomatique à Moscou, via Berlin.

On n'était pas accoutumé à vivre semblable drame. A Paris, en France, il n'y eut qu'un cri pour stigmatiser les coupables. La personnalité de l'attaché d'ambassade disparaissait. Il s'agissait surtout de savoir si un gouvernement quel qu'il soit, avait le droit d'abuser de l'exterritorialité pour contrevenir aux lois de la morale la plus élémentaire. Paris n'a jamais été, et ne sera jamais, le champ clos où viennent se vider les querelles des sujets étrangers. Du moins, les Français ne sauraient se rendre complices, même passivement, d'une exécution organisée chez eux par les policiers soviétiques dont on sait assez ce qu'ils valent et ce qu'ils représentent.

Dès lors, M. Bessedovsky fut placé sous la sauvegarde de tous.

A quelles impérieuses raisons obéissait donc Moscou en chargeant Roisenmann de faire disparaître un homme qui depuis de longues années jouait un si grand rôle dans la politique russe? C'est à cette question que M. Bessedovsky répond dans ses mémoires dont l'apparition en librairie va faire quelque bruit.

Après d'autres militants, dont les révélations dessillèrent bien des yeux, M. Bessedovsky a compris que l'entreprise de Staline mettrait, si elle aboutissait, la civilisation occidentale en péril. Mais ce qui confère à ses dires d'aujourd'hui une autorité particulière, c'est que l'ex-diplomate est plus qualifié que d'autres pour juger l'activité criminelle des Soviets et celle de leurs filiales à l'étranger.

Que ce soit en Russie, en Pologne, en Chine, au Japon, en France, où M. Bessedovsky a, tour à tour, milité, les tenants de la faucille et du marteau travaillent contre le peuple et la société. C'est ce qu'il convenait de démontrer clairement. Or, à cet égard, la condamnation que l'ex-diplomate porte contre ses amis d'hier restera à jamais sans appel.

Bien entendu nous n'avons pas à prendre à notre compte toutes les appréciations que donne M. Bessedovsky sur certains événements. Ces mémoires, avant tout, nous les publions comme un document, de valeur historique et politique, de notre temps, que le public ne peut et ne doit ignorer. En les lisant pour la première fois, nous songions que, peu de jours avant l'évasion de M. Bessedovsky, sortait, presses de la «*Revue Française*», le livre d'un ex-communiste, membre influent de son parti qui le délégua à Moscou près des maîtres actuels de la malheureuse Russie: «*Espions rouges*», de Maurice Laporte. Cet ouvrage qui fit le tour de la presse, apportait pour la première fois des révélations sérieuses et capitales sur les dessous de l'activité des Soviétiques en France. M. Laporte prophétisait quand il écrivait: «*1930 marquera le début de l'ère des coups de mains, des méfaits des agents du Guépéou, etc...*». L'aventure survenue à M. Bessedovsky l'enlèvement du général Koutiepoïf et dix autres «*méfaits des agents du Guépéou*» dont toutes les victimes n'ont pas eu la chance de l'ex-diplomate des Soviétiques, montrent que M. Laporte voyait juste. Du reste on éprouvera plus d'une fois le besoin de consulter «*Espions rouges*» en lisant ces mémoires.

-----

## Chapitre premier

***Le Commissariat des Affaires Étrangères de l'Ukraine. Yakovlev; Commissaire-adjoint, tchékiste et diplomate; assassin de son propre père.***

Après la fameuse révolte des marins de Cronstadt, fils de paysans ukrainiens, Lénine fit proclamer en Russie ce que l'on appelle la N.E.P. (*Nouvelle Politique Économique*, par abréviation). Cette mesure correspondait au programme d'un groupe d'opposition dont je faisais parti; aussi mes amis et moi décidâmes-nous de liquider notre organisation et d'adhérer au bolchevisme.

J'étais alors très connu et très aimé en Ukraine. Le *Congrès des syndicats professionnels* me nomma même, à Poltava, en 1920, président. A quelques mois de là, je fus élu membre du *Comité Exécutif de l'Ukraine*, c'est-à-dire en somme, du gouvernement de l'Ukraine.

Tout ceci créait pour moi une situation tout à fait à part. Je devais en peu de temps assainir les plaies produites par le communisme militant, cette imbécillité sans nom.

Or, je remarquai qu'il se passait des choses extraordinaires autour de moi. Tous ceux qui m'avaient entouré au sein de notre opposition contre le fameux communisme de guerre, disparaissaient l'un après l'autre. On les faisait venir à Kharkov, mais ils n'en revenaient pas; on les envoyait ailleurs. De nouveaux visages commençaient à remplir les bureaux des administrations d'Ukraine. Des gens que je connaissais à peine venaient me demander si je savais bien le français et si cela m'amuserait d'aller à l'étranger. Je répondais négativement, car le travail bureaucratique à l'étranger ne me disait rien qui vaille.

Vers la fin de 1921, je fus inopinément appelé à mon tour à Kharkov. Les deux secrétaires du *Comité central*, Manouïlsky et Cossior, m'informèrent que ma nomination à l'étranger était signée. Je leur dis que j'occupais le poste de membre du gouvernement ukrainien et qu'il était naturel que je fusse consulté avant un changement si radical de ma carrière. On me répondit que cela était peut-être vrai, mais que ma nomination était définitive.

C'était déjà la disgrâce...

Le *Commissariat des affaires étrangères de l'Ukraine* par lequel je devais passer avant de recevoir une nomination à l'étranger était un endroit presque inhabité quand je m'y présentai en janvier 1922. L'Ukraine avait alors deux représentations diplomatiques, l'une en Allemagne et l'autre en Pologne, et une représentation commerciale en Tchécoslovaquie. On espérait pouvoir bientôt créer deux ambassades: en Autriche et en Lettonie. Rakovsky était le chef du *Commissariat*, mais il n'y venait presque jamais car il était en même

temps président du *Conseil des commissaires du peuple*, ce qui prenait la totalité de son temps. Membre aussi du *Bureau politique du parti communiste de l'Ukraine*, il était à ce moment engagé dans une lutte acharnée avec le secrétaire du *Comité central*, Manouilsky, qui comptait se débarrasser de son chef pour se mettre à sa place (1). Cette lutte se termina par la victoire de Rakovsky qui fit rappeler Manouilsky à Moscou; mais pendant la période dont je parle, les péripéties du combat leur prenaient beaucoup plus de temps que toutes les autres affaires.

Je trouvai comme chef effectif du *Commissariat* un certain Yacovlev, brute étrange et sinistre. Fils d'un très riche négociant et ex-officier aviateur de la guerre pendant les deux premières années de la révolution, Yacovlev s'était tenu très à l'écart de la politique; à ce moment du reste ses tendances étaient plutôt conservatrices, son père lui ayant légué un peu de son programme, celui des monarchistes extrémistes (*Union du peuple russe*).

En 1919, Yacovlev se sentit tout à coup entraîné vers l'extrême gauche. Il se fit inscrire dans le *Parti communiste* et débuta d'emblée dans la *Tchéka*. Sa cruauté ne connut pas de borne, il suffit de mentionner que pour se faire octroyer des galons à la *Tchéka*, il fit venir à Kiev son propre père et le fusilla! Sa mère se suicida à quelques jours de là dans son propre appartement. Mais la renommée de Yacovlev lit un tel bond que trois mois après il était déjà président de la *Tchéka* d'Odessa où il ne resta que peu de temps; il partait en effet trois semaines après, mais avec 5.000 fusillés à son crédit! Revenu à Kharkov, il fut promu commissaire adjoint.

Yacovlev me reçut d'un ton bourru. Il était assiégé par des milliers de fonctionnaires qui cherchaient à obtenir une place à l'étranger. Il m'expliqua que les places vacantes étaient toutes prises, etc... Je l'interrompis en me nommant et lui dis que je n'avais aucun désir de voyager, il s'aperçut alors que j'avais le médaillon de membre du *Conseil exécutif central*. Ses manières changèrent brusquement et il m'affirma que les hauts fonctionnaires pourraient tout de même trouver à se caser quelque part. Un poste de chef de la section consulaire à Vienne, ou peut-être celui de ministre en Lettonie, feraient-ils mon affaire...?

Je répondis que je ne pouvais prétendre à devenir ministre du premier coup, n'ayant aucune notion du travail diplomatique.

- *Et Kotzioubinsky qui s'en va comme ministre à Vienne, croyez-vous qu'il a des notions?*

Ayant appris que je parlais le français, il se fit pressant et c'est avec toutes les peines du monde que je réussis à ne pas être nommé au poste de ministre en Lettonie, mais il fut décidé que je serais chef du service consulaire à Vienne.

Pendant plus de deux heures, nous parlâmes du *Commissariat des affaires étrangères* et des rapports existant entre lui, les autorités de Moscou et les organes du parti. Yacovlev, qui n'était pas bête, me fit un tableau assez saisissant des complications qui nous attendaient.

- *Le commissariat de Moscou*, me dit-il, *n'est qu'une chancellerie diplomatique auprès du Comité central du parti. Toutes les notes diplomatiques sont rédigées par le comité puis envoyées au commissariat pour être revues au point de vue du style et remises ensuite aux destinataires. Quant au Conseil des commissaires, il est parfaitement étranger à tout ce qui concerne notre commissariat; il se contente de recevoir à de très rares intervalles de courts rapports d'information. Le Commissariat ukrainien n'a le droit de rien entreprendre sans accord préalable avec Moscou.*

- *Mais*, ajouta-t-il, *ce n'est pas tout. Toutes nos missions sont pourvues d'agences de la Tcheka, du Komintern et de l'espionnage militaire qu'on appelle les agences résidentes. Leurs chefs portent des titres sans relief, par exemple: le président de la Tcheka serait en règle générale le 2<sup>ème</sup> secrétaire, le représentant du Komintern porterait le nom de Chef du bureau de la presse, l'attaché à la légation serait en réalité le chef de l'espionnage militaire. Ce représentant ne relève en aucune façon du ministre ou de l'ambassadeur. Son travail est «autonome». Il reçoit l'argent directement de Moscou, par la valise diplomatique; il a son code particulier, incompréhensible pour les gens de l'ambassade, son personnel à lui, porté sur les listes de l'ambassade comme dactylos, comptables et rédacteurs de l'ambassade. Ce personnel, afin que le secret soit mieux gardé, est payé par l'ambassade, qui en informe Moscou. Et ce n'est qu'à Moscou que les sommes versées à ces fonctionnaires sont régulièrement passées par les livres du commissariat de*

(1) On sait que depuis, Rakovsky, décrété hérétique, a été exilé en Sibérie.

la guerre, du Komintern et de la Tchéka respectivement. Le représentant de la Tchéka a aussi des agents secrets recrutés parmi les fonctionnaires de l'ambassade, afin d'être renseigné sur ce qui se passe parmi ceux-ci, les gens qu'ils fréquentent et les moyens dont ils disposent. Il a enfin des agents extérieurs qui ne doivent de comptes qu'aux représentants de la Tchéka et de l'espionnage militaire; aucun des diplomates de carrière, même l'ambassadeur, n'a le droit de surveiller ces agents extérieurs et de connaître leur nom. En cas de conflit entre les diplomates de carrière et les agents qui les entourent, les diplomates, en règle générale, sont considérés comme fautifs; il s'agit donc de ne pas avoir d'ennemis chez les «autres». Toute la correspondance doit être prudente. Le Comité central du Parti communiste doit être appelé: «l'instance compétente». Le Komintern et ses organes sont dénommés: «les amis». La Tchéka est désignée: «les voisins immédiats»; l'espionnage militaire: «les voisins éloignés», car leur immeuble, à Moscou, se trouve plus loin du commissariat des Affaires Etrangères que celui de la Tchéka. Tout ceci se rapporte aux missions russes. Les légations ukrainiennes sont plus modestement organisées: nos Tchékas ne sont chargées que de surveiller l'émigration ukrainienne (Petlioura et Tutunik). Nous n'avons ni militaires résidents, ni représentant du Komintern.

Cette conversation avec Yacovlev me laissa abasourdi. Ingénieur des forêts par l'instruction que j'ai reçue, je ne possédais que des notions fort vagues du service diplomatique. Mais j'avais déjà assez d'expérience des affaires d'État pour comprendre tout de suite que le schéma de Yacovlev ressemblait plus à un roman qu'à une réalité gouvernementale. Si telles devaient être les conditions extérieures de mon travail, comment pouvait-il devenir productif? Je n'ai jamais aimé le contrôle des policiers...

-----

## Chapitre deux

### ***Chef du Service consulaire à Vienne. La lutte entre l'ambassadeur et les représentants de la Tchéka et de la 3<sup>ème</sup> Internationale.***

En passant par Moscou, je fis la connaissance de Kotziubinsky qui me donna ses dernières instructions. Fedor Hirska était nommé président de la Tchéka. Ce n'était pas le véritable nom de ce Galicien. Tous ces gens ne portent que de faux noms qu'ils changent après chaque déplacement. On pourrait en citer quelques-uns qui ont tant de fois raturé leurs passeports qu'eux-mêmes sont incapables de se rappeler leurs différents identités. D'où, parfois, d'amusants quiproquos.

Je partis enfin pour Vienne en février 1922. Kotziubinsky, Hirska et le personnel de la légation devaient me suivre quelques jours après...

Ma première visite à Vienne fut pour l'ambassade russe dans *Belvedere Gasse*. Elle était dirigée par un communiste polonais, Bronsky Varchavsky. C'était un économiste très érudit, parlant le polonais et l'allemand mais ne s'exprimant qu'avec difficulté en russe. Son personnel était formé de Magyars, de Polonais et d'Autrichiens. Bronsky dut engager un interprète russe chargé de mettre les diplomates en communication avec les anciens prisonniers russes qu'ils étaient chargés d'évacuer.

Bronsky me reçut aimablement. Mais ses premiers mots furent pour se plaindre des frictions avec le représentant de la Tchéka, un communiste polonais, également, nommé Krasny. Ce Krasny, ami intime de Dzerjinsky (1), était tellement puissant à Moscou que la lutte contre lui était au-dessus des forces de Bronsky. Or, Krasny lui rendait la vie impossible. Il avait occupé l'étage supérieur de l'immeuble et il avait placé un agent de la Tchéka avec consigne de tirer sur quiconque oserait monter sans un permis spécial délivré par la Tchéka. Il achetait, sans se cacher, dans les cafés, les fonctionnaires autrichiens qui s'étiolaient sous le régime de l'inflation et qui vendaient à tour de bras des documents confidentiels. Il se vantait ouvertement que toute l'émigration russe était dans sa poche et qu'il pourrait supprimer n'importe quel émigrant russe en le faisant attaquer par l'un de ses ennemis personnels et cela sans aucun danger pour les soviets. Finalement Krasny, que le Komintern avait choisi comme son représentant, eut l'idée géniale de provoquer

(\*) Nom du rue de Vienne (Autriche). Littéralement: *Ruelle du belvédère*.

(2) Le grand maître de la Tchéka, décédé en 1928.

un conflit entre l'Autriche et la Hongrie en fomentant des troubles dans le Burgenland (\*). Cette entreprise lui coûta plus de 200.000 dollars et occasionna des ennuis sans fin à Bronsky.

Malgré ses 46 ans, Krasny quitta sa femme et s'amouracha d'une jeune dactylographe de 17 ans. Cette nouvelle madame Krasny fut la goutte d'eau qui fit déborder la coupe. S'étant vu refuser l'honneur d'être portée sur la liste des diplomates, elle envoya Krasny injurier l'ambassadeur, ce qu'il fit devant tout le personnel de l'ambassade.

Le représentant de l'espionnage militaire, Inkov, un Bulgare, était une autre source de malheurs pour le pauvre Bronsky. Lui aussi occupait un étage entier défendu par des sentinelles armées. Lui aussi organisait ouvertement une hiérarchie d'espions; lui aussi enfin avait une femme qui prétendait figurer aux réceptions diplomatiques. Le grand mal, du côté d'Inkov, résidait dans le penchant tout naturel qu'il avait pour les imbroglios balkaniques, ce qui l'obligeait à se faire envoyer sans cesse des caisses suspectes. Bronsky était persuadé que les moins dangereuses de ces caisses contenaient de la dynamite et que l'ambassade était destinée à sauter. Sa tentative pour obtenir des explications se termina sans succès: elle lui valut une bordée d'injures de la part d'Inkov et même... une gifle administrée par Mme Inkov.

Après toutes ces confidences, Bronsky me dit que l'arrivée d'un membre du *Comité exécutif central* lui paraissait signifier son salut. Je répondis que Krasny et Inkov qui se gênaient si peu avec un ambassadeur russe ne feraient certainement pas grand cas d'un chef des consuls ukrainiens. Ne serait-il pas préférable de démissionner en indiquant les causes? Bronsky me répondit qu'il avait déjà essayé, et cela par deux fois, de poser des ultimatums à ses chefs, disant qu'il partirait si les deux résidents n'étaient pas rappelés. La réponse fut toujours la même: Inkov et Krasny étaient considérés comme des «*membres distingués du parti*» et il faudrait bien que je m'arrange avec eux.

Accablé par tout ce que je venais d'entendre, je quittai Bronsky. Aurais-je affaire chez nous à des «*diplomates*» de cet acabit? Hirska serait-il plus maniable que Krasny?....

Je trouvai rapidement un appartement convenable: *Schwedenplatz, 2*, près du canal du Danube. Il comprenait tout juste huit pièces; ainsi, me disais-je, Hirska ne nous enlèvera pas la totalité d'un étage.

Le travail de la mission ukrainienne ne commença qu'en mars. D'anciens prisonniers cherchant à se faire rapatrier furent nos premiers clients.

Certains émigrés ukrainiens appartenant au groupe du professeur Grouchevsky (\*\*) demandèrent aussi à être réintégrés dans le nombre des citoyens ukrainiens. Les plus marquants étaient Tchetchel et Schrag. Le professeur Grouchevsky lui-même, l'ancien président de la *Rada centrale de l'Ukraine* se tenait à l'écart.

Je me mis au travail. Je compulsai les livres se rapportant au droit international et à l'histoire diplomatique du 19<sup>ème</sup> siècle. A certains moments, il me paraissait que mon nouveau métier présenterait quelque intérêt.

Hirska se tenait tranquille. Il se contentait d'une petite pièce assez sombre qu'on avait mise à sa disposition. Toute la journée il allait de café en café pour causer, prétendait-il, avec des émigrés ukrainiens. Une fois par semaine il s'enfermait une heure ou deux avec Kotziubinsky pour lui faire un soi-disant rapport. Il dépensait assez d'argent mais les billets de banque qu'il distribuait étaient des billets de 100 roubles du tsar Nicolas. A cette époque ces billets étaient encore cotés à la *Bourse de Vienne*. On donnait volontiers 3 ou 4 couronnes pour un rouble; le dollar valait dans le même instant 5.000 couronnes. Je ne sais pourquoi les billets de 100 roubles du tsar Nicolas étaient cotés trois et quatre fois plus cher que les billets de 500 roubles de la même origine. C'était sans doute une fantaisie des spéculateurs de bas étage. Moscou en profitait largement. On imprimait des coupures de 100 roubles et on en expédiait environ 80 kilos par chaque valise diplomatique. De cette façon, les billets de banque du tsar alimentaient le travail de la Tchèque et du Komintern (3). Du reste, les crédits en roubles n'étaient réservés qu'aux parents pauvres comme notre légation ukrainienne. Les institutions plus importantes recevaient des billets de 5.000 dollars ou plutôt des livres

(\*) Land autrichien le plus oriental. Partie du *Royaume de Hongrie* dans le cadre de l'Empire austro-hongrois, il vota son rattachement à la *République autrichienne* après la *Première guerre mondiale*. (Note A.M.).

(\*\*) Il faut chercher les renseignements sur ce scientifique et socialiste-révolutionnaire avec l'orthographe ukrainienne actuelle: Mykhailo HROUCHEVSKY (1866-1934).

(3) Comité Exécutif de la 3<sup>ème</sup> Internationale.

sterling et même de petits diamants. Deux courriers spéciaux Skurka et Slivkine étaient chargés du transport des bijoux. Les pierres étaient transmises, sans aucune estimation, au hasard de leur nombre, aux agents du Komintern et de l'espionnage militaire. Ils les passaient aux agents subalternes qui les liquidait comme ils pouvaient. Un jour de l'été 1922, la Tchéka ukrainienne reçut même pour renforcer ses caisses une valise remplie de Santonin; drogue extrêmement chère, mais qu'ils vendaient à vil prix!

-----

## Chapitre trois

***Chargé d'affaires de l'Ukraine à Vienne. Menace de guerre contre la Pologne. Le travail communiste dans les pays balkaniques. Attentat contre la cathédrale de Sophia. L'assassinat de Yaroslavsky par la Tchéka.***

Quelques mois après mon arrivée à Vienne, Kotziubinsky fut rappelé et je pris sa place. En partant, Kotziubinsky me chargea de me rencontrer avec le docteur Osip Nazarouk, politicien assez connu en Galicie; celui-ci devait m'exposer une affaire urgente et importante. Ce Nazarouk avait joué un rôle très considérable auprès d'Eugène Petrouchevitch au moment où celui-ci était le chef du gouvernement de l'Ukraine de l'ouest. Lorsque Petrouchevitch avait dû se replier dans la Podolie, Nazarouk fut nommé commissaire politique des *streltzi* ukrainiens (c'est ainsi qu'on appelait l'armée de l'Ukraine de l'ouest). Nazarouk était un ennemi déclaré de Petliura et il avait demandé à plusieurs reprises à Petrouchevitch de remettre Petliura entre les mains de la justice militaire, en prétendant que Petliura avait indûment fusillé un colonel Balbatchan. Petrouchevitch, vieil avocat et vieux parlementaire autrichien ne se prêta pas à cette combinaison. Il jugeait impossible d'arrêter le chef d'un pays dans lequel son armée avait trouvé un refuge et bien que cette armée fut plus puissante que celle de Petliura.

Nazarouk en venant me trouver commença par me dire qu'il détestait les Polonais. Le communisme ne lui inspirait pas de sympathies non plus; mais faisant de la politique réaliste, il voulait coordonner son activité politique avec celle des soviets en Ukraine.

«*Ceux-ci, disait-il, ne peuvent pas se désintéresser du sort des sept millions d'Ukrainiens qui se trouvent sous le joug de la Pologne. Les gens de Kharkov doivent se souvenir que tôt ou tard les parties séparés de l'Ukraine se réuniront en un seul organisme qui déterminera la situation politique sur la frontière russo-polonaise. Varsovie ou Moscou se chargeront de faire fusionner tous les Ukrainiens et celui des deux États qui proclamera le premier la nécessité de créer une grande Ukraine mettra dans son jeu un atout important: les irrédentistes ukrainiens qui se formeront immédiatement sur le territoire du second État, c'est-à-dire de celui qui restera en arrière. Nazarouk craint que la Pologne ne soit la première à faire ce qu'il indique, ce qui présenterait un énorme danger pour Moscou. Pilsudsky est enclin à garantir l'autonomie de la Galicie orientale. Dès que cette autonomie sera proclamée, tous les irrédentistes du territoire russe sympathiseront avec Varsovie.*»

«*Dans ces conditions, la Russie aurait, selon Nazarouk, tout intérêt à commencer une guerre préventive contre la Pologne; dès qu'elle serait déclarée, une révolte éclaterait en Galicie et en Bukovine. Cette révolte couperait les communications entre la Pologne et la Roumanie, anéantirait, pour ainsi dire, l'alliance militaire qui unit Varsovie et Bucarest, et présenterait un grave danger pour les arrières de l'aile droite de l'armée polonaise. Elle aurait des répercussions dans la Volhynie et la Podolie polonaise, où tous les Ukrainiens se dresseraient contre les Polonais aux premiers revers de l'armée de Pilsudski. Des dizaines de milliers d'anciens *streltzi* galiciens n'attendent qu'un signal pour reconstituer l'armée de l'Ukraine de l'ouest. Beaucoup d'entre eux se trouvent internés dans les camps de concentration tchéco-slovaques et ont déjà commencé à former des groupement de bataille.*»

Ce beau plan me laissa très froid. La guerre préventive me paraissait absurde. Il était d'ailleurs beaucoup plus logique de ne pas commencer à se battre, mais tout simplement d'élargir l'autonomie de l'Ukraine soviétique. Les révoltes promises par Nazarouk et l'appoint des *streltzi* galiciens me paraissaient plus que problématiques. Ces *streltzi* galiciens, pendant leur séjour sur le Dnieper, ne s'étaient fait connaître que par leurs trahisons répétées; ils passaient d'un côté à l'autre avec la plus grande facilité. Ensuite - et c'était peut-être l'argument le plus essentiel - une nouvelle guerre devait arrêter l'essor économique de mon pays, le replonger dans l'abîme du communisme militaire, faire périr des millions d'hommes par la faim et par la terreur rouge. Une nouvelle guerre, selon moi, signifiait la misère et le dépeuplement.

Sèchement, je répondis à Nazarouk que je n'avais aucune sympathie pour les guerres préventives. Nous nous séparâmes ennemis. Nazarouk partit pour le Canada où il agit comme un ennemi déclaré de l'Ukraine soviétique.

Quoi qu'il en fut, je dus télégraphier à Kharkov pour informer Yakovlev de ma conversation avec Nazarouk. Yakovlev me répondit d'un ton fâché que je n'avais pas le droit de prendre sur moi la responsabilité de conversations aussi importantes. Du reste, ajoutait-il, dans quelques jours on convoquerait une conférence des ambassadeurs ukrainiens qui aurait à s'occuper d'une question d'État «*de première importance*», la présidence étant confiée à Schoumsky, ambassadeur ukrainien à Varsovie.

Cette conférence se réunit bientôt près de Vienne dans le petit village de Maria Enzersdorf; l'hôtel où nous descendîmes s'appelait Schloss Lichtenstein. Étaient présents les ministres ukrainiens en Pologne, en Allemagne, en Tchéco-Slovaquie et en Autriche, c'est-à-dire Schoumsky, Aussem, Michel Levitsky et moi-même.

Schoumsky commençait à ce moment à jouer un rôle important dans le parti communiste de l'Ukraine. Il se disait d'origine paysanne, berger, ouvrier d'une raffinerie et ainsi de suite. C'était en réalité un géodèse et un officier promu pendant la guerre. Très capable, possédant une volonté de fer, il avait deux défauts: un amour-propre démesuré s'alliant à des manières vulgaires comme je n'en ai jamais vus. Il ne parlait aucune langue étrangère et s'en vantait. Son ambition était de jouer le rôle d'un Trotsky ukrainien.

En 1920 il avait préconisé la formation d'une armée ukrainienne indépendante. Il avait également participé à la révolte de l'ataman Voloch qui avait essayé de reprendre Kiev au gouvernement de Rakovsky. En Pologne, Schoumsky s'était essayé à la grande diplomatie, mais il avait fait des gaffes et, à l'époque dont je parle, il se contentait des petites besognes quotidiennes.

Aussem, officier promu pendant la guerre, lui aussi était d'origine flamande. Son père avait été professeur dans une école militaire. Il était entièrement différent de Schoumsky. Maladif, très nerveux, il était aussi taciturne qu'un roc. Il connaissait à merveille l'Europe, parlait plusieurs langues étrangères et jugeait sagement la situation internationale. A Berlin, il s'était fait des relations très importantes, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir peu d'autorité à Kharkov.

Michel Levitsky, ambassadeur ukrainien en Tchéco-Slovaquie, avait l'air d'un acteur d'opérette. Il ne se tenait jamais tranquille. On l'avait surnommé le clown sans engagement. Ancien lieutenant de l'armée autrichienne, il s'était inscrit dans le parti communiste pendant le séjour qu'il avait fait en Russie, comme prisonnier. Grâce à sa connaissance de la langue allemande, il fut envoyé à l'étranger comme représentant du Komintern. Un an plus tard, en 1920, il rentra à Moscou et ne tarissait pas sur les tortures auxquelles il avait été soi-disant soumis en Galicie: torture par les courants électriques de haute tension, épingles enfoncées sous les ongles, etc... Ayant de cette façon acquis l'auréole d'un martyr, il fut nommé ambassadeur en Tchéco-Slovaquie, puis fut ambassadeur des soviets russes en Autriche. C'est lui qui, lors de son départ pour Moscou, avait poursuivi sa femme, un revolver à la main, jusque dans la rue, et l'avait frappée devant une foule de badauds...

Schoumsky ouvrit la conférence en prenant un air excessivement mystérieux. Il nous annonça d'abord que nous aurions à discuter la question d'une guerre éventuelle avec la Pologne; notre avis serait transmis à Moscou et à Kharkov. Je lui demandai pourquoi la conférence avait été convoquée à Vienne et non à Moscou. Il me répondit que deux motifs avaient guidé la décision des autorités centrales. 1- Il fallait aller au plus vite, 2- Il s'agissait de garder le secret, car le rappel simultané de tous les ambassadeurs ukrainiens pouvait provoquer une telle sensation que les Polonais auraient pu se douter de quelque chose.

En ce qui concerne le fond de l'affaire, il nous expliqua que les organes de la Tchéka et de l'espionnage militaire en Pologne avaient signalé depuis longtemps d'étranges symptômes concernant la dislocation de l'armée polonaise; ainsi: les soldats qui devaient être renvoyés dans leurs foyers avaient été maintenus sous les drapeaux; d'autre part on achevait fébrilement la construction de chemins de fer d'intérêt essentiellement stratégique. Les soldats internés de l'armée de Petliura étaient pour ainsi dire mobilisés et Tutunik partait avec ses adjoints pour la frontière soviétique.

Schoumsky dit encore que le gouvernement polonais faisait des avances aux Ukrainiens de la Galicie; les rumeurs persistantes attribuaient à Pilsudsky l'intention de proclamer une Ukraine autonome. Tout ceci signifiait une incursion prochaine de l'armée de Tutunik en Ukraine; l'armée polonaise suivrait sans doute

les troupes de ce partisan. Or, du côté soviétique, rien n'était prêt, il fallait donc aviser rapidement si l'on voulait éviter de se trouver devant une forte armée Petliura-Tutunik, qui nous empêcherait de frapper un coup décisif contre la Pologne.

Pour conclure, Schoumsky nous proposa de voter les points suivants:

- 1- le gouvernement polonais prépare une guerre avec les républicains soviétiques; cette guerre sera déclarée incessamment;
- 2- une guerre préventive doit être déclarée par les soviets;
- 3- cette dernière doit être facilitée par une révolte qu'on fomenterait en Galicie et en Volynie polonaise;
- 4- il faut se servir des streltzi galiciens qui sont internés près de Varsovie ainsi que du fameux Makhno, qui a déjà offert ses services à notre ambassade de Pologne.

Schoumsky indiquait que ces résolutions, une fois votées, seraient transmises par lui à Moscou.

Aussem, après quelques critiques, se prononça pour les quatre résolutions rédigées par Schoumsky. Levitsky débita un tas de bêtises sur l'aide militaire que nous pourrions avoir du côté des Tchéco-Slovaques, parce que, d'après lui, les Polonais fomentaient des troubles parmi les Slovaques du parti clérical de l'abbé Glinka. Levitsky ajoutait que M. Bénès lui aurait promis de remettre aux soviets la Russie subcarpatique; tout son discours était dans le même genre.

Mon tour arrivé, je me prononçai résolument contre Schoumsky. Je dis que les raisonnements stratégiques sur lesquels s'appuyait cette proposition ne dépassaient pas l'intelligence moyenne d'un sous-lieutenant. L'ensemble des quatre résolutions représentait une aventure malhonnête et dangereuse. Je demandai à Schoumsky de produire les croquis des deux dislocations de l'armée polonaise dont il avait parlé. Quant à l'agitation qui règne dans les milieux petliuriens, ajoutai-je, elle ne signifie rien et les streltzis internés n'ont aucun moyen de participer à la future guerre.

L'espoir de voir l'autonomie de l'Ukraine garantie par la Pologne me paraissait chimérique, car les démocrates nationaux polonais et le parti paysan de Witos s'y opposeraient très énergiquement. Je terminai en disant que je ne voulais assumer aucune responsabilité des décisions que la conférence allait prendre et que je ne participerais plus aux réunions des quatre ambassadeurs; dès le lendemain je partirais en avion pour Varsovie et ensuite pour Kharkov où je protesterais devant le conseil exécutif central, contre ces velléités belliqueuses.

Schoumsky, vert de colère, me traita de «*gamin*», de parvenu, d'ancien libéral, puis il ajouta qu'il partirait également en avion pour défendre son point de vue...

En juillet 1922, le comité central du parti communiste de l'Ukraine se fit donner un rapport sur les propositions de Schoumsky. L'idée de la guerre fut repoussée. Schoumsky partit pour Moscou et Tchitchérine remit son rapport au Bureau politique. Là non plus, Schoumsky n'eut aucun succès.

Un peu plus tard, en 1923, en travaillant à Varsovie, je connus la source d'où provenait la nouvelle de la dislocation dirigée contre les soviets. Les documents relatifs à cette question avaient été vendus à Dantzig par un individu qui se faisait appeler Kourlandsky et qui trafiquait des documents soi-disant secrets. Il s'en fallut de peu qu'une pièce vendue par cet individu ne provoquât une guerre entre les soviets et la Pologne.

An cours de l'automne 1922, Bronsky fut rappelé et remplacé par le camarade Schlichter. On rappela eu même temps Krasny, de sorte qu'Inkov resta comme seul représentant de la Tchéka, du Komintern et de l'espionnage militaire à la fois. Schlichter fit tout son possible pour mettre Inkov à la raison. Vieux bolchévik, ayant des relations très puissantes à Moscou, Schlichter ne craignait pas Inkov. Il exigea que les sentinelles tchékistes fussent enlevées; il interdit le transport des caisses mystérieuses d'Inkov. Celui-ci lutta tout d'abord avec les moyens qu'il avait employés contre Bronsky. Il traitait le nouvel ambassadeur, devant ses subordonnés, de vieux chameau, de gaga, de barine s'étant faufilé dans le parti, et ainsi de suite. Les employés de la Tchéka et du Komintern suivaient l'exemple de leur chef et eng... l'ambassadeur à qui mieux mieux. Schlichter les combattait sans trop de vigueur: interdiction de se présenter à l'ambassade pendant quinze jours, parfois un rappel à Moscou. Inkov lui-même fut prévenu qu'en cas d'excès, sa «*boutique*» serait fermée et scellée par l'ambassadeur lui-même. Les réclamations d'Inkov ne produisaient aucun effet à Moscou, car Schlichter mettait au courant Dzerjinsky, son ami intime.

L'ambassade devint plus supportable.



C'est alors qu'Inkov attaqua Schlichter par derrière, et voici comment: Comme partout, l'ambassade avait un «noyau» communiste, une espèce de comité des membres du parti communiste qui travaillaient à l'ambassade. Ce noyau devenait de plus en plus un centre de discussions sur les façons d'agir de l'ambassadeur vis-à-vis du personnel de l'ambassade. Il ne se passait pas de jour qu'une dactylographe ne vint se plaindre au noyau que Schlichter en lui dictant une lettre avait posé le pied sur sa jambe, abîmant ses bas de soie et ainsi de suite. Elle réclamait le prix de ses bas et souliers. D'autres venaient raconter que Schlichter ne les laissait pas passer dans les couloirs sombres de l'ambassade, sans les pousser dans les coins en cherchant à les embrasser. Les femmes faisant le service d'huissier refusaient d'entrer dans son bureau, prétendant qu'il les pinçait. Finalement, tout le monde fut persuadé que Schlichter était un maniaque. Moscou recueillait ces rumeurs agrandies et déformées et on arrivait jusqu'à parler de violences, d'orgies, de nuits athéniennes, etc...

Schlichter ne s'aperçut que fort tard de cette campagne ignoble. Assez âgé, bon père de famille, il passait tous ses loisirs avec sa femme en lisant des journaux économiques. Des lettres venant de Moscou, des lettres de protestation et d'étonnement lui annoncèrent sa «*déchéance*».

Le pauvre Schlichter n'en revint pas. Il essaya de se réhabiliter et en appela au noyau communiste. Mais la majorité de celui-ci était à la dévotion d'Inkov; Schlichter essuya une défaite humiliante. Il écrivit alors à Moscou et reçut des réponses évasives telles que: «*Ça va, vieux coquin; tes mérites anciens sont connus et on ne touchera pas à ta situation*». Ces persécutions conduisirent Schlichter au seuil du suicide. Il partit pour Moscou et ne revint plus. La Tchéka, une fois de plus, avait triomphé.

En octobre 1922, nous reçûmes la visite de Manouilsky, un des chefs actuels de la 3<sup>ème</sup> Internationale; il voyageait avec un passeport au nom de Stephan Doletzky, citoyen polonais. Il avait déjà quitté l'Ukraine, dont il était gouverneur, adjoint à Rakovsky, mais non de son propre gré. Grâce à sa connaissance des langues étrangères, il sut se placer dans le Komintern; un de ses titres était d'avoir participé au congrès de Tours du parti socialiste français (1920) (4).

Je n'ai jamais vu un homme plus vulgaire et plus cynique que ce Manouilsky. Fils de prêtre russe, il avait fréquenté les socialistes démocrates; après quelques années d'exil à Paris il rentra en 1917 à Petrograd où, orateur brillant, superficiel et paresseux, il se fit immédiatement remarquer par son extrémisme et sa cruauté.

Manouilsky nous informa des différentes décisions prises: transformer Vienne en un grand centre des opérations du Komintern, de la Tchéka et de l'espionnage militaire dans les Balkans et les pays qui formaient, avant la guerre, la monarchie des Habsbourg. Relier d'abord le mouvement macédonien avec le Komintern, cultiver les Albanais, essayer de se mettre en relations avec l'évêque Fan Noli; renforcer l'activité des communistes hongrois en leur adjoignant plusieurs agitateurs de marque.

Il faudrait encore travailler à la liquidation de l'armée Wrangel, la présence de cette troupe nombreuse inquiétant, en effet, Trotsky et Lénine au premier chef. Pour cela on pourrait commencer en soudoyant ou en compromettant les généraux les plus connus et, si besoin était, en chargeant des agents adroits et sûrs de supprimer Wrangel lui-même ou à défaut ses deux lieutenants Pokrovsky et Koutépov.

Pendant quelques séjours que je fis à Vienne en 1923, 1924 et 1925, j'ai eu l'occasion d'examiner de près le travail spécial amorcé par les déclarations de Manouilsky et dont je viens de parler. Ce travail fut la grande mission de Joffe le nouvel ambassadeur à Vienne. Deux hommes, que nous rencontrerons encore dans ces mémoires, secondaient Joffe: c'étaient le docteur Evsei Goldenstein et Metchislav Loganovsky. Ils étaient tous deux munis de passeports diplomatiques et considérés comme secrétaires de l'ambassade. Deux spécialistes militaires leur étaient adjoints: Jaroslavsky et Elensky, soi-disant attachés d'ambassades. Goldenstein était chargé de se tenir en rapport constant avec les organisations balkaniques, de les «*soviétiser*» et de fournir des fonds à leurs éditions viennoises. Connaissant très bien tous les chefs révolutionnaires balkaniques, Goldenstein s'acquittait avec bonheur de sa mission. Quand Fan Noli s'empara du pouvoir en Albanie, Goldenstein fut nommé ministre auprès de sa personne, mais il refusa de se rendre à ce poste, prétextant une maladie de sa femme. Un ancien socialiste révolutionnaire, ancien membre du gouvernement de Sibérie, Krakovetzky fut nommé à sa place mais il s'enfuit à la première poussée des troupes d'Ahmed Zogu. On a toujours estimé à Moscou que la nomination d'un ministre soviétique fut la raison déterminante de la réaction organisée par Ahmed Zogu.

(4) Lire les dessous de cette affaire dans *Espions-Rouges* de Maurice Laporte (éditions A. Redier).

Goldenstein était un ami personnel de Stephan Raditch auquel il fit comprendre la nécessité d'aller à Moscou et de faire connaissance avec les chefs du communisme mondial. Raditch aurait ramené de Moscou des impressions défavorables pour les commissaires du peuple. Seul, Tchitchérine aurait trouvé grâce devant lui. Selon Raditch, Tchitchérine serait un des hommes les plus instruits d'Europe. Litvinov serait un «*escroc diplomatique*» et Staline «*un politicien rusé mais très borné*». Goldenstein racontait que Moscou avait été ébloui par les talents oratoires de Raditch. Accompagnant Tchitchérine, Raditch aurait parlé dans un village près de Moscou avec tant d'éloquence des souffrances des paysans que tous les auditeurs pleuraient. Le Bureau politique avait essayé de placer Raditch à la tête de l'*Internationale Paysanne Rouge*. Mais Raditch se montra assez réservé. En causant plus tard avec Goldenstein il dit carrément: «*qu'au point de vue des intérêts paysans le communisme était le système politique le moins avantageux que l'on puisse inventer*».

Goldenstein était intimement lié avec les révolutionnaires macédoniens, avec les communistes bulgares et serbes, avec les extrémistes de la Bukovine et avec quelques représentants des agrariens bulgares. Il connaissait toutes les faiblesses de ces gens, savait faire marcher un groupe contre un autre, profitait avec astuce de l'amour-propre des chefs. Médecin gynécologue, il avait l'étoile d'un homme d'État tout à fait réaliste.

Il n'était pas toujours d'accord avec Moscou. Pendant l'attaque de Tzankoff contre Stamboulisky, il avait essayé de porter les communistes au secours de ce dernier. Mais le Komintern instruit par Kolarov préféra que les communistes se tinssent dans l'expectative, afin de se ruer sur le vainqueur éventuel et saisir de cette façon le pouvoir. Le parti communiste bulgare exécuta à la lettre ces instructions et fut battu par Tzankov.

Loganovsky, pendant ce temps, s'occupait de besognes tchékistes plus modestes, il envoyait des agents provocateurs dans l'armée de Wrangel, organisait la surveillance des diplomates balkaniques résidant à Vienne, espionnait les fonctionnaires de l'ambassade et de la représentation commerciale des soviets, s'efforçait de soustraire des documents dans les ambassades de France, de Roumanie, de Pologne, de Hongrie et de Yougoslavie. En 1924 Loganovsky me dit qu'il s'était procuré une «*entrée*» dans l'ambassade de Roumanie et que dorénavant on pourrait être au courant de toute la correspondance télégraphique échangée avec Bucarest. En 1926 à Moscou et en 1928 à Paris, j'eus l'occasion de constater à plusieurs reprises que ce n'était pas à la légère que mon collègue m'avait fait cette confidence.

Il disposait aussi d'«*entrées*» dans les missions polonaise, hongroise et yougoslave. Par contre, il se plaignait des difficultés qu'il rencontrait du côté des français; du reste l'immeuble de l'ambassade de France est isolé de toute autre maison de sorte qu'il était impossible d'y pénétrer par des ouvertures faites dans les murs mitoyens. Était-ce sport ou directives spéciales et pourtant Loganovsky s'intéressait énormément aux documents susceptibles de se trouver à l'ambassade de France.

Notre tchékiste qui avait plus d'une corde à son arc s'occupait également de la fabrication de faux documents, conventions militaires, accords secrets, traités, soi-disant signés par les puissances. Ces «*pièces*» inondaient Vienne et étaient vendues à tout venant par les agents de mon ami. La convention militaire franco-roumaine se vendait 50 dollars, tandis que le traité militaire polono-roumain en valait 200. Les sommes retirées de ces ventes constituaient le casuel de Leganovsky et venaient augmenter les fonds mis à sa disposition.

Un jour à Carlsbad, où j'étais en traitement, je rencontrai Goldenstein. Il paraissait sombre et pessimiste. Il m'expliqua qu'on «*était partout en retard, qu'on se démenait comme des fous, etc...*».

- *Docteur, lui dis-je (on ne l'appelait jamais camarade), combien vous ont coûté vos entreprises balkaniques?*

- *Pas trop cher. Environ 5 millions de dollars représentant les dépenses pour l'Albanie, le parti communiste, la dynamite, les armes pour les Macédoniens. Si j'avais eu à ma disposition le quintuple de la somme, j'aurais obtenu le résultat cherché, mais Moscou est une assemblée de petits boutiquiers. Sokolnikov à lui seul m'a coûté plus mal. La commission de Lomonossov a acheté pour 300 millions de roubles-or, des locomotives dont nous n'avions aucun besoin. Pourquoi ne m'a-t-il pas remis la moitié de cette somme? Avec elle j'aurais f... le feu dans tous les Balkans!*

L'espionnage militaire était dirigé par Jaroslavsky et par Elensky. Le premier était bien pittoresque. Of-

ficier de la garde sous les tzars, il prit sous le nom de Nesterevitch (Dieu seul sait quel était son vrai nom) le commandement de la brigade rouge qui porta le nom de «*brigade de fer*». Il avait été un des premiers officiers à répondre à l'appel de Trotsky. Cette brigade avait combattu sur les fronts est et sud-est. Pendant la guerre civile, quand les troupes de Makhno envahirent l'Ukraine et menacèrent non seulement plusieurs villes importantes, mais même la capitale, Kharkov, Nesterevitch fut dirigé sur le Dniepper. Les partisans de Makhno lui donnèrent du fil à retordre. Ils avaient inventé une nouvelle méthode de déplacement, grâce à laquelle ils abattaient des étapes insensées, de 200 à 300 kilomètres par jour, au moyen de «*tatchanki*», voitures paysannes armées de mitrailleuses et emportant les hommes. Après quelques dizaines de kilomètres, les gens de Makhno échangeaient leurs chevaux contre des montures fraîches prises aux paysans et filaient plus loin laissant loin derrière eux les troupes régulières de Nesterevitch. De véritables légendes se sont créées autour de ces voitures, disparaissant à volonté. Cependant Nesterevitch réussit une ou deux fois à couper la retraite aux meilleurs des atamans de Makhno, par exemple au fameux Schtous. Une autre fois dans la région de Kharkov l'état-major de Makhno lui-même ne put échapper à la destruction totale que grâce à des miracles d'astuce.

J'avais fait la connaissance de Nesterevitch à Poltava. Il donnait l'impression d'un homme très cultivé, à la parole facile et sachant s'attirer les sympathies. Le vin était son ennemi.

Il m'avait dit une fois: «*Il me semble parfois que je m'appelle Michelson et que je fais la guerre aux cosaques de Pougatchev, sauf que ce coup-ci la révolte est également insensée des deux côtés*».

La guerre civile finie, Nesterevitch fréquenta l'académie de l'état-major et se fit envoyer à Vienne sous le nom de Jaroslavsky. En cas de succès de la révolution balkanique, il devait prendre le commandement de la cavalerie macédonienne.

Elensky était un autre spécimen d'officier d'état-major rouge. Israélite polonais (son véritable nom était Usdansky), il avait débuté à Varsovie. Le gouvernement polonais demanda son rappel car il se fit pincer en flagrant délit d'espionnage. C'est à ce moment qu'on le dirigea sur Vienne où il devait assurer l'instruction technique des bandes macédoniennes et communistes. C'est lui qui fournissait la dynamite et préparait les attaques terroristes. Après l'attentat de la cathédrale de Sofia, Elensky fut rappelé à Moscou.

Jaroslavsky resta seul. En quelques jours il changea complètement. Hagard, non rasé, blême, il cessa tout travail. Un jour il disparut en laissant une lettre dans laquelle il disait que sa conscience ne lui permettant plus de rester en rapports avec les Macédoniens et les communistes; il allait s'embaucher comme ouvrier dans une usine.

Cette lettre produisit une très forte impression à Moscou. La Guépéou décida qu'il fallait de toute façon «*se débarrasser*» de Jaroslavsky qui était au courant de trop de choses compromettantes, y compris l'histoire de la cathédrale de Sofia. Une des escouades de la Tchéka fut chargée d'exécuter l'arrêt de mort. Ce fut d'autant plus facile que Jaroslavsky estimant que son silence lui garantissait une immunité suffisante, ne se cachait guère. Un de ses anciens amis l'invita chez lui à dîner et l'empoisonna. Le cadavre fut photographié et l'épreuve fut envoyée à Moscou comme preuve de l'exécution.

Elensky appréhendait de regagner son poste. On l'envoya en France où il eut à organiser l'espionnage militaire sous le nom de Bernstein. Brûlé en 1927, il fut condamné pour espionnage militaire organisé avec l'aide de certains ouvriers français.

-----

## Chapitre quatre

***Je suis «Chargé d'affaire» à Varsovie. Curieux incidents. Petits dessous de la diplomatie soviétique. La Tchéka en Pologne. Le «Service secret». Attentats organisés par les agents soviétiques.***

Au cours de l'automne 1922, je reçus de Kharkov une dépêche chiffrée m'annonçant que le secrétaire de la mission ukrainienne à Varsovie, Nicolas Lubtchenko, était rappelé et me demandant de le remplacer. J'avais quarante-huit heures pour répondre.

Je partis immédiatement pour Varsovie afin de pouvoir, par le fil direct qui y était installé, converser avec

Kharkov. J'y trouvai l'ambassade soviétique en ébullition; Schoumsky, ambassadeur, était sur le point d'être rappelé à cause de l'échec qu'avait subi son plan de guerre préventive avec la Pologne. Schoumsky pesait contre Tchitchérine. Il l'appelait «*ce misérable fonctionnaire*», «*ce froussard*», «*cette andouille*», allant jusqu'à l'accuser de trahison. Le représentant commercial Hourguine ne pensait qu'à ses affaires commerciales. Le premier secrétaire Lubtchenko venait d'être exclu du parti communiste, car il avait été établi qu'étant représentant du commissariat des affaires étrangères à Odessa en 1921 et s'étant querellé avec un de ses collaborateurs, il l'avait, pour se venger, déclaré fou et fait interner. Lubtchenko jurait que c'était là pure calomnie et il prétendait que le collaborateur en question était devenu à moitié fou pour avoir participé à plusieurs centaines de fusillades.

Schoumsky me fit un accueil glacial. Il n'avait pas oublié le rôle que j'avais joué lors de la discussion du fameux plan de guerre préventive. Après quelques paroles banales, il mit à ma disposition le fil direct reliant Varsovie à Kharkov. La conversation fut courte. Je cherchai à décliner ma nouvelle nomination. Je n'avais aucune envie de quitter Vienne où j'étais bien, et où j'avais des loisirs pour étudier le droit diplomatique. J'avais de plus organisé en Autriche un travail qui m'intéressait beaucoup et qui se rapportait directement à mon métier de forestier: je voulais écrire un livre traitant de l'influence du relief du sol sur la croissance des forêts; la science, on le voit, continuait à m'attirer.

Tout fut vain. L'ordre du comité central était catégorique; je n'avais qu'à m'incliner.

En arrivant à Varsovie pour m'installer, je ne trouvai plus Schoumsky.

Il était parti en disant qu'il lui déplaisait d'avoir affaire à moi et d'avoir à me remettre les dossiers confidentiels. J'appris ensuite qu'il avait écrit au *Comité central* une lettre protestant contre ma nomination. Dans cette lettre, il m'appelait «*contre-révolutionnaire éventuel*». Le *Comité central* passa outre, car le caractère grincheux de Schoumsky était connu de tous. De plus, étant moi-même membre du *Comité central exécutif de l'Ukraine*, le parti était tenu de se montrer confiant envers moi.

Cependant, la lettre eut malgré tout un certain résultat. La Tchéka ordonna le renforcement de la représentation policière auprès de la mission soviétique en Pologne.

La mission ukrainienne logeait à l'hôtel Victoria, rue Jasna. Les fonctionnaires en avaient fait un véritable dépotoir. La boue maculait les murs, la vermine pullulait, les fenêtres n'avaient pas été lavées depuis des mois et la couche de crasse qui recouvrait les vitres était tellement épaisse qu'on ne voyait pas au travers.

Cette mission comprenait 30 fonctionnaires et n'était guère bousculée par le travail. De temps à autre on remettait une petite note sans importance, relative à un incident de frontière. Mais même cette note était rédigée par le commissariat et nous en recevions le texte complet par fil direct. La correspondance était écrite en polonais et en ukrainien, chaque partie employant sa propre langue. Je me mis à examiner les dossiers; c'était indicible: aussi bien au point de vue linguistique qu'au point de vue juridique, nos missives étaient une horreur. Schoumsky ne connaissant pas la langue ukrainienne se servait indifféremment de mots russes, ukrainiens ou polonais et cela faisait un tel volapuk que j'en fus révolté.

Une section ukrainienne du Guépéou, dirigée par Petro Dekhtiarenko, ancien président de la Tchéka de Kief, était attaché à la mission. Dekhtiarenko était un singulier individu: il était devenu subitement bolchévik en 1917. Ayant participé à l'assassinat du général Doukhonine, il se fit octroyer des galons communistes et fut placé à la tête de la Tchéka de Kief. D'une sauvagerie incroyable, il tuait les condamnés de sa propre main; ivre, il s'en allait visiter les prisons et violait les femmes; à plusieurs reprises le Comité central avait demandé son rappel. Mais le fameux Peters, tout-puissant, ne voulait rien entendre. Une ou deux fois, Dekhtiarenko fut frappé d'arrêts dans son propre logement; ce fut tout.

Au moment de la formation de la mission à Varsovie, cet individu posa sa candidature. Il avait, paraît-il, abandonné sa femme, paysanne illettrée, et s'était mis en ménage avec une comtesse condamnée à mort. Cette dernière, âgée de quarante-cinq ans environ, pas belle et flétrie, avait entrepris de le rééduquer. Dekhtiarenko, gars violent, était plus jeune qu'elle de dix ans. Elle s'occupait de lui, lui faisait des lectures de livres de sciences et lui enseignait la musique; elle tenait à aller à l'étranger, il lui arrangea cette mission.

Dekhtiarenko à l'étranger se conduisit comme il se conduisait en Russie. Ayant occupé plusieurs pièces de l'immeuble où logeait la mission, il mit sur une porte cette pancarte: «*Section régionale de la Tchéka de Varsovie*». Schoumsky le pria de l'enlever. Le bourreau de Kief s'exécuta de mauvaise grâce, mais il

continua de remettre à ses collaborateurs, qu'il appelait «*membres de la section régionale de la Tcheka de Varsovie*», des instructions leur enjoignant de se tenir prêts à toute éventualité, «*car, disait-il sans sourciller, nous sommes entourés de tous côtés par les requins du capitalisme international*».

Il organisa des agences secrètes dans les camps de concentration où se trouvaient les soldats de l'armée de Petliura. Ces agences ne devaient pas servir à grand'chose, car l'attaque de Tutunik contre le territoire ukrainien en 1921 fut une véritable surprise pour le gouvernement soviétique. Dekhtiarenko s'amusa aussi à acheter des documents secrets de provenances diverses. Il considérait que ce travail était d'une énorme importance et ne voulait, en conséquence, le confier à personne. Il s'en allait lui-même dans les cafés de Varsovie habillé à la dernière mode de Londres, coiffé d'un beau chapeau. Sa femme, également très élégante, l'accompagnait presque toujours. Grâce à sa complète ignorance de ce qui se passait autour de lui, Dakhtiarenko - il ne savait pas un mot de polonais - ne faisait que gaffes sur gaffes. Schoumsky avait des crises de larmes, tant il riait en se faisant raconter les exploits de son adjoint. C'était ainsi que Dekhtiarenko apporta un jour un traité secret conclu entre la Pologne et le Luxembourg. En vertu de ce traité, le Luxembourg s'engageait à envoyer en cas de guerre entre la Pologne et la Russie une armée de 200.000 hommes, qui arriverait par voie maritime. En échange, la Pologne céda au Luxembourg la Posnanie.

Je tiens expressément à affirmer que je n'invente rien.

Moscou, d'ailleurs, pardonnait à son agent. On estimait là-bas qu'un prolétaire a le droit de se tromper et que Dekhtiarenko finirait bien par comprendre un jour en quoi consistaient les affaires internationales.

Le «*front intérieur*» ouvrait d'autres horizons à Dekhtiarenko. Un système d'espionnage perpétuel fut organisé pour surveiller les fonctionnaires de la mission. Chaque semaine, Kharkov recevait un rapport énumérant dans quel café chacun des fonctionnaires avait pris l'apéritif et les journaux qu'il lisait. On espionnait surtout le représentant commercial Khourguine, conseiller d'ambassade. C'était un intellectuel israélite qui avait rejoint le *Parti communiste* en 1920. Astronome et mathématicien, Khourguine avait commencé sa carrière administrative en se faisant nommer inspecteur des approvisionnements de l'armée. Ensuite il accéda, comme je viens de le dire, à la représentation commerciale à Varsovie. Il était plein d'enthousiasme, d'énergie et d'honnêteté. Dekhtiarenko ne pouvait pas le souffrir. Il le calomnia le plus qu'il put, allant jusqu'à l'accuser de prévarication. L'intervention du noyau communiste fit le reste et l'intègre Khourguine comprit qu'il avait intérêt à solliciter lui-même son rappel. Il trouva plus tard, en 1925, une fin tragique aux États-Unis, où il se noya alors que les Soviets venaient de le nommer président de la mission commerciale russe en Amérique.

Bien entendu Dekhtiarenko ne tarda pas à me vouloir du mal. Une semaine après mon arrivée, je savais déjà qu'il critiquait ouvertement tous mes faits et gestes. Ses espions et collaborateurs se tenaient constamment postés près de la porte de mon cabinet. Je le fis venir, lui donnai trois jours pour se rendre à Kharhov, et je fis parvenir au ministère des affaires étrangères une note disant que Dekhtiarenko ne faisait plus partie du corps diplomatique. Le comité central du parti ratifia, mais je reçus une admonestation pour avoir osé révoquer un agent de confiance relevant d'un autre commissariat.

Un instructeur de la Tcheka ukrainienne, Kaminsky, remplaça Dekhtiarenko. Il représentait le type parfait du bureaucrate tel qu'on se le figure généralement. Il connaissait le sort que j'avais fait subir à son prédécesseur, et avait, à cause de cela, une peur intense de moi.

Je profitais de ses dispositions pour faire cesser le ridicule petit jeu des achats de «*secrets d'État*» et lui proposais de ne pas s'occuper d'espionnage intérieur, en me portant garant de tous mes fonctionnaires. Cela me mit par la suite en assez mauvaise posture vis-à-vis de mes chefs, car plusieurs membres du personnel de l'ambassade refusèrent plus tard de rentrer à Kharhov.

En ce moment la jeune République polonaise traversait une de ses plus terribles crises. La lutte des partis aggravait les difficultés financières et économiques dont le nombre allait croissant. La démocratie se groupait autour de Pilsudsky et s'efforçait d'accélérer la fusion des trois éléments constitutifs de la République. Les conservateurs, les «*démocrates nationaux*», cherchaient à reprendre les méthodes usitées dans l'ancienne monarchie austro-hongroise, en combattant les minorités nationales. Cette politique aigrissait les Ukrainiens et les Biélorusses et les poussait vers des séparations dangereuses. En décembre 1922 la Pologne procédait à l'élection de son premier président (Pilsudsky ne l'avait été que par intérim); les Biélorusses et les Ukrainiens votèrent en masse pour Naroutovitch, le candidat de Pilsudsky, et assurèrent son élection. Les démocrates nationaux commencèrent alors une campagne acharnée contre le nouveau

président; ils demandaient sa démission sous le prétexte qu'il avait été porté au pouvoir par les éléments non polonais. L'idée de persécution des minorités, empruntée au régime des tsars, devenait dominante en Pologne. Naroutovitch refusa de donner sa démission; il fut sifflé par les étudiants et, quelques jours après, assassiné par le peintre Neviadomsky fanatisé par les démocrates nationaux.

Cet assassinat fut appris avec des transports de joie à Moscou. On estimait très prochaine la fin de la République. La réaction triomphante exciterait le mécontentement des minorités et serait un prologue à la guerre civile.

Les funérailles de Naroutovitch donnèrent lieu à un incident étonnant. La veille de l'enterrement nous reçûmes de chez nous l'ordre télégraphique de ne pas mettre de chapeaux de soie. Il nous était enjoint de «prendre des couvre-chefs noirs qui, bien entendu, ne seraient pas des chapeaux melon». Le problème était difficile à résoudre. Finalement nous arborâmes des kalpaks de fourrure dont le haut était aplati à la main, des «cylindres soviétiques», disait la foule quand nous passions dans les rues, provoquant une hilarité bien méritée.

L'ambassade russe logeait à ce moment à l'hôtel de Rome et avait pour chef Léonide Obolensky. Il avait commencé une carrière diplomatique en qualité de conseiller d'ambassade auprès de Karakhan. Après le départ de celui-ci, il fut nommé ambassadeur. Pilsudsky refusa de la façon la plus catégorique de recevoir personnellement ses lettres de créance, et Obolensky dut passer quelques mois à Moscou en attendant qu'un président définitif consentit à se mettre en rapport direct avec un envoyé des Soviets.

Léonide Obolensky, issu de la famille des princes Obolensky, avait tout d'un «barine» du vieux régime. Il ne se levait jamais avant deux heures de l'après-midi. Il sortait en robe de chambre et en pantoufles, et recevait les fonctionnaires de l'ambassade en prenant son petit déjeuner et en buvant de la vodka dont il consommait une quantité immodérée. Les affaires l'intéressaient fort peu. Très souvent il signait les papiers sans avoir même jeté un regard sur leur contenu.

Avant la révolution il était inspecteur des impôts dans l'Oural et passa par tous les degrés de l'échelle administrative jusqu'au grade de «conseiller privé d'État». Il avait entretenu des relations personnelles avec certains bolcheviks rélégués dans cette région, plus particulièrement avec Krestinsky, auquel il avait rendu quelques petits services. Après la révolution d'octobre, Krestinsky, qui occupait à ce moment le poste de secrétaire du comité central le fit nommer à certains postes assez élevés. Obolensky savait que sa situation restait précaire. Il comprenait qu'à la moindre faute commise, les communistes lui rappelleraient ses origines aristocratiques et son ancien titre de conseiller privé. Cela l'obligeait à s'observer à tout instant et à entretenir des relations «amicales» avec les représentants du Komintern, de la Tchéka et de l'espionnage militaire.

En 1923, Metchislav Loganovsky se trouvait à la tête de la Tchéka et de l'espionnage militaire. D'origine polonaise, ancien membre du parti socialiste polonais, puis communiste, décoré même de l'*Ordre du Drapeau Rouge*, Loganovsky jouissait de l'entière confiance de Dzerjinsky. Celui-ci avait une préférence marquée pour les communistes polonais, et il accepta avec empressement les propositions de Loganovsky de passer au service de la Tchéka. En même temps, le chef de l'espionnage militaire soviétique et membre du commissariat soviétique de la guerre, le nommé Unschlicht lui proposa les fonctions de chef de l'espionnage militaire en Pologne. C'est donc en cette qualité qu'il dirigeait toute la politique soviétique en ce qui concerne la Pologne. Loganovsky était un homme d'une énergie incroyable et d'une cruauté sans pareille. La vie humaine n'avait pour lui aucun prix. Il aurait sacrifié mille existences pour aboutir à un résultat purement politique. Il avait comme adjoint Casimir Kobetzky, Polonais lui aussi, ancien membre du parti socialiste polonais. Kobetzky était beaucoup moins brillant que Loganovsky, mais il connaissait son métier tellement à fond que les journaux polonais le surnommèrent «le roi des espions». Kobetzky était sans pareil pour enrôler des agents hors de l'ambassade. Malgré sa situation officielle (Loganovsky et Kobetzky figuraient tous les deux comme secrétaires de la mission) Kobetzky travaillait au dehors sous des noms d'emprunt et il fallait avoir une mémoire prodigieuse pour ne pas se perdre dans les complications politiques qu'il avait lui-même créées. Son information policière était tout à fait brillante. Des douzaines d'agents pris dans tous les milieux politiques le renseignaient quotidiennement, et un rapport complet partait pour Moscou tous les huit jours.

Le représentant du Komintern, Jean Sosnovsky, se tenait un peu à l'écart de Loganovsky. Sosnovsky, ancien membre du parti socialiste polonais, avait passé quelques mois au bagne d'Orel; il y fit la connaissance de Dzerjinsky. Une amitié sans bornes lia ces deux hommes. Cette amitié était le seul capital de Sosnovsky, homme presque illettré, un peu fou, et qui ne pouvait prétendre être seulement un bon agitateur. Sosnovsky, chaque nuit, apprenait par cœur les instructions reçues de Moscou, sans bien comprendre leur

portée et leur signification. De cette façon, il avait dans la tête un fouillis inextricable de phrases empruntées aux circulaires du Komintern, phrases qu'il entremêlait de citations de Lénine, de Marx, d'Engels et de Rosa Luxembourg.

La technique de Sosnovsky était aussi faible que ses connaissances théoriques. Chaque jeudi, le courrier de Moscou nous apportait la valise diplomatique. Dans cette valise, se trouvait un gros paquet pour Sosnovsky. Le paquet était adressé à l'ambassadeur, mais les lettres K. S. étaient ajoutées dans un coin. Ce paquet contenait les instructions du Komintern et des dollars. 1.000 à 5.000 chaque fois. L'ambassadeur n'avait pas le droit d'ouvrir ce paquet, qu'il devait remettre cacheté à l'émissaire du Komintern. L'erreur commise une fois par Obolensky en ouvrant le fameux paquet K. S. lui avait valu une forte réprimande de Moscou.

Ayant pris possession du paquet, Sosnovsky s'en allait directement à l'état-major des communistes polonais, logé dans un appartement, rue Dikaia, que la police était censée ignorer. Sosnovsky était très fier de son habileté de conspirateur. Notre opinion était bien différente. Il sortait de l'ambassade enveloppé d'un énorme manteau noir, muni d'une canne à branches mal taillées; du reste sa barbe massive suffisait à lui donner l'aspect d'un carbonaro d'opéra-comique, et les détectives polonais n'avaient certainement pas beaucoup de mal à le repérer et à le filer.

Au printemps 1923 nous reçûmes la visite de Wladimir Milutine, membre du comité central, rentrant de faire une enquête en Europe. Il provoqua une réunion des employés de l'ambassade, adhérents au parti communiste et de la représentation commerciale pour leur faire un rapport sur la situation internationale et les problèmes de l'heure. On sait que chaque mission soviétique possède un «noyau» communiste englobant tous les fonctionnaires communistes. Ce noyau se rassemble une fois par semaine pour assister à une conférence faite par un spécialiste (l'ambassadeur, à défaut d'autres orateurs). Le noyau peut discuter de l'activité de l'ambassadeur et la trouver insuffisante. Dans ce cas, un rapport est envoyé à Moscou qui prend la décision nécessaire.

Le rapport de Milutine constatait en premier lieu que les tendances révolutionnaires se développaient suffisamment bien en Europe. L'occupation de la Ruhr et la résistance passive des Allemands créaient la possibilité d'une crise économique en Allemagne. Une catastrophe financière et économique semblait imminente et cela ne pouvait que renforcer la lutte révolutionnaire des classes dans ce pays. Le Komintern devait - en cette occurrence - se prononcer définitivement sur une question qui le préoccupait depuis longtemps, en l'espèce: la révolution mondiale aurait-elle un caractère industriel ou bien agricole? La plupart des membres du Komintern estimait que la révolution se ferait en premier lieu dans les pays de grand développement industriel, l'Allemagne surtout. «*La révolution en Allemagne, disaient-ils, signifierait la "soviétisation" de ce pays et le transfert du centre de gravité des actions communistes de Moscou à Berlin. La répercussion se sentirait en France dont les troupes occupaient les territoires de l'Est. La révolution paneuropéenne ne serait plus alors qu'une question de mois*». A cela, d'autres membres du Komintern répliquaient qu'une Allemagne soviétisée serait immédiatement bloquée par le reste de l'Europe. Il s'ensuivrait une crise de chômage, des banques, du transport et surtout de l'approvisionnement des villes. Les Allemands ne résisteraient pas longtemps à ces privations d'autant plus que le blocus pourrait être maintenu pendant de longs mois. Une contre-révolution aurait toutes chances de triompher et la bourgeoisie victorieuse à Berlin se ruerait ensuite sur la Russie pour prendre une revanche de ses souffrances. Ces membres opposaient donc la théorie de la révolution agricole.

Cette théorie prétendait que le mouvement né en Russie devait être transféré dans les pays paysans comme la Roumanie, la Bulgarie et la Yougoslavie.

Passant de là dans les pays moyennement industrialisés (Italie, Hongrie, Autriche), le mouvement de révolte paysanne s'y industrialiserait et se transformerait suffisamment pour pouvoir entamer directement l'Allemagne. D'autre part, les pays agricoles supporteraient plus facilement le blocus, et le caractère paysan de leur population les rendrait plus aptes à supporter les privations, premier résultat d'un mouvement révolutionnaire sérieux. La faim et la guerre civile seraient plus facilement acceptées par les paysans que par les citadins. Par le même raisonnement on trouvait que l'Allemagne ayant «ses arrières agricoles» assurés, serait plus capable, à son tour, de supporter le blocus; elle attaquerait la France, déchirerait le traité de Versailles et réunirait ainsi autour de la révolution prolétarienne tous ceux qui cherchent la revanche.

Milutine me dit que les partisans de cette deuxième théorie avaient été écrasés au sein du Komintern. Une réserve agricole pour l'Allemagne victorieuse existait déjà sous la forme de la Russie soviétique. Il y

aurait bien des empêchements du fait de l'existence de la Pologne, pays tampon, mais la Pologne a signé le traité de Riga qui l'oblige à favoriser le transit entre la Russie et l'Allemagne. En cas de révolution dans ce dernier pays, la Russie exigerait que cet article soit appliqué dans toute son ampleur et la moindre résistance de la Pologne entraînerait des conséquences qu'il est facile de prévoir. Il n'y avait qu'un seul point sur lequel tout le monde était d'accord; c'était le Rhin; la révolution allemande aurait comme premier objectif à atteindre la déclaration d'une guerre prolétarienne à la France.

Le parti communiste polonais serait appelé à jouer un rôle de premier ordre dans tous ces événements. Milutine l'invitait donc à se «réveiller», en intensifiant le travail dans l'armée, les usines militaires et les chemins de fer.

Quelques jours après le départ de Milutine, Obolensky me fit venir chez lui. Il avait l'air très affairé. Sous le sceau du plus grand secret il m'informa que Loganovsky avait reçu du Unschlicht des ordres qui lui enjoignaient de commettre des actes terroristes sur le territoire de la Pologne afin «*d'intensifier les luttes des classes*». Deux communistes polonais étaient désignés pour se mettre à la tête d'une organisation terroriste; le lieutenant Baguinsky et le sous-lieutenant Vetchorkevitch. Obolensky m'expliqua que Loganovsky mettrait ces ordres à profit pour se livrer à une série d'attentats aussi stupides qu'inutiles. Cela pourrait compromettre l'ambassade. Je lui proposai d'écrire conjointement une lettre au comité central. Obolensky me répondit qu'il n'était pas encore las de vivre et qu'il ne se mêlerait en rien à «*cette sale histoire*». Loganovsky finirait par se rompre le cou, mais lui, Obolensky, ne porterait aucune responsabilité ni morale, ni formelle.

Les résultats du travail de Loganovsky se firent bientôt sentir. Des bombes éclatèrent dans les salles de rédaction de journaux polonais et dans les organisations politiques, avec une alternance parfaite; une bombe chez les gens de droite, une bombe chez ceux de gauche. On pouvait s'imaginer que les partis polonais avaient passé aux formes mexicaines de lutte politique. Varsovie fut recouverte d'un voile de mystère et d'horreur. Des terroristes insaisissables restaient impunis. On trouvait des bombes dans les loges des concierges, dans les cheminées, sous les tables des salles de rédaction. On ne parlait plus que de la «*période des bombes*».

Dès le premier attentat, Obolensky fit venir Loganovsky et le questionna en ma présence. Loganovsky nia tout. Il me contre-attaqua en disant que je ne comprenais rien aux affaires polonaises; que les partis polonais ne se contentaient plus des joutes parlementaires; que les bombes étaient jetées par deux organisations rivales, dont l'une relevait du maréchal Pilsudsky et l'autre des démocrates nationaux. Je lui répondis qu'il pouvait raconter ces histoires à des enfants en bas âge mais qu'il ne me ferait jamais croire que Roman Dmovsky et le maréchal Pilsudsky pouvaient s'affronter la bombe à la main.

Cette conversation ne donna aucun autre résultat.

Changeant de tactique, je m'abouchai avec Sosnovsky. J'insinuai que Loganovsky le supplantait dans ses fonctions de représentant du Komintern, se créant des relations directes avec le parti communiste polonais, et qu'il ne se gênait guère; il ne laissait passer aucune occasion d'affirmer que lui, Sosnovsky, imbécile notoire, devait être remplacé.

Sosnovsky, plein d'amour-propre, se prit à l'appât que je lui tendais. Il se plaignit des procédés de Loganovsky, qui - disait-il - le traitait sans égards et aurait profité de ses relations personnelles avec Unschlicht pour le discréditer à Moscou; il aurait, par exemple, demandé dernièrement que trois cents communistes polonais, des plus actifs et des plus éprouvés, fussent mis à sa disposition pour former un noyau de combat. Sosnovsky était au courant du genre de travail que ferait ce noyau de combat. Chaque semaine de grosses valises seraient apportées de Berlin; les gens de Loganovsky transporterait ces valises pour mettre la dynamite qu'elles contenaient, ainsi que les mouvements d'horlogerie pour machines infernales, dans les gros safes installés chez Loganovsky. Les communistes polonais se seraient déjà plaints à plusieurs reprises que Loganovsky les obligeât à commettre ces attentats à la dynamite; or ce procédé ne produirait jamais la guerre civile à laquelle voudrait aboutir Loganovsky.

Mes soupçons étaient bien fondés. Je me rendis chez Obolensky et je lui expliquai quel pourrait être le résultat du travail «*diplomatique*» effectué par Loganovsky. Pour lui faire peur, je lui expliquai qu'il courait lui-même un gros danger, car la quantité de dynamite stockée par Loganovsky était suffisante pour faire sauter la moitié de la ville, tandis que cela n'avait aucune importance pour moi, personnellement, puisque l'ambassade ukrainienne était à une distance suffisante de l'hôtel de Rome.



Obolensky était atterré. Il avait des larmes aux yeux. Ou bien, pensait-il, Loganovsky le ferait sauter avec tout l'hôtel de Rome, ou bien ses hommes seraient pincés à un des attentats qu'ils auraient commis et alors, lui, Obolensky, serait assassiné par la foule, comme le cas s'était déjà produit pour un autre ambassadeur de Russie (5). Obolensky m'expliqua qu'il avait reçu de Tchitchérine une lettre chiffrée lui expliquant que le bureau politique avait chargé Loganovsky de certains attentats contre les ponts stratégiques, contre certaines stations de chemin de fer importantes et contre les arsenaux; le tout en vue d'une guerre prochaine avec la Pologne. Je répondis à Obolensky que tous les gouvernements ont l'habitude de préparer la guerre, la chose étant parfaitement licite. Mais, ajoutai-je, il est inadmissible que des attentats soient commis par l'entremise de fonctionnaires jouissant de l'immunité diplomatique. Encore plus inadmissible était le plan selon lequel la dynamite était mise à la disposition de Loganovsky fanatisé par cette idée absurde qu'il est possible de provoquer une guerre civile en semant des bombes dans les salles de rédaction des journaux.

Obolensky me promit d'écrire sur tout cela une lettre énergique à Dzerjinsky, demandant qu'il fut interdit à Loganovsky d'utiliser la dynamite pour des attentats politiques.

Mais il devenait absolument nécessaire de surveiller Loganovsky, car il pouvait commettre les pires absurdités. Pour assurer la surveillance, je décidai d'utiliser Kalnaroutkis, l'homme chargé de l'exécution technique des ordres de Loganovsky. Kalnaroutkis, lui aussi, n'était pas content de la situation qu'on lui avait faite à Varsovie. Son passé de communiste lui permettait de prétendre à de plus hautes fonctions à l'étranger. Je le fis venir chez moi et lui dis que j'écrirais à Kharkov pour qu'il soit nommé au poste de résident de la Tcheka auprès de l'ambassade ukrainienne. Cela le mit en très bonne humeur. A partir de ce jour, il venait me voir très souvent et il me faisait des confidences sur toutes les entreprises diaboliques de son chef immédiat.

-----

## Chapitre cinq

***«Les «bombistes». L'époque des explosions. Préparation de l'attentat contre l'État-Major polonais. Provocation à la guerre civile. Je suis nommé premier Conseiller d'ambassade de l'U.R.S.S. Préparation de la révolution allemande. L'aide de Moscou. L'Armée rouge prépare son invasion en Allemagne et la guerre «prolétarienne» contre la France. L'explosion de la citadelle de Varsovie. La révolte de Reval.***

Le 1<sup>er</sup> mai 1923, je passai la journée dans mon bureau en lisant les journaux qui venaient d'arriver de Kharkov. J'avais interdit à mes collaborateurs de sortir dans la rue, car une grande manifestation devait avoir lieu dans l'après-midi et je craignais que mes diplomates ne fussent impliqués dans quelque histoire.

A cinq heures je vis entrer Kalnaroutkis. Il était hors de lui. Je lui en demandai la cause. Il avait assisté, répondit-il, à la manifestation communiste sur la *Place du Théâtre* (près de l'ambassade soviétique) et il avait vu comment la police faisait jouer ses bâtons blancs; deux manifestants avaient été abattus sur le trottoir.

C'était un tchékiste qui me disait cela. Kalnaroutkis avait vu pendant sa carrière des cruautés sans fin. Il y avait participé personnellement. Il avait frappé et fusillé des hommes, des femmes et des enfants sans être autrement ému. Mais la vue de deux manifestants blessés dans une bagarre avait suffi pour le mettre dans un état d'excitation extrême.

Je lui dis: - *Camarade Kalnaroutkis, je ne comprends pas votre émoi. Vous devriez être accoutumé à la vue du sang et aux cruautés.*

Il blêmit. Ses yeux, gris acier, devinrent sombres. Son front bas se plissa et sembla disparaître totalement.

- *On voit tout de suite que vous êtes un intellectuel, Bessedovsky. Comment peut-on comparer les gens que nous fusillons avec nos camarades blessés? Ceux que nous avons fusillés étaient des parasites et non des hommes.*

(5) Gribovedov à Téhéran.

C'était du Dostoievsky, du pur Raskolnikov dans une édition tchékiste. Je ne pus pas le laisser sans réplique.

*- Ce que vous exprimez, camarade, c'est le point de vue des inquisiteurs et des fanatiques qui organisaient des «guerres de religion». Eux aussi, ils considéraient leurs ennemis comme «impurs», comme «infidèles». La terreur, quelle chose atroce! La terreur ternit les révolutions. Il faut s'en débarrasser dès qu'on le peut et n'en parler qu'avec dégoût. La terreur appliquée aux masses dégénère, chez nous, insensiblement, en persécution du peuple pour lequel nous avons fait la révolution.*

*- En raisonnant ainsi, il ne nous restera plus qu'à nous prosterner devant les bourgeois et leur demander pardon. Pour moi l'affaire se présente plus simplement. La Tchéka a condamné un homme à être fusillé; donc il l'a mérité; donc c'est un parasite. Tsar ou manœuvre, pas de différence. Moi, je n'ai jamais fusillé que des parasites. Quant aux vaches qui ont tiré aujourd'hui - ajouta-t-il tout à coup -, on leur préparera un spectacle qui leur fera plaisir.*

Ces paroles me firent dresser l'oreille. Je questionnai mon interlocuteur. Il m'expliqua qu'il n'était pas bien au courant de la machination de Loganovsky, mais qu'il devait porter le 2 mai au soir deux énormes machines infernales dans la direction de la forêt Beliansky. C'est dans ces parages que Kalnaroutkis avait l'habitude de prendre des rendez-vous avec Baguinsky et Vetchorkevitch. Quand il emportait des bombes il avait soin de faire mettre le fanion de l'ambassade sur le devant de son auto, afin de se sentir tout à fait en sûreté sur les coussins diplomatiques extra-territoriaux.

Cette histoire me parut très sombre. Une chose était cependant évidente: un attentat se préparait pour le 3 mai, jour où la Pologne fête sa délivrance nationale.

Brusquement un éclair jaillit de mon esprit: le 3 mai devait avoir lieu l'inauguration du monument du prince Joseph Poniatovsky, maréchal de France, tombé à la bataille de Leipzig. Le monument se trouvait sur la *Place saxonne*, dans une partie qui se trouve entre les deux ailes et la colonnade, un grand bâtiment historique construit sous les rois de la dynastie saxonne. A cette époque le bâtiment abritait l'état-major polonais.

A l'inauguration solennelle, devaient participer le gouvernement, des généraux, des délégations politiques, etc... Des centaines d'hommes devaient, en outre, défiler sur la *Place saxonne*. Le maréchal Foch représentait la France.

Les deux machines infernales éclateraient pendant la cérémonie. Elles ne pouvaient être cachées que dans l'immeuble de l'état-major. Loganovsky m'avait spécifié plusieurs fois que le sous-lieutenant Vetchorkevitch et sa femme, anciens employés de l'état-major, y avaient conservé des relations suivies avec certains fonctionnaires subalternes. Placer les deux machines dans l'une des pièces de l'état-major devenait une chose aisée.

Il fallait agir d'urgence. La chose était terrible. Je voyais déjà la foule se ruer de tous côtés, laissant derrière elle des centaines de cadavres écrasés par les gens affolés. La tribune du corps diplomatique et des membres du gouvernement avait été dressée derrière le monument, tout près de l'état-major. C'est elle qui était visée par les terroristes. La plupart des ministres et des diplomates étrangers y trouveraient la mort, le maréchal Foch aussi.

Et les suites politiques?... Certainement la guerre avec la Pologne, et cela dans les conditions d'un isolement complet des républiques soviétiques, peut-être même intervention internationale, l'idée de gouvernement soviétique à jamais compromise; le gouvernement de Moscou devenant, aux yeux de l'humanité entière, une bande de criminels de droit commun, mis d'eux-mêmes au banc de la civilisation...

Je fis avancer mon auto et partis voir Obolensky. Justement, Loganovsky se trouvait dans son cabinet; les deux amis paraissaient être en très bonne humeur. Un flacon de vodka et quelques tranches de concombres traînaient sur la table.

Obolensky, selon son habitude, racontait des anecdotes obscènes et donnait à Loganovsky des tapes amicales sur le ventre. Loganovsky, pensif, paraissait tout à fait tranquille.

*- Écoute, Gricha, me dit Obolensky (il tutoyait tout le monde quand il se sentait à son aise), Metchislav (c'était le nom de Loganovsky) me propose d'aller avec lui en auto à Otvotzk; on y passera deux jours à*

cause des fêtes. Il dit qu'il n'y a aucune nécessité que j'assiste à cette inauguration. Il a raison: c'est une manifestation purement militaire et patriotique. Et puis il y aura notre plus grand ennemi, ce Foch, impérialiste cynique. Je préfère me reposer à Otvotzk.

Ces paroles confirmaient mes suppositions: Loganovsky cherchant à sauver Obolensky, soit de son propre mouvement, soit, peut-être, en exécutant les instructions de Unschlicht, ami intime d'Obolensky. Quant à moi, j'étais sacrifié... pour des raisons de mise en scène. La présence parmi les morts d'un ambassadeur soviétique serait une preuve éclatante de l'innocence des Soviets.

Pour vérifier mes soupçons je répondis que son projet me plaisait et que je l'accompagnerai à Otvotzk. Loganovsky bondit. Tremblant de fureur, il me dit que l'absence de l'ensemble des diplomates soviétiques serait considérée comme un défi et qu'on finirait par ne plus nous inviter aux cérémonies officielles. Loganovsky ajouta aussi que si je me sentais gêné de paraître seul, Obolensky se ferait un devoir de renoncer à son voyage à Otvotzk.

Le doute n'était plus permis.

*- Léonide Léonidovitch, dis-je à Obolensky, je suis heureux que le camarade Loganovsky assiste à notre conversation. Je viens d'apprendre que l'organisation Baguinsky prépare pour le 3 mai un attentat dans l'immeuble de l'état-major polonais pendant la cérémonie de l'inauguration. Les machines infernales ont été préparées au vu et au su du camarade Loganovsky. Je vous demande de le sommer d'avoir à renoncer à ce projet funeste. Je n'ai pas besoin de vous expliquer quelles conséquences politiques suivront l'attentat.*

Obolensky faillit mourir sur le coup, tellement le sang lui monta aux tempes. Loganovsky avait l'air décontenancé et désespéré.

Obolensky, le premier, reprit son assurance. Il donna des ordres précis à Loganovsky. Pour plus de sûreté on fit venir Sosnovsky et on répéta les ordres devant lui. Kalnaroutkis fut invité et on lui ordonna de ne pas sortir de l'ambassade pendant quarante-huit heures. Le chauffeur reçut pour consigne de ne faire sortir les autos que sur les ordres personnels d'Obolensky.

Le lendemain Loganovsky vint me voir à l'ambassade ukrainienne. Il tenait surtout à savoir comment j'avais appris qu'il y avait un attentat en préparation. Selon lui, trois hommes seulement étaient dans le complot: lui, Baguinsky et Vetchorkevitch. Je refusai de lui répondre. Loganovsky insista. Il essaya même de m'effrayer en insinuant que je pourrais être poursuivi pour divulgation de secrets d'État. Je lui répondis que je n'avais parlé de l'attentat qu'à Obolensky, représentant officiel des Soviets, ce qui ne pouvait constituer une divulgation des secrets d'État.

Loganovsky s'en retourna bredouille.

Plus tard, en 1925, je le rencontrai à Moscou, où il dirigeait la section polonaise. Ce n'est qu'alors que je lui expliquai par quelles déductions logiques j'avais conclu à la préparation de l'attentat.

Loganovsky, de son côté, m'expliqua pour quelles raisons il avait dû céder sans trop de lutte à Obolensky. La question des bombes avait été décidée par Unschlicht seul, sans avis de Dzerjinsky. Loganovsky avait donc été sommé de ne mettre personne dans ses confidences. La conversation avec moi détruisait tout le plan des conjurés.

Or, les petites explosions continuaient. Baguinsky et Vetcherkovitch étaient devenus un peu plus prudents, car la police avait réussi à repérer les chefs des conjurés. On remplaça la dynamite par des bombes à poudre avec cordons Bickford.

Il s'agissait simplement d'exécuter le maréchal-président Pilsudsky. L'attentat se déroulerait de la façon la plus simple: on camouflerait des communistes éprouvés en étudiants polonais; ils attaqueraient le Président à Soulainwka, lieu de sa résidence, et le tueraient à la faveur de la nuit.

Pour ce faire, Loganovsky ne pouvait se passer de la collaboration de Sosnovsky, car l'aide du noyau de combat communiste était indispensable. Pressenti, Sosnovsky demanda à consulter personnellement Dzerjinsky. Celui-ci, malgré l'avis contraire de Unschlicht, opposa son veto. Il faut reconnaître que dans ces questions, Dzerjinsky était beaucoup plus prudent qu'Unschlicht. Il estimait que les dynamiteurs devaient

s'attaquer exclusivement à des objectifs militaires sans s'engager dans les voies de la terreur politique. Partisan déclaré de la terreur absolue pendant la lutte des Soviets avec leurs ennemis, Dzerjinsky n'approuvait pas la terreur pendant la période qui prépare la prise du pouvoir, la considérant comme démoralisante. Sa haine à l'adresse de Pilsudsky était sans bornes. Il avait l'habitude de dire qu'après la victoire des Soviets en Pologne, il tuerait de sa propre main le maréchal. Mais il vola contre son assassinat par des terroristes individuels.

Ce nouvel échec ébranla la situation de Loganovsky. Il dû quitter Varsovie. Il passa à Vienne et fut remplacé à Varsovie par un de ses adjoints, Kobetzky. Elensky fut nommé chef de l'espionnage militaire.

En été 1923 on décida à Moscou de créer une *Union des républiques socialistes* comme un Etat confédéré. On dressa à cet effet un projet de constitution qui octroyait aux membres de l'*Union* une autonomie très large: on ne leur refusait même pas le droit de sécession. En réalité on enlevait, par exemple à l'Ukraine, pas mal de droits qu'elle avait acquis pendant la lutte pour le principe de fédération. C'est ainsi que nous perdîmes le droit d'avoir des missions diplomatiques à l'étranger. Or, ce droit peut exister non seulement dans les confédérations, mais même dans les fédérations comme c'était le cas de la Bavière. Le principe proclamé avec tant de solennité par la *Constitution soviétique* était vide de tout sens réel.

En été 1923 je pris mes vacances à Kharkov. De là je fis un voyage à Eupatoria pour m'y reposer dans ma famille. Je n'avais aucune envie de reprendre mon service diplomatique et je demandai à être transféré dans la section des forêts au *Commissariat de l'agriculture*.

En partant de Kharkov, je visitai certains villages que j'avais connus avant mon départ à l'étranger. Je les trouvai prospères depuis l'introduction de la N.E.P. L'égalité dans la misère commençait à faire place à un renouveau économique. Le bétail était abondant, les emblavures plus nombreuses; on cultivait le lin, le chanvre, le tournesol. Le paysan travaillait avec enthousiasme. Les marchandises faisaient leur apparition sur les marchés: les produits de l'agriculture se laissaient échanger contre des produits manufacturés. L'enthousiasme se transmettait à la ville, aux intellectuels, aux techniciens. De nouvelles manifestations de sympathie se produisaient dans les milieux qui avaient été hostiles jusqu'à présent.

Il y avait bien quelques symptômes menaçants; la liberté économique n'était pas suivie de liberté politique; il n'était pas encore question de démocratiser le système soviétique, le progrès économique n'était pas suivi par des réformes de l'État; enfin, l'opposition au sein du parti était décimé, et la plupart de mes anciens camarades étaient exclus du parti...

A Eupatoria, j'appris qu'il avait été décidé de me renvoyer comme *Premier conseiller* à Varsovie. Obolensky restait ambassadeur.

J'hésitais. Je cherchais du travail politique sur place. Mais ici les perspectives étaient nulles. A l'étranger je pourrais continuer à protéger le travail du paysan paisible contre les aventures sanguinaires des Schoumsky, des Loganovsky et de tant d'autres.

J'acceptai donc ma nomination et au mois de septembre 1923 je partis pour Varsovie en passant par Moscou.

Je trouvai notre capitale en pleine ébullition. Le mouvement révolutionnaire en Allemagne allait grandissant. La catastrophe économique se précisait de plus en plus.

Le Komintern travaillait à plein sur ces données. Les futurs membres du gouvernement des soviets allemands étaient déjà désignés. On passait au tri les communistes russes les plus résistants afin qu'ils puissent former le noyau central du *Conseil des commissaires allemands*. Ce noyau devait comprendre des spécialistes de tous genres; des militaires: Unschlicht, Berzine et Toukhatchevsky; un représentant du Komintern: Markhlevsky; plusieurs membres marquants du Guépéou: Jagoda, Peters et Krylov (plus tard condamné à mort dans l'affaire de la tchéka de Leipzig, sous le nom de Skoblevsky). Tous les personnages devaient être munis de faux passeports, de préférence de courriers diplomatiques. C'est en cette qualité qu'ils devaient se rendre en Allemagne.

On n'avait pas encore désigné le premier représentant du Komintern. On penchait vers la candidature de Radek. D'autres préconisaient Trotzky; mais cela ne dura pas longtemps. Trotzky jouait un trop grand rôle dans le gouvernement soviétique et son apparition en Allemagne pouvait être considérée comme un

véritable défi. Du reste, Trotzky était déjà combattu par certains chefs communistes, en premier lieu par Zinoviev, le président du Komintern.

On décida que les représentants du Komintern devaient être camouflés davantage lors de leur séjour auprès des ambassades. Mais la tentative faite par Tchitchérine de les éliminer complètement de l'intérieur des missions fut âprement combattue par Radek dans le *Bureau politique*. Radek était à ce moment rapporteur des affaires étrangères au *Bureau politique*, et c'est lui qui, lors de la discussion de son rapport, traita Tchitchérine de révolutionnaire de pacotille. Au lieu de prendre en considération le rapport de Tchitchérine, le bureau politique décida de relever les rangs occupés par les représentants du Komintern dans les ambassades, ce qui devait leur permettre de disposer plus librement du personnel pour le travail qu'ils jugeaient nécessaire.

Le *Commissaire du commerce* ne cédait en rien aux affaires étrangères. Les représentants commerciaux reçurent une circulaire secrète avec mention: «*A communiquer à tous les fonctionnaires qui sont membres du parti*».

Cette circulaire, signée par le président du conseil des commissaires du peuple et par le commissaire du commerce, indiquait que: «*l'avènement de la révolution allemande posait devant le Commissariat du commerce des problèmes nouveaux; la routine du travail commercial devait être remplacée par la création de deux fonds allemands: or et blé, destinés au prolétariat allemand victorieux*».

Les organes du *Commissariat du commerce* à l'intérieur des républiques soviétiques avaient été avisés de transporter d'urgence vers Petrograd et les frontières 60 millions de pouds de blé; les organes extérieurs étaient chargés de faire des économies sur toutes les dépenses, de diminuer les importations et de pousser les exportations de façon à pouvoir constituer un fond de réserve de 200 millions de roubles-or. «*Tout le personnel devait s'inspirer de ces instructions*». Dorénavant, le zèle des fonctionnaires ne serait plus jugé que selon la part qu'ils auraient jouée dans la préparation de la révolution allemande.

On procédait en même temps au recensement de tous les membres du parti parlant l'allemand. On constituait les cadres des 20.000 communistes russes qui devaient être transférés en Allemagne à la première alerte. L'armée rouge se tenait prête, surtout la cavalerie. La dislocation de l'armée fut complètement modifiée. On poussait tous les jours vers la frontière polonaise des troupes nouvelles.

De grosses masses de cavalerie étaient massées près de la frontière russo-polonaise à l'endroit où une bande très mince de territoire polonais nous sépare de la Lithuanie et par conséquent de la Prusse orientale. Cette bande de territoire a une histoire particulière. Lorsqu'à Riga on avait entamé des pourparlers avec la Pologne, le délégué polonais avait réussi à obtenir une ligne de démarcation suffisante pour créer cette bande de territoire polonais entre la Russie et son voisin de l'Est. Feu Joffé, président de la délégation soviétique, m'avait expliqué que la révolte de Cronstadt était survenue au moment où il traitait cette question particulière. Lénine lui donna par fil direct l'ordre de conclure le plus rapidement possible. Mais les méchantes langues prétendaient que Joffé était tout simplement ignorant en géographie et qu'il ne s'était pas rendu compte de l'importance que la modification proposée par les Polonais pouvait avoir.

Grabsky, le délégué polonais, a reconnu plus tard dans ses *Mémoires*, qu'il avait reçu des instructions de céder sur ce point et que Joffé aurait pu avoir une frontière commune entre la Lithuanie et la Russie s'il avait fait preuve de plus de cran.

Quoi qu'il en soit, en automne 1923, ce petit corridor polonais a joué un rôle politique fort important.

Il était indispensable pour nous de rentrer dans les bonnes grâces de la Pologne, afin de nous assurer le droit de transit en Allemagne. Moscou avait décidé que, bon gré mal gré, la Pologne devrait accepter de servir de pont entre la Russie et l'Allemagne. Pour briser la résistance du gouvernement polonais on comptait autant sur le knout que sur les bonbons à remettre aux Polonais. La question des bonbons à offrir n'était pas encore réglée. Le knout devait figurer sous la forme de corps d'armée rouges massés sur la frontière; de plus, on prit des mesures pour que le parti communiste polonais développât autant que possible ses diversions terroristes.

En arrivant à Varsovie dans les premiers jours de septembre 1923, je trouvai l'ambassade encore installée dans l'hôtel de Rome. Obolensky continuait à ne quitter son lit que vers deux heures de l'après-midi. Le Komintern, l'espionnage militaire et le Guépéou travaillaient ferme. Rien qu'à voir les fonctionnaires affairés, on pouvait deviner qu'ils ne s'arrêteraient devant rien. Le plus énervé d'entre eux était Elensky, chef

de la section de l'espionnage militaire, après le départ de Loganovsky. L'organisation de Baguinsky et de Vetchorkevitch supportait déjà les premiers coups de la police. Certains de ses membres étaient arrêtés. Mais les troupes principales restaient encore intactes. Un Polonais dont j'ai oublié le nom, difforme et bossu (si je ne me trompe pas, c'était Maslinsky) se démenait comme un beau diable: c'était le grand spécialiste des machines infernales.

Pendant les premières semaines, je me mis au courant des affaires pendantes. Le travail diplomatique ne progressait guère, le gouvernement polonais mettant des obstacles à la reconnaissance du nouveau régime soviétique (*Union des Républiques*). Il posait des conditions, notamment en ce qui concernait la Géorgie. Il demandait des compensations en argent et revenait sans cesse aux 30 millions de contributions qui avaient été promis par le traité de Riga et qu'on ne voulait pas payer. Les pourparlers traînaient, longs et écœurants.

Le soir du 12 octobre 1923, je me couchais très tard et ne m'endormais que vers 3 heures du matin. Soudainement, je fus réveillé par un choc formidable. La porte de mon balcon s'ouvrit avec fracas; les vitres volèrent en éclats; je me retrouvai par terre; un courant d'air violent remuait tout ce qui se trouvait dans la pièce. Nous courûmes avec ma femme à la fenêtre. Il était 9h5mn du matin. La chaussée était couverte d'éclats de vitres. Une foule de passants se précipitait des faubourgs de Cracovie vers la rue Trenbaska. Ma première idée fut qu'une bombe avait été jetée contre l'ambassade. Mais des couches épaisses de vitres brisées brillaient tout le long du faubourg de Cracovie; l'explosion avait dû avoir lieu très loin et nous n'étions touchés que par les derniers remous de l'air. Je sortis dans le corridor. Obolensky se précipita vers moi en chemise de nuit. Tout ébouriffé, le visage déformé par la peur, il répétait: «*On nous attaque avec des bombes! On nous attaque avec des bombes!*». J'eus beaucoup de peine à lui faire comprendre que personne n'avait jeté de bombe ici.

Deux heures après, les éditions spéciales des journaux polonais nous apprenaient que l'explosion s'était produite dans la citadelle de Varsovie, à plusieurs kilomètres de distance. Les dépôts de dynamite avaient sauté. Il y eut d'abord une première explosion, puis les autres poudrières s'enflammèrent. Quelques-unes seulement résistèrent à la déflagration. La puissance de l'explosion était telle qu'un détachement de soldats qui passait à 500 mètres de là fut emporté dans un remous et jeté dans la Vistule. On comptait plusieurs centaines de victimes.

Il y eut des rumeurs sans fin. Le gouvernement Vitos fit afficher une proclamation déclarant qu'une «*main criminelle avait fait sauter la citadelle*». Mais les preuves manquaient. La sentinelle qui avait échappé à la mort déposa qu'il y eut d'abord une toute petite explosion et que ce n'est qu'après que l'ensemble des matières explosibles éclata. On eut la certitude qu'une machine infernale avait fait son œuvre. Nous passâmes des jours terribles à l'ambassade. Tout le monde se rendait compte qu'Elensky avait été l'instigateur et l'organisateur de cet attentat. Mais il se promenait dans les couloirs sans avoir l'air de se soucier de quoi que ce soit, bien qu'en ma présence il baissa les yeux. Il savait que j'étais au courant de l'organisation des «*bombistes*». Il savait aussi que j'avais empêché Loganovsky d'exécuter certains projets funestes et que je ne cachais pas mon aversion profonde pour le terrorisme organisé par l'ambassade.

Quelques jours après, j'entrai dans le bureau d'Obolensky. Il lisait un journal; il n'était pas gai. Il avait à côté de lui un verre de thé à demi-plein.

- *Gricha, me dit-il, je viens d'écrire un long rapport que j'adresse au bureau politique. Il faut que cela finisse. Ce n'est pas une ambassade que nous avons ici, mais un b...l (Obolensky affectionnait les termes crus). Loganovsky était tout de même plus acceptable que cette anguille d'Elensky. Cette saleté se promène dans l'ambassade, sourit à tout le monde, comme s'il était en train de beurrer du pain; mais derrière mon dos, il fait des choses impossibles sans m'en aviser. Cette explosion m'a renversé à terre; Pauline (sa secrétaire personnelle - il vivait ouvertement avec elle) se plaint encore d'avoir mal au coude. Que serait-ce si l'ensemble des poudrières avait sauté? Toute cette partie de la ville aurait été détruite et nous y serions tous passés. Grand merci pour l'amusement! Elensky s'est défilé à Dantzig; sa vermine est partie on ne sait où, comme des rats. Moi, je suis trop vieux pour les feux d'artifices de ce genre. Qu'on mette ici un jeune. J'écris au Bureau politique qu'on me fasse partir d'ici ou bien qu'on me donne la situation d'un véritable chef et non celle d'une queue attachée à un chien galeux.*

Continuant cette conversation imagée, il me dit que le 16 octobre, Elensky lui avait apporté une lettre de Unschlicht lui annonçant que prochainement on procéderait à une diversion importante. La lettre chiffrée avait été reçue par le courrier du 7 octobre, mais Elensky ne la montra à Obolensky - à dessein ou par inadvertance - que trois jours après l'explosion.

Cette sanglante «*diversion*» fut un crime de plus à ajouter à tant d'autres et, d'ailleurs, complètement inutile.

On sait comment la révolution bolchéviste en Allemagne fit long feu. Malgré les efforts inouïs du Komintern qui ne ménagea ni ses hommes ni son or, les masses ouvrières allemandes, dans leur ensemble, ne bougèrent point. On essaya de s'attirer la collaboration momentanée des éléments nationalistes en propageant des mots d'ordre démagogique. Un de ces mots d'ordre affirmait que la première tâche d'une Allemagne soviétique serait de déclarer la guerre à la France impérialiste. Le procédé échoua! Du reste, Radek, que Moscou avait chargé du travail pratique et qui faisait la navette entre la capitale rouge, Varsovie et Berlin, ne cachait pas que les communistes allemands lui paraissaient faibles et incapables de faire et d'organiser sérieusement une révolution de cette importance. Le pessimisme du célèbre agitateur était évident.

Il y eut bien quelques éclats, des sursauts, mais il fallait en faire son deuil: la révolution allemande avortait. Cet échec fut vivement ressenti à notre ambassade et diversement commenté. Mais la fièvre des grands jours disparut et chacun fut repris par la routine quotidienne. De longues journées s'écoulèrent, puis des mois...

En été 1924 je me rendis à Kharkov pour assister à la réunion du comité central exécutif, dont je fus élu membre une fois de plus. Puis j'allais à Moscou pour voir un peu ce qui se passait et comment la reprise économique se comportait.

Les gens de Moscou n'étaient pas gais. L'échec de la révolution allemande avait créé un affolement proche du désespoir. On comprenait que la dernière carte d'une époque historique venait d'être abattue. On cherchait le coupable. Radek, *Commissaire suprême du Komintern*, devenait le bouc émissaire, naturellement. Les milieux de Trotzky lancèrent le mot de «*froussard*»: on aurait tout simplement manqué d'audace en ne laissant pas passer par le couloir polonais la cavalerie préparée depuis longtemps. On clignait de l'œil en racontant qu'en octobre 1917 Zinoviev avait eu peur également la veille de la révolte contre le gouvernement de Kerensky, car au jour décisif il avait été introuvable. Le parti penchait visiblement vers de grosses batailles intestines.

Le Komintern dut réviser sa tactique. Les «*industriels*» semblaient avoir perdu pas mal de terrain après l'échec en Allemagne. On se remettait à parler de la révolution sociale qui passerait par les Balkans et l'Italie, se cristallisant d'abord dans les masses paysannes. On remit sur le tapis le projet d'un «*Krestintern*», c'est-à-dire d'une internationale des paysans, succursale du Komintern. Mais les «*agrariens*» ne tinrent pas longtemps la place.

Soudainement on découvrit un nouveau point faible de la structure capitaliste: la Grande-Bretagne.

On procéda à une analyse détaillée de la situation économique et politique existant en Angleterre. Ce fut un enchantement: crise minière, chômage, déclin de l'industrie, velléités d'indépendance des dominions, perte du monopole des denrées coloniales, perte de la prédominance sur le marché financier mondial et - surtout - tendances anti-britanniques en Chine avec menace directe pour les Indes; le Komintern élaborait rapidement un nouveau plan de révolution mondiale. La Grande-Bretagne en devenait le centre. Le coup principal devait être dirigé contre les Indes et les autres colonies. La méthode à appliquer était la simplicité même. D'après la théorie communiste, les tendances conciliantes des ouvriers anglais ne s'expliquent que par des salaires extrêmement élevés que les entrepreneurs anglais sont en état de leur payer, ce qu'ils ne peuvent faire que parce qu'ils touchent des super-bénéfices dans les colonies. Une révolution dans les colonies mettrait donc fin à ces super-bénéfices, c'est-à-dire aux salaires élevés, et la misère produirait un mouvement révolutionnaire dans les milieux ouvriers anglais.

La mise en mouvement de ce plan devait débiter par une poussée vers la gauche d'une partie de travailleurs et surtout de syndicalistes aigris. On créerait de cette façon un parti intermédiaire qui alimenterait ensuite les rangs du parti communiste pur.

L'échec enregistré en Allemagne entraînait aussi la réorganisation des rapports entre le Komintern et le *Commissariat des affaires étrangères*. Il fallut scinder en deux les organes étrangers de ces deux ministères. La perquisition dans l'immeuble de la représentation commerciale de Berlin ne donna pas de résultats pour cette simple raison que la police ne sut pas trouver la chambre «*secrète*». Le *Commissariat des affaires étrangères* obtint du *Bureau politique* une nouvelle réglementation des relations entre la Tchéka et les ambassades. Elle se réduisait dans ses lignes générales, au schéma suivant: les agents du Komintern

restèrent attachés aux ambassades et aux représentations commerciales. Mais leur travail sera soigneusement camouflé, et bien distinct de celui des diplomates. Ils occuperont des places subalternes telles que dactylo, chef de bureau de presse, etc... Un seul employé par ambassade ou représentation commerciale sera chargé de surveiller les agents du Komintern; c'est par son entremise que l'ambassadeur se mettra en communication avec les délégués de la 3<sup>ème</sup> Internationale. En cas de divergence d'opinion entre ceux-ci et la diplomatie, le *Bureau politique* décidera.

Cette nouvelle organisation ne fut pas appliquée pendant un certain temps, plusieurs agents du Komintern ne voulant rien savoir des innovations qui diminuaient leur statut diplomatique. Parmi ceux-ci Kobetzky occupait une des premières places. Ce ministre était en même temps délégué du Komintern (à Reval; il portait le même nom que le chef de la Tchéka à Varsovie). Grâce à ses relations personnelles avec Zinoviev, dont il avait été le secrétaire particulier, il avait fait une très belle carrière - il est actuellement ministre au Danemark. - Sot, insignifiant, paisible et peureux, il craignait surtout la mauvaise digestion et les courants d'air. Par la volonté de Zinoviev, dont il était l'agent direct, Kobetzky dut préparer la fameuse tuerie du 1<sup>er</sup>-décembre 1924, à Reval (\*), l'entreprise la plus imbécile et criminelle que le cerveau de Zinoviev ait jamais inventée.

L'échec de la révolte de Reval accéléra la réorganisation des agences du Komintern qui fut faite selon le schéma que je viens d'indiquer. Mais l'élément personnel continua à jouer le rôle prépondérant: entre un ministre timoré et un délégué du Komintern sûr de l'appui de Zinoviev, homme tout puissant, la lutte ne pouvait jamais être égale.

En rentrant à Varsovie en été 1924, je trouvais à leur poste tous les chefs de l'administration-frère: Elensky, Kobetzky et Sosonovsky. Mais l'atmosphère était complètement changée. La police polonaise avait entrepris une lutte sans merci contre leurs agents subalternes. Nous étions plus filés que d'habitude. Les informateurs de Kobetzky disparaissaient l'un après l'autre; son tour à lui vint enfin.

Un matin, vers 11 heures, le timbre de téléphone résonna dans mon bureau. C'était Kobetzky qui me téléphonait. Sa voix tremblait d'indignation:

- *Camarade Bessedovsky, je vous téléphone du commissariat de police où je suis arrêté quoique j'ai produit ma carte de deuxième secrétaire de l'ambassade. J'ai été rossé par la police au coin des rues Novogrodzka et Skladova. Délivrez-moi.*

Je connaissais le ministère. Un quart d'heure après le chef de la section russe Vchelaki allait délivrer Kobetzky qu'il livra directement à Obolensky dans le bureau de celui-ci. Kobetzky était hideux à voir : son costume était couvert de sang, les lèvres bleues, un bandage ensanglanté entourait sa tête.

Vchelaki se retira. Nous demandâmes des explications à Kobetzky.

Il avait, nous répondit-il, un rendez-vous avec un agent qui avait l'habitude de lui livrer des documents secrets du ministère des affaires étrangères. Cette fois il s'agissait d'une lettre secrète de Patek, ministre de Pologne à Tokio, lettre qui avait été soustraite à un dossier du ministère et que Kobetzky devait rendre à son agent. En arrivant à l'endroit convenu, Kobetzky se sentit filé; craignant d'être arrêté avec un document secret dans sa poche il se mit à courir. Les policiers se jetèrent à sa poursuite. Il traversa l'église Sainte-Catherine, jeta le document dans un confessionnal, puis se précipita dans la rue de Jérusalem. Les policiers le rattrapèrent et le sommèrent de s'arrêter. Il refusa. Un agent le frappa. Kobetzky répliqua d'un coup de canne. Bataille générale, passage à tabac, commissariat, médecin, juge d'instruction. Le document fut retrouvé et remis à ce dernier. Procès verbal.

Obolensky se grattait derrière l'oreille, respirait lourdement et finit par dire: - *Casimir, je suis persuadé que tu as été le premier à frapper le policier... ce que l'enquête établit comme étant la vérité.*

Kobetzky jurait ses grands dieux qu'il n'avait fait que se défendre contre les attaquants. Le scandale se précisait, énorme.

A trois heures, le comte Zamoïsky, ministre des affaires étrangères, arriva à l'ambassade pour s'excuser. Deux jours après il demandait que Kobetzky soit immédiatement rappelé avec Elensky et quatre autres

(\*) Tallinn, capitale de l'Estonie, était nommée *Reval* en allemand, et *Revel* en russe. (Note A.M.).



agents de l'espionnage. Obolensky ne s'y opposa pas et les chefs de l'administration-frère partirent pour Moscou.

Là ils accusèrent Obolensky de ne les avoir pas suffisamment protégés. Leur départ trop précipité ne leur aurait pas permis, dirent-ils, de remettre à leurs successeurs les moyens de liaison avec les agents subalternes. Le pauvre Obolensky fut presque accusé de haute trahison. Le *Bureau politique* décida de le rappeler de Varsovie et de le traduire devant le *Tribunal du parti*. Ce tribunal lui fit une «*admonestation très sévère*» et le priva du droit d'occuper des postes à l'étranger.

-----

## Chapitre six

***Arrivée du nouvel ambassadeur Voïkov. Comment fut tué le Tzar Nicolas II. Récit de Voïkov. Je suis nommé Président-adjoint de l'Amtorg, représentation commerciale officielle des Soviets aux États-Unis.***

Obolensky fut remplacé par Voïkov. Pendant deux mois je restai en qualité de chargé d'affaires.

Le Gouvernement polonais fit de grosses difficultés avant d'accepter Voïkov. La part qu'il avait prise à l'acte d'Ekathérinbourg - assassinat de la famille Romanov - était connue et les journaux firent une campagne acharnée pour faire rejeter sa nomination par le gouvernement. Le ministère déclara à Moscou qu'une autre candidature paraîtrait être plus agréable. Le bureau politique ne voulut pas transiger. Tchitchérine fut obligé d'écrire une lettre personnelle au comte Skchinsky, ministre des affaires étrangères. Dans cette lettre Tchitchérine rappelait au comte que pendant le 19<sup>ème</sup> siècle les démocrates polonais et russes songeaient ensemble au régicide. Il citait des vers de Pouchkine demandant la mort des enfants du Tzar. Il reproduisit (en polonais), un poème chantant les régicides et signé d'un nom fort célèbre. La lettre se terminait pas une assurance solennelle que Voïkov n'avait jamais participé à l'assassinat de la famille Romanov. Le gouvernement polonais finit par céder.

Quelques jours avant son arrivée, il y eut encore un incident avec un agent du Guépéou de l'ambassade, Kravtchenko. Celui-ci fut à moitié assommé par un émigrant, Tcherepov-Sidorov, la police polonaise n'ayant rien à voir là-dedans. Malgré cela le Guépéou de Moscou décida de procéder à des repréailles et... de faire rosser au moins quatre fonctionnaires polonais attachés à l'ambassade de Moscou. Cette décision fut mise à exécution et le premier secrétaire fut parmi les victimes.

Protestation indignée du ministère polonais. J'écrivis à Moscou une lettre énergique disant que cette façon d'agir n'avait rien de commun avec des relations diplomatiques et que je serai probablement moi-même la prochaine victime.

Ce fut avec les plus grandes peines du monde que je pus apaiser le scandale à Varsovie.

Voïkov arriva en novembre 1924. Dès le premier jour il me produisit une impression fâcheuse. A la gare il ne tendit la main qu'à moi. Les autres fonctionnaires de l'ambassade réunis sur le perron durent se contenter d'un salut en demi-cercle digne d'un acteur de province.

Assez haut de stature, le torse bombé, comme un gendarme, les yeux terreux (ivrognerie et narcotique), le ton prétentieux, le regard tourné vers chaque femme qui passait, Voïkov ressemblait davantage à un vieux beau qu'à un ambassadeur. Tout en lui était théâtral. Il parlait d'une voix affectée de baryton, avec de longues pauses; ses phrases étaient prétentieuses; il ne cessait de jeter des regards autour de lui pour vérifier l'effet produit. Le mot: «*fusiller*» revenait à chaque instant. Il se rappelait avec de gros soupirs de la période du communisme de guerre, période «*qui permettait de montrer ce qu'on a de cran, d'énergie et d'initiative*».

Fils d'un directeur d'un collège à Kertch qui professait des idées monarchiques ultra, Voïkov, dès l'école secondaire prit part au mouvement révolutionnaire. Poursuivi par la police, il se réfugia en Suisse où il étudia les sciences naturelles, et épousa la fille d'un gros marchand de Varsovie qui versait à celle-ci une rente de 1.000 francs par mois, somme importante pour l'époque. Avec cet argent, Voïkov avait des loisirs pour

s'occuper d'action révolutionnaire, laquelle ne se traduisait alors que par les fonctions qu'il assumait à des bas de bienfaisance et des concerts d'amateurs.

Après la révolution de 1917, Voïkov rentra en Russie, passa quelques mois dans les rangs des socialistes démocrates, travailla dans un ministère sous le gouvernement provisoire et, au cours de l'été 1917, se fit inscrire chez les bolchéviks de l'Oural où il se distingua très vite. En 1918 il occupait les fonctions de commissaire de l'approvisionnement et de membre du *Conseil exécutif provincial*. C'est en cette qualité qu'il prit une part active à l'assassinat des Romanov; il fut ensuite nommé membre du *Collège du Commerce* à Moscou. Renvoyé pour avoir passé trop de fourrures à ses innombrables amies, il fut sévèrement admonesté par le parti et échoua finalement au *Commissariat des affaires étrangères*.

Son principal défaut était sa faiblesse vis-à-vis du sexe faible. C'était presque pathologique. Il ne se gênait point pour s'enfermer avec des dactylos de l'ambassade qui lui plaisaient. Bientôt il passa «*dans la rue*». Un jour un des fonctionnaires supérieurs du ministère, très aimable mais ferme, m'indiqua que Monsieur l'ambassadeur traînait trop dans les rues désertes des faubourgs de Prague avec des femmes suspectes. Le ministère, ajouta-t-il, n'a aucune envie de s'immiscer dans la vie privée de Monsieur l'ambassadeur, mais on tient à le prévenir que ces rues sont célèbres pour les attaques nocturnes. Une déclaration analogue fut faite au premier secrétaire Arkadiev. Nous eûmes une conversation fort désagréable à ce sujet avec Voïkov qui changea sa tactique en louant une chambre à l'hôtel. Un incident du même ordre me mit de nouveau face à face avec lui. Le nouvel émissaire du Komintern, Ivan Gontcharov, remplaçant Sosnovsky, officiellement rédacteur au consulat, vint se plaindre de Voïkov au sujet d'une autre histoire de femmes. Voïkov avait appris, paraît-il, on ne sait comment, qu'une femme très belle, appartenant au parti - Séménova était son pseudonyme - se trouvait à Varsovie comme conjurée, bien entendu. Il dénicha son adresse secrète et se mit à la poursuivre de ses assiduités. Il lui faisait la cour à la manière de jeunes gens de province, à coup d'énormes bouquets de fleurs. La pauvre Séménova fut terrifiée, car elle pensait non sans raison que l'ambassadeur amoureux finirait par mettre la police sur ses traces. Elle suppliait Voïkov de la laisser tranquille; n'y réussissant pas elle dut s'adresser à ses supérieurs, c'est-à-dire au rayon du Komintern.

Le lendemain de l'arrivée de Voïkov un incident éclata entre l'ambassade et le ministère. Le chef de la section de l'Est, Janikovsky, me fit venir chez lui et me dit que selon les informations des autorités, les cercles monarchistes de l'émigration russe se montraient très nerveux au sujet de l'arrivée de Voïkov. On prierait donc l'ambassadeur d'être très prudent lors de ses déplacements dans la ville. En apprenant cela, Voïkov devint furieux, annonça qu'il repartirait immédiatement pour Moscou. J'eus toutes les peines du monde à l'en dissuader. Il rédigea un long mémorandum, rejetant toute la responsabilité sur le gouvernement polonais, que je dus porter au ministère, car je conservais encore les fonctions de chargé d'affaires.

Une semaine après, nouveau conflit. La femme de Voïkov tenait à être reçue par les dames du corps diplomatique. Pour y parvenir, elle devait commencer par faire une visite à la femme du doyen. Celle-ci s'arrangea pour ne pas la recevoir, sous les prétextes les plus fantastiques. Voïkov s'énervait et menaçait. Finalement un fonctionnaire polonais vint dire personnellement à Voïkov que sa femme serait reçue par la femme du doyen. Le nouvel ambassadeur, après un court transport de joie, se mit de nouveau en fureur lorsqu'il apprit que sa femme n'avait pas, malgré tout, été admise dans le salon convoité. En effet, lorsque celle-ci arriva chez le doyen, on lui dit que la personne en question était partie à la campagne (on était au milieu de novembre!). Voïkov se précipita au téléphone et demanda le chef du protocole, le comte Pschedetzky: «*Si je rencontre le fonctionnaire qui a trompé ma femme, dit-il, je lui casserai les reins*».

Le comte Pschedetzky le prit de très haut et Voïkov dut présenter des excuses.

Tous les fonctionnaires avaient été prévenus par Voïkov qu'à la moindre faute ils seraient immédiatement dirigés sur Moscou. Quant aux membres du corps diplomatique russe, il leur prescrivit... d'apprendre immédiatement à danser. A cette occasion il fit une conférence sur le travail diplomatique tel qu'il le comprenait. Il cita des détails qui sont inconnus des plus ferrés diplomates étrangers, j'en suis certain. C'est ainsi qu'il prétendait que les plus grandes victoires diplomatiques avaient été remportées dans les alcôves. Je ne citerai pas les exemples qu'il rapporta à l'appui de cette théorie étonnante. Il me suffira de dire que les plus récents cas cités par Voïkov se rapportaient au *Congrès de Vienne*. Les autres étaient tirés de la chronique scandaleuse de différentes cours du 18<sup>ème</sup> et même du 17<sup>ème</sup> siècles. Voïkov connaissait cette chronique par cœur.

Telle fut la conférence qu'un ministre soviétique membre du parti communiste fit à ses subordonnés.

A la suite de cette conférence, je crus nécessaire de lui faire savoir qu'il m'était impossible de travailler

avec lui. Voïkov s'estima personnellement offensé; selon lui, je voulais prouver à Moscou qu'il n'était pas capable d'être ambassadeur; je lui répétais que ma démarche n'avait rien d'offensant pour lui, mais que nous envisagions l'activité diplomatique sous des angles tellement différents qu'il était préférable de nous séparer. Malgré cette démarche, je dus rester à Varsovie encore toute une année et ce n'est que vers la fin 1925 que je pus quitter cette ville. Moscou ne voulait pas laisser Voïkov seul, sachant de quoi il était capable; c'est moi qui, pendant douze mois, fus le bouc émissaire de cet extraordinaire ministre.

Durant ce temps, le travail de la Tchèque et de l'espionnage militaire subissait une transformation profonde. Moscou venait de nous envoyer comme chef du Guépéou un certain Orlovski, l'un des meilleurs limiers du service policier. C'était un jeune homme plein de talent, ancien fonctionnaire du *Commissariat de l'Instruction publique*, possédant de grandes connaissances dans le domaine des belles-lettres. Je ne sais pour quelles raisons en 1923 il voulut se faire transférer dans le service du Guépéou. Attaché au service étranger, connaissant les langues étrangères, connaissant également très bien l'Europe, il fit une belle carrière. Les opérations policières n'étaient pas son fort. Il préférait rédiger de longs rapports sur la situation internationale. Il utilisait les renseignements multiples qui affluaient chez lui, apportés par ses agents. En automne 1924 le Guépéou le nomma chef du service à Varsovie.

Dès son arrivée, il se mit à nettoyer ses services. Sa tâche n'était pas facile. Les chambres secrètes étaient remplies de bombes, de grenades et de dynamite. Dans le grenier on trouva plusieurs bombes de gaz asphyxiants. Il fallait liquider le tout sans perdre de temps. Une grande partie de cet héritage fut réexpédiée à Berlin au Guépéou central de l'Europe, dont le chef était Michel Gorb. Une petite partie des explosifs fut noyée par Voïkov qui se servait d'un canot à moteur qu'il venait d'acheter.

Ce canot était pour moi une source de grandes inquiétudes. Voïkov avait appris à s'en servir et il faisait presque quotidiennement des promenades mystérieuses sur la Vistule. Ma première idée fut que ces promenades lui permettaient de mettre à exécution ses théories sur le travail diplomatique. Mais bientôt j'appris que Voïkov emmenait dans ce canot des membres d'un comité illégal du parti communiste aussi bien que ceux du comité illégal des jeunesses communistes. Aventurier né, Voïkov ne pouvait rester tranquille. Il avait continuellement besoin de rencontres mystérieuses et de conciliabules secrets. Dès qu'il était obligé de passer quelques jours dans son bureau, il devenait sombre et buvait du cognac sans discontinuer. Il accepta avec avidité de transporter les bombes dans son canot et de les noyer dans la Vistule. Avec le même canot il exécuta un exploit encore plus arrogant.

Le communiste Leszinsky s'était évadé de la prison préventive; l'ambassade lui donna un refuge dans l'hôtel de Rome. De là, la nuit, Voïkov le transporta dans son auto d'ambassadeur sur les bords de la Vistule, puis ayant arboré le drapeau soviétique, il s'en alla carrément à Dantzig, défiant les policiers et la douane. Voïkov était très fier de ce succès. D'ailleurs, le départ de Leszinsky organisé dans ces conditions était absolument inutile, car il devait être incessamment échangé, d'accord avec le gouvernement polonais, contre certains de ses concitoyens arrêtés par les soviets.

Comme chef de l'espionnage militaire, nous eûmes Zouboff. Son adjoint était une certaine Birenzveig-Balachova (sœur d'un des chefs de la représentation commerciale à Paris). Zouboff liquida presque totalement le groupe des terroristes polonais et se contenta d'un travail purement d'information. A la tête de ces espions, se trouvait la fameuse Marie Skokovska. Cette organisation se tenait en contact avec Zouboff grâce à deux appartements loués à cet effet. L'organisation travaillait très bien, car Skokovska connaissait à la perfection son métier. De plus, elle avait parmi ses collaborateurs un ancien officier polonais, Ilinitch, ancien membre du parti radical paysan. Le comité exécutif central l'avait chargé d'organiser l'espionnage en Pologne.

La veille du nouvel an 1925, Voïkov avait organisé une sauterie pour ses collaborateurs. On commença par un souper avec force libations et on dansa. Voïkov avait bu plus que de raison et il commençait à ressentir les effets de l'alcool. En se retirant dans son bureau il se mit à vider les bouteilles de cognac et de liqueurs qui traînaient çà et là.

A une heure et demie du matin, j'entrai chez lui, car nous venions de recevoir une dépêche chiffrée urgente. Voïkov était assis sur un divan, le visage vert-gris, les yeux rouges. Il ne m'écoutait pas. Il tenait à la main une bague avec un gros rubis. S'apercevant du regard que j'avais, machinalement, jeté sur cette bague, Voïkov me regarda d'un air abruti et me dit: «*Cette bague n'est pas à moi. Je l'ai prise à Ekaterinbourg dans la maison Ipatiev, après l'exécution de la famille du tzar*».

Je prêtais l'oreille. Jusqu'à mon départ pour l'étranger, je n'avais jamais quitté l'Ukraine. C'est dire que

je m'étais trouvé toujours à plusieurs milliers de kilomètres d'Ekaterinbourg, mais je savais qu'il existait une décision du bureau politique interdisant aux personnes ayant participé à la tragédie d'écrire des mémoires et de raconter quoi que ce soit.

Je m'adressai à Voïkov en le priant de préciser quelques détails. Il refusa d'abord, puis ayant pris un air mystérieux, y consentit. Il me prévint que cette conversation devait rester absolument confidentielle, car il avait signé l'engagement de se taire.

*«Vous savez, dit-il, cette brute de Jurovsky (il ne pouvait pas le supporter), a commencé d'écrire ses mémoires. Le bureau politique en a eu vent; on l'a fait venir et on lui a ordonné de brûler immédiatement le manuscrit. C'est à ce moment que le bureau politique vota une résolution interdisant de publier des mémoires relatifs à l'assassinat du tzar. Cela n'était que très naturel, car Jurovsky s'y était très mal pris et l'exécution avait été une chose honteuse, une véritable boucherie.*

*La question de l'exécution des Romanoff avait été mise à l'étude par le soviet de la région de l'Oural selon le désir de ses membres. J'en faisais partie comme commissaire de l'approvisionnement. Ce soviet demandait avec insistance à Moscou que le tzar soit fusillé. Il indiquait que les ouvriers de l'Oural se montraient fort mécontents de la lenteur des autorités; le tzar vivait à Ekaterinbourg "comme dans une villégiature". Moscou ne donnait pas son assentiment, car on estimait que le tzar ferait l'objet d'un échange avec l'Allemagne. On voulait tout simplement vendre le tzar aux Allemands et recevoir une forte compensation. On espérait surtout que l'Allemagne, pour obtenir la famille impériale, consentirait à de fortes réductions des 750 millions de roubles-or qui avaient été imposés comme contribution par le traité de Brest-Litovsk. Il se trouvait aussi quelques membres du comité central - dont Lénine - qui s'opposaient à l'exécution pour des considérations de principe. Ils pensaient qu'on ne pouvait pas fusiller les enfants. Lénine indiquait que la grande révolution française avait exécuté le roi et la reine, mais avait épargné le dauphin. On parlait aussi de l'impression défavorable pour les soviets que produirait à l'étranger la nouvelle de l'exécution des enfants.*

*Mais le conseil de l'Oural et le comité communiste de l'Oural continuaient à réclamer la mort. Moi, - Voïkov fit un grand geste théâtral, - j'étais un des partisans les plus acharnés de cette mesure. Une révolution doit se montrer sans pitié pour les monarques renversés; sans quoi, elle risque de n'être plus populaire. On devait surtout compter avec les masses ouvrières de l'Oural, animées d'un esprit révolutionnaire très aigu.*

*Le comité de l'Oural du parti communiste vota définitivement la mort le 6 juillet 1918. Aucun de ses membres ne vota contre. La mort fut votée pour toute la famille et plusieurs communistes influents furent chargés de faire ratifier cette décision par Moscou. Deux camarades originaires de l'Oural, Sverdlov et Krestinsky, actuellement ambassadeur à Berlin, nous aidèrent puissamment dans cette tâche. Ils entretenaient des relations suivies avec les gens de l'Oural et ils furent nos meilleurs avocats. Leur tâche ne fut pas facile, car une partie des membres du comité central persistait à dire que les Romanoff étaient entre nos mains un bon atout dans notre jeu avec l'Allemagne. Il faudrait être à bout de toute solution pour se départir de cet atout. Les gens de l'Oural eurent alors recours aux derniers moyens. Ils annoncèrent qu'il n'était pas possible de garantir la sécurité des Romanoff, car les Tchéco-Slovaques finiraient par s'en emparer dans leur marche sur l'Oural. Ce dernier argument finit par convaincre tout le monde, car tout le monde craignait que le Romanoff tombât entre les mains de l'Entente. Le sort du tzar fut ainsi décidé, en même temps que celui de toute sa famille.*

*En apprenant que la chose était ratifiée (c'est Golostchekine qui apporta cette nouvelle de Moscou), Beloborodov mit à l'ordre du jour la question de savoir de quelle façon on procéderait à l'exécution. Le comité central avait prévenu Ekaterinbourg qu'il faudrait de toutes façons cacher le fait aux Allemands, car ceux-ci continuaient à demander avec insistance qu'on leur livrât la tzarine, l'héritier du trône et les grandes duchesses. Beloborodov proposa le plan suivant: une mise en scène de rapt de toute la famille qu'on entraînerait dans une forêt où tous ses membres seraient fusillés. Quant au tzar lui-même, il serait fusillé publiquement après lecture d'un arrêt de mort motivé. Golostchekine n'était pas du même avis; il prétendait que la mise en scène serait trop difficile à exécuter. Il proposait donc de procéder à l'exécution dans la forêt et de jeter les corps dans l'ouverture d'un puits d'une mine abandonnée; ensuite on annoncerait la mort du tzar et le transfert de sa famille dans un endroit plus sûr».*

Voïkov s'étendit longuement sur les débats qui eurent lieu. Son projet à lui (il prit, me dit-il, par deux fois la parole pour le défendre), consistait à transporter les victimes vers le bord de la grande rivière la plus proche, les fusiller et jeter les corps dans l'eau après leur avoir attaché solidement des poids suffisants. Cette méthode serait la plus «propre»: une salve au bord d'une belle rivière avec lecture de l'arrêt puis «inhumation par immersion». Voïkov prétendait que l'immersion était un genre de mort convenable et ne discréditerait pas la Révolution.

Finalement le soviet décida que les Romanoff seraient fusillés dans la maison Ipatiev et que les corps se-

raient détruits. Cette résolution contenait également l'indication que le médecin, le cuisinier, le domestique, la femme de chambre et le mitron attachés à la famille impériale *«se sont eux-mêmes condamnés à la peine de mort et doivent être fusillés avec les autres»*.

Jurovsky en sa qualité de commandant de la maison Ipatiev était chargé de l'exécution de la résolution. Voïkov, en sa qualité de représentant du comité du parti de la région, devait assister à l'exécution. Comme spécialiste des sciences naturelles et plus exactement de la chimie, il devait élaborer les plans de la destruction totale des corps. Il était aussi chargé de signifier à la famille la lecture de l'arrêt de mort. Il apprit cet arrêt par cœur afin de pouvoir procéder avec toute la solennité possible; il estimait qu'il entrerait dans l'histoire comme un des personnages principaux de la tragédie. Mais Jurovsky lui aussi *«voulait entrer dans l'histoire»* et il se mit à tirer sans avoir prévenu Voïkov. Cela lui valut une haine implacable de Voïkov qui ne l'appelait plus que *«boucher, idiot, animal, etc...»*.

La question des armes à employer fut soigneusement étudiée. On décida de prendre des revolvers car les fusils feraient trop de bruit et attireraient l'attention des habitants d'Ekaterinbourg. Voïkov astiqua son Mauser calibre 7,65, il le sortit de sa poche et le montra. Jurovsky avait un Mauser du même modèle.

Selon Voïkov, Jurovsky était si pressé d'en finir qu'il transforma *«un acte héroïque solennel»* en simple boucherie; le mitron avait été épargné sur l'intervention de Voïkov et contre le gré de Jurovsky; celui-ci, sanguinaire, ne voulait pas diminuer le nombre de ses victimes.

Dans la nuit du 17 juillet, Voïkov se présenta dans la maison de Ipatiev accompagné du président de la Tchéka d'Ekaterinbourg. Jurovsky fit son rapport: la famille est réveillée et invitée à descendre dans le sous-sol afin d'être prête pour la *«réexpédition»*. On leur avait dit que la ville d'Ekaterinbourg n'était pas tranquille, qu'on craignait une attaque et que par mesure de précaution il fallait se tenir dans la cave; la famille y descendit à deux heures quarante-cinq (Voïkov tira sa montre). Jurovsky, Voïkov, le président de la Tchéka et les lettons de la Tchéka se disposèrent près de la porte. Les membres de la famille avaient l'air tranquille. Ils paraissaient habitués aux alertes nocturnes et aux déplacements fréquents. Certains étaient assis sur des chaises avec des oreillers placés sur les sièges; d'autres se tenaient debout. Le tzar fit quelques pas vers Jurovsky qu'il considérait comme le chef et lui dit tranquillement:

- *Nous voilà tous rassemblés; qu'allons-nous faire à présent?*

Voïkov s'avança pour lire la résolution du Soviet de l'Oural, mais Jurovsky ne le laissa pas faire. Il s'approcha du tzar et dit:

- *Nicolas Alexandrovitch, vous allez être fusillé avec votre famille selon la décision du Soviet de l'Oural.*

Cette phrase parut au tzar si inattendue qu'il dit machinalement:

- *Quoi?*

Jurovsky fit feu au même moment, à bout portant, tirant plusieurs coups; le tzar tomba. Aussitôt les autres se mirent à tirer aussi et les victimes tombèrent l'une après l'autre à l'exception de la femme de chambre et des jeunes filles. Les filles du tzar restèrent debout emplissant la pièce de cris terribles. Des balles ricochèrent. Jurovsky, Voïkov et les lettons se ruèrent sur les survivantes et tirèrent encore à la tête.

Le crime accompli, Jurovsky, Voïkov et deux lettons examinèrent les cadavres et enfoncèrent dedans les baïonnettes de deux fusils qu'on avait apportés de chez le commandant. Voïkov me dit que le tableau était terrifiant. Les corps gisaient à terre en poses de cauchemar, les visages défigurés par le désespoir et les balles. Le plancher était devenu glissant comme dans un abattoir. L'air était rempli d'une odeur étrange. Jurovsky paraissait très calme. Infirmier de profession, il avait l'habitude de voir du sang humain. Il enleva soigneusement les bijoux. Voïkov voulut avoir sa part et tira le doigt d'une des grandes duchesses; le corps se retourna sur le dos, du sang jaillit de la bouche avec un bruit sinistre. Voïkov eut peur et se mit de côté.

Quelque temps après on chargea les corps sur un camion placé près de l'entrée. Puis on s'en fut vers une mine abandonnée, repérée d'avance. Jurovsky y partit avec le camion.

Voïkov resta à Ekaterinbourg, car il devait préparer tout ce qui était nécessaire pour la destruction finale. On avait désigné pour cette besogne 15 membres éprouvés de l'organisation d'Ekaterinbourg et de Verkhne

Isetsk. Ils étaient munis de haches neuves soigneusement aiguisées, du type employé dans les boucheries pour disséquer les carcasses de bœufs. Voïkov fit aussi une provision d'acide sulfurique et d'essence.

La destruction des corps commença le lendemain et elle se fit sous la direction de Voïkov. Jurovsky était présent, avec Beloborodov et Golostchekine qui se rendirent sur place à plusieurs reprises pour surveiller l'opération. Le travail le plus difficile fut le dépeçage. Voïkov tremblait en me parlant de ce détail. Il me dit que, cette partie de leur besogne terminée, les hommes se trouvèrent devant un amas de troncs, de jambes, de bras et de têtes. On aspergea l'amas sanguinolent d'essence et d'acide sulfurique et on y mit le feu qui dura deux jours et deux nuits. Les réserves d'acide et d'essence apportées par Voïkov furent insuffisantes. Il fallut à plusieurs reprises aller chercher de nouvelles fournitures; en attendant on restait devant le bûcher entouré de fumée sentant la chair humaine...

*«C'était effroyable, me dit Voïkov en terminant. Tous les camarades étaient littéralement fous. Jurovsky lui-même dit qu'il n'en pouvait plus et qu'une autre journée pareille l'aurait rendu bon pour être interné. On chercha à en finir rapidement. On fit un nouveau tas avec ce qui restait des corps carbonisés. Nous jetâmes quelques grenades dans l'orifice de la mine pour faire éclater la glace éternelle qui l'obstruait et nous précipitâmes dans le trou ce qui restait encore d'ossements noirs et, pour les disperser, nous jetâmes encore plusieurs dizaines de grenades. L'emplacement du bûcher fut creusé à une assez grande profondeur et la cavité remplie de feuilles et de mousse pour le cacher aux hommes...».*

Ce récit me laissa atterré. J'avais lu tant de récits sur les exploits des révolutionnaires russes et leur lutte héroïque contre le tzarisme. La révolution française me paraissait si belle avec les scènes grandioses du procès intenté au roi. Combien la réalité était loin de tout cela. D'un côté une tragédie, de l'autre un assassinat en cachette, un crime comme en commettent les criminels de droit commun, exécuté par des lâches, d'ignobles meurtriers, et surtout la mise à mort des enfants.

Malgré moi je me demandais: l'histoire réhabilitera-t-elle un assassinat pareil?

Et, effrayé, je ne cherchais pas la réponse...

Sous la direction de Voïkov la vie devint plus sereine à l'ambassade soviétique. Les soirées se passaient en banquets, bals, réceptions mondaines. On recevait de Moscou du caviar, du poisson fumé, des vins du Caucase, de la Vodka. Malgré cela, Voïkov, qui croyait que sa réputation de régicide lui vaudrait un charme particulier auprès de ces dames du corps diplomatique, n'arrivait pas à ses fins. Les belles Polonaises surtout le tenaient très à l'écart.

Ma situation personnelle avait empiré car je me faisais une toute autre idée de notre rôle à Varsovie que notre galant ambassadeur et, naturellement, des discussions, de plus en plus fréquentes et violentes nous mettaient tous les deux aux prises.

J'avais écrit plusieurs fois à Moscou, en demandant mon déplacement. C'était en vain. Le commissariat des affaires étrangères ayant appris que mes relations avec Voïkov étaient mauvaises, voulut me conserver à Varsovie précisément pour ce motif. Moscou tient beaucoup à cette manière purement asiatique d'avoir à la tête d'une institution deux hommes diamétralement opposés l'un à l'autre. Moscou estime que dans ces conditions les deux ennemis se contrôlent l'un l'autre, ce qui permet d'avoir l'institution en question *«sous un bocal de verre»*. C'est par application de ce principe que le Bureau politique maintenait la collaboration de Tchitchérine et de Litvinoff. Mon cas étant analogue, on m'imposait de rester à Varsovie.

Mais mon séjour dans l'ambassade devenait intenable. Les incidents avec Voïkov se produisaient presque quotidiennement, pour les motifs les plus futiles. Mes nerfs étaient surexcités, aucun travail productif ne m'était possible. Il fallait partir. Devant l'obstination du commissariat des affaires étrangères, je pris une décision radicale: je demandai mon transfert au commissariat du commerce. J'écrivis une lettre à mon ami Khourguine, qui travaillait aux États-Unis, comme président de l'Amtorg, la représentation commerciale officieuse des Soviets aux États-Unis. Ma proposition fut du goût de Khourguine et il demanda que le commissariat du commerce et le Bureau politique me fissent une situation dans le bureau de l'Amtorg. La commission des affaires étrangères s'opposa à ma nomination, car Litvinoff, malgré toute l'antipathie qu'il éprouvait à mon égard, ne voulait pas me laisser passer dans un autre commissariat; ce fut en vain, et mon départ pour les États-Unis fut définitivement fixé.

La nouvelle me fit un plaisir énorme. De grandes perspectives s'ouvraient devant moi, car le commerce

russo-américain se chiffrait à cette époque par 200 millions de roubles. Il m'était d'autre part agréable de connaître les États-Unis, centre mondial de tous les rapports économiques. Je me mis à apprendre l'anglais et j'examinai de plus près le travail des organes du commissariat du commerce.

Je devais quitter Varsovie en octobre 1925, et rester pendant deux mois à Moscou pour procéder aux formalités nécessaires. Mais avant mon départ de Varsovie, j'eus à remplir encore une besogne diplomatique. Une grande délégation soviétique devait visiter en octobre 1925 la foire de Dantzig. Le gouvernement soviétique m'avait nommé président de cette délégation. Ce n'est qu'après ma visite à Dantzig que je pus, enfin, prendre le chemin de Moscou, celui de l'avenir...

-----

## Chapitre sept

***Mon séjour à Moscou. Les portraits des dirigeants du Commissariat des Affaires Étrangères. Tchitchérine, Litvinov, Karakhan. La lutte entre Tchitchérine et Litvinov. Les intrigues de Litvinov.***

Pendant deux semaines je restai à Moscou à la disposition du *Commissariat des affaires étrangères*, qui ne voulait pas me laisser passer au service du *Commissariat du commerce*. Durant cette période je fis la connaissance plus intime des protagonistes du commissariat.

Tchitchérine, placé à la tête du commissariat, était une figure haute en couleur. Vieux barine, d'origine aristocratique, apparenté aux comtes Goutten-Tchapsky et aux barons Miendorf, diplomate tsariste, il avait abandonné le service diplomatique bien avant la révolution de 1917, passant dans les rangs de la social-démocratie russe.

Il ne se fit pas énormément remarquer dans les rangs des socialistes démocrates, car sa nature le prédisposait non pas à un travail politique, mais à des études de cabinet. Il restait dans l'ombre, réduisant son activité à des subsides qu'il passait à la caisse du parti. Riche, Tchitchérine vivait très modestement, aidant tous ceux qui s'adressaient à lui. Il était philanthrope par principe et les soldats de l'armée rouge qui montaient la garde au commissariat en savent quelque chose, car il n'y en a pas un seul parmi eux qui n'ait emprunté de l'argent au commissaire du peuple.

L'ancien chef des affaires étrangères (6) n'a jamais joué grand rôle dans le commissariat. C'était un fonctionnaire muni d'une carte du parti. La tare de sa naissance aristocratique pesait constamment sur lui et le faisait trembler devant le Comité central qui l'a toujours considéré comme un technicien plutôt que comme un partisan. Son stage de présence dans les rangs du communisme ne lui fut compté qu'à partir de 1918, tandis que des centaines de voyous qui avaient participé aux démonstrations de 1905 furent considérés comme bolchéviks d'il y a vingt ans. Tchitchérine avait une peur bleue non seulement de Lénine, Trotzky et autres grands chefs, mais même de nullités telles que Voroshilov et Mikoïan, l'homme à tout faire de Staline.

A partir de 1922, Tchitchérine passa à l'avant-scène de la politique mondiale et se forgea une réputation. Il fit preuve de grands talents à la Conférence de Gênes: parlant quatre langues, il se fit remarquer comme homme d'État de grand avenir. Mais ce fut aussi le commencement de sa perte. Le Comité central du parti ne lui avait jamais manifesté une confiance illimitée: à dater de ses succès de Gênes, Tchitchérine fut mis sous la tutelle de Litvinov, qui lui fit une guerre au couteau et qui l'obligea à s'expatrier une première fois en 1928.

Tchitchérine n'ignorait pas les plaies terribles qui rongeaient le système soviétique pendant les dernières années de son existence; mais il croyait possible de les cacher aux étrangers; la Russie est grande, elle est lointaine et il n'est pas impossible de ne montrer aux étrangers que ce qui est favorable aux Soviets...

Dans son travail, ce ministre des affaires étrangères, alors unique au monde dans son genre, était toujours assisté par plusieurs secrétaires, mais ne se gênait pas pour réveiller par téléphone les fonctionnaires les plus haut placés et les faire venir de très loin, pour leur demander parfois un renseignement sans impor-

(6) Tchitchérine malade a dû abandonner dernièrement la direction du Commissariat des Affaires Étrangères de l'U.R.R.S. Son second, Litvinov, l'y a remplacé.

tance. Le chef de la section de l'Extrême-Orient, Melnikov, furieux, répondit un jour à l'appel téléphonique de son chef, en changeant sa voix, que Melnikov n'était pas chez lui. Aux nouvelles insistances de Tchitchérine, qui voulait à tout prix qu'on lui trouvât son fonctionnaire, Melnikov répliqua par des expressions non parlementaires. Le lendemain Tchitchérine voulut savoir quelle personne avait passé la nuit chez Melnikov. Celui-ci répondit:

- *Mon frère.* - *Pas poli, votre frère!* ajouta Tchitchérine.

Le commissaire du peuple ne se gênait pas non plus pour faire rechercher ses collaborateurs jusque dans les théâtres. Dans ces cas l'agent de la milice se plaçait devant la rampe pendant l'entr'acte et criait à haute voix:

- *Le camarade Tchitchérine prie "Untel" de se rendre immédiatement auprès de lui!*

Certaines victimes s'exécutaient. D'autres se tenaient coi. Le secrétaire de Tchitchérine alertait dans ces cas l'ensemble de la milice de Moscou qui téléphonait dans tous les théâtres et tous les cinémas de la capitale. Un side-car était toujours à la disposition de Tchitchérine pour qu'on puisse amener rapidement les fonctionnaires dont il avait besoin.

Les diplomates étrangers étaient aussi reçus par Tchitchérine après minuit. Au commencement, cela provoqua quelque ressentiment; puis l'accoutumance survenant, les étrangers trouvèrent un certain charme à discuter les affaires d'État au moment où les coqs chantent le lever du soleil. Tchitchérine était infiniment supérieur à Litvinov sous le rapport de la versatilité; et il possédait des dispositions étonnantes pour manœuvrer et trouver des compromis.

Au milieu de son travail nocturne, Tchitchérine passait parfois dans une pièce à côté, dont il fermait la porte à clef, après avoir au préalable décroché le téléphone; puis il se mettait à jouer du piano; c'est d'ailleurs un grand artiste qui peut exécuter de mémoire des concerts entiers. Comme concurrent il n'avait que le président de la Banque d'État, Piatakoff, que Lénine faisait jouer des heures entières pendant la première période de sa maladie.

La lutte entre Tchitchérine et Litvinov devint en 1927 tellement aiguë que le travail de Tchitchérine dans le commissariat en souffrait énormément, à tel point que Tchitchérine, au printemps 1928, partit pour l'Allemagne, où il se terra plusieurs mois. Un jour il se décida à écrire à Staline. Dans sa lettre il mettait le *Bureau politique* du parti en demeure de choisir entre lui et Litvinoff. A Moscou on fut pris de panique. Staline exigea le retour du commissaire, sans condition. Celui-ci refusa. On annonça alors à l'étranger que la maladie seule empêchait Tchitchérine de reprendre ses fonctions. Il devint difficile d'expliquer pourquoi Tchitchérine ne pouvait suivre son traitement en Russie. Alors, on lança la nouvelle que le commissaire n'était pas transportable, même en wagon-lit. Cela n'empêchait pas des fonctionnaires supérieurs du commissariat et des membres du gouvernement de lui rendre de fréquentes visites afin de le faire changer de résolution. Tchitchérine ne cédait pas.

Ce petit jeu entre Tchitchérine et le *Bureau politique* dura fort longtemps, même après le retour à Moscou du commissaire. On sait comment, pour en finir, le 10<sup>ème</sup> congrès du parti communiste russe, en juillet 1930, le destitua au profit de Litvinoff.

Litvinov peut se vanter d'avoir remporté une belle victoire. Il est difficile d'ailleurs de trouver deux hommes aussi différents de tempérament.

Comprenant bien les hommes et les choses, très rusé, Litvinov se distingue par l'absence totale d'horizons élevés. Nul n'est moins capable de se débrouiller dans les grands problèmes de politique étrangère. Tout en lui dénote le petit marchand ayant fait ses débuts dans les faubourgs de Varsovie. (Litvinov, israélite polonais, s'appelle en réalité Wallach).

Avant la révolution, Litvinov s'occupait d'affaires plus ou moins louches. Il achetait et revendait des armes volées qu'il envoyait en contrebande en Russie. Il vendait des billets de banque produits d'expropriation révolutionnaire. (Une de ces opérations lui fut presque funeste à Berlin où il était connu sous le pseudonyme de «*Papacha*», pépère.) Toutes ces actions, bien entendu, étaient conduites sous le contrôle du parti bolchéviste. Mais leur caractère était tel qu'elles ne manquèrent pas de laisser leur empreinte sur Litvinov. Entouré de criminels de droit commun, celui-ci était devenu extrêmement grossier. Disons à sa



décharge que cette grossièreté se manifeste non pas seulement vis-à-vis des inférieurs, mais aussi vis-à-vis de communistes hauts placés, comme les membres du Bureau politique, à l'exception de Staline. Il était particulièrement cassant avec Mikoïan, qui lui inspirait un mépris profond, et avec ce sous-officier illettré de Vorochiloff, un des chefs de l'armée rouge.

Dans sa vie privée, Litvinov est un bourgeois accompli et il adore ses enfants, surveille leur éducation, soigne les petits détails de leur vie. Sa femme est anglaise (il a vécu comme émigré en Angleterre); il la maltraite et lésine sur ses dépenses. En arrivant en France, en 1928, Mme Litvinov se plaignait devant moi que son mari ne lui avait versé que la somme nécessaire pour voyager en troisième classe. Cette avarice de Litvinov obligea sa compagne, pendant son séjour en Allemagne en 1929, à faire un article pour le *Berliner Tageblatt*; cet article lui valut quelques centaines de marks, mais Litvinov eut de gros démêlés avec la commission centrale de contrôle qui n'approuva guère les idées qui y étaient exprimées.

Dans ses pourparlers diplomatiques, Litvinov reste toujours le même: grossier et impudent. Il ne craint que ceux qui méprisent sa façon d'agir. S'il pense que son partenaire est intimidé, Litvinov l'attaque avec la dernière désinvolture. Il ne cède qu'à ceux qui savent s'imposer à lui. Il n'a aucune idée politique et n'envisage que les intérêts particuliers du commissariat. Dans le cadre de ses intérêts, il fait preuve d'un grand savoir-faire, voir, quand il le faut d'une certaine énergie.

Après l'irruption de la police chinoise dans l'ambassade de Pékin, on se mit à parler de la possibilité d'incidents analogues en d'autres pays. Litvinov s'en alla au Bureau politique et exigea avec la dernière fermeté que les agents du Komintern fussent éloignés de l'intérieur des ambassades. Certains membres du Bureau politique lui indiquèrent alors que le travail des agents du Komintern était indispensable, puisque toute la politique des Soviets ne visait que la révolution mondiale. Litvinov répondit qu'il était chargé de diriger, non pas la révolution mondiale, mais le commissariat des affaires étrangères et qu'il lui fallait sauver les organes de ce commissariat établis à l'étranger. Il ajouta que si on le transférait dans le Komintern, il se mettrait à soigner les intérêts de la révolution mondiale, mais que tant qu'il resterait dans le commissariat il n'avait à s'occuper que de celui-ci.

Une telle réponse nous éclaire sur Litvinov. Sa psychologie change dès qu'il a changé de bureau. C'est le bureaucrate type de la nouvelle formation.

Karakhan, son nouveau second, n'est pas une personnalité bien marquante. Ses capacités sont moyennes et son esprit médiocre. Les milieux communistes le traitent en imbécile, ce qui n'est pas tout à fait exact. Radek, spirituel et cynique, avait des comptes à régler avec Karakhan; c'est lui qui lança l'épithète «un âne de beauté classique» (Karakhan en effet est très beau). Staline ne supporte pas Karakhan et l'appelle: «Cet idiot!». Mais cette antipathie est plutôt une antipathie de race entre le Géorgien (Staline) et l'Arménien (Karakhan).

Fils de parents très riches, Karakhan a reçu une instruction soignée. Avant la révolution, il ne jouait aucun rôle parmi les socialistes-démocrates. Après la révolution de 1917, il était rédacteur au journal de Gorki, la *Vie nouvelle*, où il s'apparentait aux internationalistes non bolchéviks. Il s'est avéré bon journaliste, sachant pénétrer dans les milieux de la presse étrangère.

Lénine le trouvait intelligent. En 1918, lors de la formation de la délégation soviétique qui devait prendre part à la conférence de Brest-Litovsk, Karakhan, devenu déjà bolchévik, fut nommé membre de cette délégation, mais n'y joua pas un grand rôle.

Dès ce moment, il était devenu un simple fonctionnaire soviétique, n'osant pas s'insurger contre les volontés du comité central ou, pour être plus exact, de Lénine. Il n'avait pas la hardiesse de feu Joffé (7) qui refusa le titre «*honorifique*» de membre de la délégation soviétique, dont le chef Sokolnikof avait fêté gaie-ment la signature de ce traité infâme de Brest-Litovsk lors du banquet organisé par les officiers allemands. Karakhan n'eut pas le courage, comme Joffé, de protester contre ce crime inqualifiable, contre ce traité qui est une oprobre éternelle pour le gouvernement des soviets.

Or, une protestation de ce genre n'aurait pas coûté beaucoup à Karakhan, car le dictateur Lénine avait une autre ligne de conduite que celle du dictateur Staline et ne fusillait pas les membres du parti communiste qui exprimaient ouvertement leur mépris à ceux qui avaient signé le traité de Brest-Litovsk...

(7) Joffé, ancien ambassadeur de l'U.R.R.S. à Berlin, s'est suicidé. Il laissa un testament politique très dur contre les Soviets, et dont Staline fit interdire la publication en Russie (voir *Espions Rouges*, de M. Laporte).

Karakhan a toujours été l'exécuteur docile de toutes les instructions du Bureau politique, même si elles provenaient de cet imbécile qu'est Vorochilov. En tant qu'ambassadeur, à Pékin, Karakhan s'est toujours soumis à l'aventurier Borodine-Grouzenberg qui, après avoir spéculé à Chicago, fut transféré en Chine pour manigancer des entreprises fantastiques dans le domaine de la politique. Karakhan était suffisamment intelligent et il connaissait assez bien la Chine pour comprendre combien l'idée de soviétiser la Chine était absurde. Mais cette idée obsédait Borodine et elle était soutenue à l'arrière-plan par Staline. Karakhan préféra donc procéder à cette soviétisation, ce qui lui permettait de faire tranquillement de l'équitation, du tennis et autres sports.

Dans ses relations personnelles, Karakhan diffère totalement de Litvinov; c'est un homme affable et courtois. C'est grâce à ces particularités qu'il était toujours populaire parmi les journalistes étrangers et cela nonobstant ses appels ouverts aux étudiants chinois, appels les incitant «à combattre les impérialistes en Chine jusqu'à leur extermination complète».

Kopp, membre du bureau du commissariat et partisan de Litvinov, ressemblait sous beaucoup de rapports à ce dernier. Avare et cassant, il était grossier avec ses subordonnés. Par exemple, quand il se trouvait à son bureau et qu'il voyait entrer un fonctionnaire, il levait un journal à bout de bras de façon à ne pas voir l'intrus et ne pas avoir à lui rendre son salut.

Au moment où Scheinmann signait en 1921 la convention avec l'Allemagne, Kopp fut nommé représentant politique et commercial à Berlin. C'est lui qui laissa se dérouler dans la représentation commerciale une énorme affaire d'escroquerie de plusieurs dizaines de millions de roubles. Un ouvrier honnête, Loutovinov, envoyé pour faire une enquête, fut pris d'une telle terreur qu'il faillit devenir fou. Kopp fut rappelé à Moscou, mais grâce à l'intervention de Litvinov, il se tira d'affaire avec une réprimande et une mise à pied de douze mois.

La disgrâce de Kopp ne dura pas longtemps. Litvinov le fit bientôt nommer membre du Bureau du commissariat, ce qui permit à Kopp de prendre une part active à la lutte Tchitchérine-Karakhan.

Kopp, comme travailleur, était supérieur à Karakhan; très intelligent, très instruit, il parle plusieurs langues étrangères et n'a que peu de choses communes avec les autres révolutionnaires. C'est plutôt un politicien à la recherche de compromis et qui dans son for intérieur se moque de toutes les aventures qu'on entreprend - à la façon de Borodine. Dans le bureau du commissariat, Kopp se fit bien vite une situation privilégiée et Tchitchérine eut soin de se débarrasser de lui promptement. En 1925, il fut nommé ambassadeur au Japon. Un an après, grâce à une intrigue diplomatique dont je parlerai plus tard, il fut rappelé à Moscou et nommé ministre à Stockholm.

Au moment où la lutte entre les deux groupes Litvinov-Kopp et Tchitchérine-Kharakhan atteignait son apogée, le Bureau politique désigna pour départager les deux groupes un cinquième membre du Bureau, un neutre, du nom de Rotstein. Ce Rotstein avait commencé par être ambassadeur à Téhéran. Chacun des groupes fit son possible pour mettre ce nouvel atout dans son jeu. Mais bientôt on vit que le jeu n'en valait pas la chandelle: Rotstein se plongea dans un travail scientifique, l'histoire du mouvement ouvrier en Angleterre (Rotstein avait vécu pendant longtemps en Angleterre et son fils s'y trouve à demeure, jouant un rôle important parmi les communistes anglais).

En présence de ces faits, le commissariat confia à Rotstein le poste de directeur de la presse. Il fut désigné ensuite comme ambassadeur à Rome, désignation qui n'eut pas de suite, l'ambassadeur d'Italie à Moscou ayant fait savoir à Tchitchérine que l'Italie ne saurait accepter une personne ne jouissant d'aucune autorité dans le Commissariat, et Rotstein reprit ses fonctions de directeur de la presse. Pour lui marquer tout leur mépris, les membres du Bureau lui adjoignirent un remplaçant, un certain Voline, ancien secrétaire de l'ambassade à Paris (8), qui prit en main toutes les rênes du commandement.

Je quittai le commissariat des affaires étrangères avec plaisir. Le spectacle des luttes intérieures, les intrigues continuelles, les racontars et les procédés déloyaux étaient trop désolants et ce fut avec un réel soulagement que j'acceptais un poste nouveau.

Avant d'entrer au commissariat du commerce, je fis un voyage à Kharhov et à Poltava. En 1925 je fus de nouveau élu membre du conseil exécutif central panukrainien (à ce moment-là les élections se faisaient tous

(8) Celui-là même qui fut chargé à Paris de l'organisation du vaste réseau d'espionnage russe que M. Laporte dévoila dans son livre: *Espions Rouges*.

les ans, alors qu'actuellement, sur la pression de Staline, elles n'ont lieu que tous les deux ans). Je visitai un grand nombre de villages que je connaissais depuis la période de mon activité en qualité de socialiste révolutionnaire. Je revis plusieurs de mes anciens camarades.

Leur situation n'était pas brillante. Je rencontrai d'abord Ganenko, qui avait préconisé en 1920 avec tant de ferveur la fusion avec les communistes. J'eus peine à le reconnaître tant il était devenu vil et sans énergie. Il avait, paraît-il, été exclu du parti sur les instances du président de la Tchèque ukrainienne, un certain Balitzky, ancien étudiant monarchiste extrémiste, à qui certaines paroles de Ganenko avaient déplu.

Profitant de la faiblesse que Ganenko avait pour la vodka, les agents de Balitzky, qui le guettaient dans la rue, le surprirent un jour alors qu'il était assez surexcité; ils le passèrent à tabac et le remirent à qui de droit sous l'inculpation de tapage et voies de fait. L'affaire fut brouillée à souhait et Ganenko, tout secrétaire qu'il était de la *Société des anciens forçats politiques*, fut rayé des listes du parti. Il fut même question de l'envoyer en exil au Solovki.

Ganenko était morne et abattu; pendant de longues heures, il me raconta des choses pénibles, me parla d'orgies, de pots de vin et d'escroqueries.

*- Dans le conseil des commissaires ukrainiens, commença-t-il, il n'y a que trois hommes honnêtes: Tchoubar, Schlichter et Skrypnik. Tous les autres... (il fit un geste désespéré). Prends le vice-président du conseil, Serbitchenko. Étant complètement ivre, il est monté la nuit sur le clocher de l'église Stretenska et il a sonné le tocsin pendant plusieurs heures. Aussi l'a-t-on surnommé le «clochard». Le commissaire Tchernov, étant ivre lui aussi, s'imagina un jour que l'hôtel où il demeurait brûlait. Ouvrant tous les robinets, il inonda deux étages; puis, sortant dans la rue, il appréhenda deux prostituées: il noya l'une dans la baignoire remplie d'eau. L'autre put s'échapper à moitié morte. Il reçut une réprimande; ce fut la seule sanction. Le commissaire de l'intérieur Nicolaïenko, ivre aussi, descendit une fois dans la rue d'Ekaterinoslav et se mit à rosser les miliciens. Le commissaire des finances Kattel viole les dactylos dans son bureau. Moïsseenko, le commissaire de l'agriculture, pendit sa femme dans le grenier, puis fit annoncer dans les journaux qu'elle s'était suicidée. Balitzky, le président de la Guépéou, s'en va avec des amis dans les prisons de femmes pour y organiser des orgies. Je pense souvent comment nous avons lutté pendant des dizaines d'années contre le tsarisme. On allait à la mort ou à l'exil. On commettait des actes héroïques. On commettait aussi des bassesses. Et bien, tout ce que nous avons fait n'a servi qu'à remplacer une bande de voyous par une autre du même acabit. A quoi sert-il de penser que nos dirigeants sont parfois - pas très souvent - d'origine humble, paysanne ou ouvrière? Auparavant, on avait une consolation. On se disait: « Un jour luira où l'ouvrier prendra le pouvoir, et la terre sera purifiée». Le pouvoir ouvrier - le voici - on a payé le prix, et quel prix! des millions de vies humaines, une multitude de souffrances et de douleurs. Or, rien n'est changé, au contraire! Et j'en arrive à penser que les anarchistes ont raison lorsqu'ils disent que tout pouvoir est avilissant. L'homme est ainsi fait qu'ayant obtenu le pouvoir, il en profite pour son égoïsme propre. Pendant la période révolutionnaire, j'ai transporté des dizaines de bombes pour notre organisation terroriste. Quel dommage que je n'en ai pas mis quelques-unes de côté. Elles me serviraient actuellement».*

Je comprenais fort bien que les paroles de Ganenko étaient inspirées surtout par les persécutions dont il avait été victime. Mais tout de même, dans ces paroles, il y avait quelque chose qui reflétait un état d'esprit répandu parmi tous les ouvriers.

Je revis aussi Routzkine, ancien étudiant dans une école technique. Au cours de plusieurs réunions politiques, il avait demandé que le parti fut démocratisé: il fut rayé des listes d'étudiants. Actuellement, il vivait grâce à une bourse de 30 roubles qu'avait obtenue sa femme et, chaque jour, il s'attendait à être exilé en Sibérie.

Je vis en dernier lieu le grand idéologue de notre parti, le socialiste-révolutionnaire Sémouchkine. Celui-là était absolument atterré. Il reconnaissait que la fusion avec les communistes avait été une grosse erreur.

*- Kotcherga avait raison, me dit-il. C'est le bon sens paysan qui parlait en lui. Les communistes ne peuvent comprendre les intérêts des paysans. Ils ne peuvent favoriser le petit producteur. Sans tenir compte de notre psychologie, ils veulent nous forcer à devenir collectivistes. Ils ignorent nos habitudes et ne comptent pas avec le niveau économique du pays non plus. Actuellement, on parle beaucoup de la coopération paysanne; et on interprète ce terme dans tous les sens. Jusqu'à présent, il n'est question que de coopération volontaire. Hélas! dans deux ou trois ans (Sémouchkine était prophète!...) on embrigadera les paysans dans les coopératives à coups de bâton.*

- «Le parti communiste est animé d'une sorte d'enthousiasme administratif malsain: plus les communistes écrasent le peuple, plus ils sont contents. Ils ne veulent pas comprendre que tout paysan est un individu et que cet individu a des intérêts avec lesquels il faut compter. Avons-nous le droit de forcer le paysan à changer toutes ses habitudes économiques pour le bon plaisir d'imbéciles qui le dirigent du fond des bureaux du Commissariat de l'agriculture. Ils ne veulent pas non plus comprendre que les gens souffrent, que leur vie est un enfer, qu'on revient aux pires manifestations du servage agraire. Une révolution ne peut être justifiée que si une minorité souffre pour le bien d'une majorité. Chez nous, c'est le contraire; c'est la majorité qui souffre, ce qui signifie que nous ne sommes pas en révolution, mais bien en réaction. Nous sommes indifférents quant à la personne de celui qui le fait souffrir: que ce soit Stolypine, Trotzky ou Staline. L'année que nous traversons (1926) sera une année décisive. Jusqu'à présent, les paysans recevaient certains bienfaits de la révolution russe. Dorénavant, ils devront remettre aux dirigeants ce qu'ils ont mis de côté; l'exploitation dont ils sont l'objet sera pire que celle du communisme militaire.

- «Voyez-vous, continua Sémouchkine, il m'est impossible de m'assimiler avec les communistes. Je me sens étranger parmi eux. Le parti socialiste-révolutionnaire fut maintes fois accusé d'être entaché d'individualisme. Ce que nous observons aujourd'hui chez les communistes est une autre forme du même individualisme, mais une forme plus arrogante et plus malsaine. Nos communistes cultivent le chef; le chef tout-puissant et omniscient; c'est du "Nietzsche en édition populaire". Observez les détails qui vous entourent: la moindre ville, la plus petite rue ou station sont baptisées avec des noms de ces chefs dont plusieurs passeront par le Guépéou dans deux ans. Dans certaines régions, on s'amuse avec un culte de «chefs régionaux». Le secrétaire du conseil régional d'Ekaterinoslav, Simonoff, a donné l'ordre que ses portraits fussent mis dans tous les conseils de communes. Ne pensez pas que ce soit un abruti ou un parvenu. C'est un homme très honnête, un communiste ardent. Comme tel, il estime que son portrait, le portrait du chef régional, doit être exposé dans tous les bureaux afin que les paysans s'habituent à la discipline révolutionnaire et à l'obéissance. Les anciens socialistes-révolutionnaires n'avaient jamais pensé à de telles déviations.

- «J'estime que la théorie de la révolution permanente, qui forme la base de toute mentalité communiste, est absurde; c'est une théorie non de Lénine, mais de Trotzky. Je ne puis comprendre qu'une nouvelle organisation de la société présuppose une période historique de lutte animale de tous contre tous. La production croît dans le monde entier. Nous nous trouvons à la veille d'une merveilleuse rénovation technique et je me demande si la révolution permanente est réellement la seule doctrine qui puisse aboutir à une collaboration féconde de tous ceux qui contribuent à ce renouveau économique. Les communistes ne jurent que par Marx; ses livres étaient le dernier mot de la science économique dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. Actuellement ils sont tout aussi périmés que les œuvres de Ricardo et d'Adam Smith. La doctrine officielle des communistes consiste à dire que la mentalité des êtres humains à rechercher est celle des esclaves attachés à des machines. Ils oublient que la société future nous donnera non pas des hommes cadennassés à des machines, mais des machines travaillant pour l'homme. On oublie que la société future ne voudra pas végéter dans les villes-prisons qui ne sont qu'une excroissance temporaire produite par un malaise passager de la production industrielle. Les communistes obligent leur poète à chanter ces trous infects, abominables que l'ouvrier est prêt à quitter à la première possibilité. Je sens que je suis arrivé à une crise qui m'empêchera dorénavant de rester dans le sein du parti communiste...».

Je visitai quelques villages et je pus constater que la N.E.P. avait donné tous les résultats dont elle était capable. A cette époque, les paysans avaient déjà guéri les blessures dues au communisme militaire, mais ils n'avaient pas encore rejoint le niveau d'avant-guerre. Or, la population se multipliait. La production militarisée par les fonctionnaires malgré les succès annoncés à grands coups de trompe dans les journaux soviétiques était comme de l'époque des tsars. Les malheureux paysans voyaient se dresser devant eux le problème le plus angoissant qui fût: comment satisfaire les affamés? où mettre le trop-plein de la population? Plus d'émigration saisonnière qui appelait du Nord vers le Midi des centaines de milliers d'ouvriers agricoles; plus de gros centres industriels pouvant absorber les bouches inutiles. Plus de libertés politiques; surtout impossibilité de manifester son mécontentement.

Ganenko et Semouchkine ont sans doute raison lorsqu'ils disent que notre fusion avec les communistes fut une énorme erreur. Mais ces lamentations sont tardives. Est-il possible de trouver une issue? Y aura-t-il une nouvelle bataille dans le sein du parti déchiré par les paroles soi-disant révolutionnaires de Trotzky? Espérons que la lutte avec le trotskysme fera comprendre au parti les besoins des paysans. Les premiers symptômes sont déjà dans certains discours de Boukharine, de Rykoff et de Kalinine...

Je sentai que je forçai mon bon sens en me berçant de ce dernier espoir. Puis, soudainement, comme

dans un éclair, je vis s'inscrire devant moi ces mots: bon ou mauvais, mais cet espoir est le dernier qu'on puisse se permettre.

-----

## Chapitre huit

### ***Les relations de l'U.R.S.S. avec l'Amérique et l'activité des organes secrets de la 3<sup>ème</sup> Internationale en Amérique. Le Commissariat du commerce extérieur.***

Après quelques escarmouches entre Litvinov et Froumkine, qui remplaçait à cette époque le commissaire du commerce, mon transfert fut signé et approuvé par le *Bureau politique*. Je me mis à étudier les rouages de cet autre commissariat.

L'*Amtorg*, dont je devins membre du bureau, est une société de commerce privée qui fonctionne aux États-Unis selon les lois locales. On avait essayé d'obtenir aux États-Unis l'autorisation d'installer une agence officielle des Soviets; après un refus catégorique opposé par Washington, on eut recours à un subterfuge: une société anonyme avec des fonctionnaires du commissariat devenus actionnaires et quelques citoyens américains - émigrés russes depuis longtemps installés aux États-Unis - qui donneraient à l'entreprise un aspect suffisamment acceptable pour les autorités locales. On créa des actions qui furent, bien entendu, payées par le commissariat et l'*Amtorg* - *American Trading Corporation* - devint à New-York une agence officielle des Soviets. Les visas américains étant très difficiles à obtenir, la plupart des fonctionnaires de l'*Amtorg* furent enrôlés sur place et seuls les chefs des sections furent envoyés de Moscou. Tout ce monde fut du reste nommé par ordres signés du commissariat du commerce. Ces ordres étaient soi-disant secrets, mais le dernier des huissiers du commissariat savait à quoi il fallait s'en tenir.

N'étaient nommés chefs de sections de l'*Amtorg* que les membres du parti les plus éprouvés, car ils devaient devenir propriétaires d'un assez gros paquet d'actions. En fait, ces actions ne leur étaient jamais délivrées en nature, le président seul étant chargé de les garder; mais, juridiquement, chaque chef de section avait le droit d'exiger que ces actions lui fussent remises. Un peu plus tard, le *Bureau politique* institua une mesure de précaution: au moment d'être envoyé aux États-Unis, le futur chef de section devait signer ou accepter des traites pour une somme double du capital représenté par ses «actions». Mais en 1926 on n'y avait pas encore songé.

Pour se rendre aux États-Unis, le fonctionnaire en question était donné comme le représentant d'une organisation soviétique ayant besoin de faire une grosse commande à des usines américaines. C'est ainsi que, pour mon cas, je prétendais que le *Gostorg*, autre organisation soviétique, était prêt à acheter, par mon entremise, 10.000 tracteurs américains, peut-être même davantage. Une si grosse commande devait éblouir les consuls américains et me procurer un visa pour au moins douze mois. Dès mon arrivée à New-York, il devait être émis un nouveau million de dollars d'actions que je payerais de mes «propres» deniers; après quoi j'aurais la prolongation de mon visa. On avait même pensé, au *Bureau politique*, à me nommer agent officieux des Soviets aux États-Unis; cette fonction existe d'ailleurs et elle est occupée par un certain Svirs-ky, arrivé à Washington en 1922 comme représentant d'une république d'opérette (de l'Extrême-Orient); depuis lors il y demeura en qualité d'observateur sans avoir aucune influence ni à Moscou, ni à Washington; de temps à autre, il publie une petite feuille d'information relatant comment il est allé voir tel ou tel homme d'État américain pour l'entretenir au sujet de la reconnaissance éventuelle des Soviets.

En 1920, le gouvernement soviétique décida de rendre plus effectif le travail aux États-Unis. Certains membres du *Bureau politique* étaient de l'avis de Trotzky, prétendant que l'antagonisme entre l'Europe et les États-Unis allait grandissant et que l'*Oncle Sam* aurait peut-être besoin, pour affaiblir l'Europe, de lui inoculer un peu plus de bolchevisme, comme l'avait essayé, auparavant Ludendorf, dans ses relations avec l'*Entente*. Il fut donc décidé de se montrer excessivement accommodant avec Washington, de payer la dette américaine, de donner des compensations complètes pour les biens américains nationalisés et d'offrir aux Américains les meilleures concessions russes. Le commissariat des affaires étrangères avait bien essayé de protester, disant que les autres pays s'efforceraient de se prévaloir du précédent créé par un tel accord avec l'Amérique, mais le *Bureau politique* répondait à ces arguments par des sourires. Le mot d'ordre à ce sujet était le suivant. «Reconnus de jure par les États-Unis, nous pourrions nous passer de tout le reste

de l'Europe. Ayant de notre côté, politiquement et économiquement les États-Unis, nous pouvons risquer la rupture diplomatique avec tout le reste du monde». Cette conception m'avait toujours paru enfantine. Les États-Unis ont des intérêts énormes en Europe; il faut être vraiment naïf pour penser qu'ils préféreront échanger des relations fortement établies contre des avantages plus que problématiques en Russie des Soviétiques. Les pourparlers qui eurent lieu plus tard avec les représentants des banques américaines prouvèrent que les Américains étaient certes disposés à accepter les propositions de Moscou, mais sans s'engager à nous soutenir économiquement; ils acceptaient même de franchir ce dernier pas, mais dans ce cas, ils réclamaient la démocratisation de la constitution soviétique et l'arrêt de la propagande révolutionnaire.

En 1926 les illusions au sujet des États-Unis étaient encore très grandes, et Moscou décida de me charger d'un travail diplomatique en mettant Svirsky sous mes ordres.

Pour faire face à cette nouvelle situation, je dus me mettre au courant du travail politique pratiqué aux États-Unis.

Piathitzky, l'un des membres du Komintern, me dit que le travail du Komintern aux États-Unis se trouvait gêné par l'impossibilité d'y créer un parti communiste assez puissant. On envoyait certes des directives et beaucoup d'argent, mais on était encore loin d'un mouvement de masses imposant. En 1925, les communistes américains avaient laissé échapper quelques bonnes occasions: le mouvement des fermiers mécontents, la campagne présidentielle et tout ce qui se rapporte aux nègres.

- Nous savons, répétait Piatniizky, que le travail n'est pas facile à organiser dans cette république. Les ouvriers américains répugnent à entrer dans les rangs d'un parti nettement prolétaire. La "Fédération du travail" a, aux États-Unis, une influence énorme. Cette organisation préconise la collaboration des classes et utilise avec succès les combinaisons telles que les banques ouvrières, le "plan Ohio-Baltimore" et le mot d'ordre de la démocratie industrielle. Le prolétariat américain est contaminé par les tendances bourgeoises: épargne, villas acquises en propriété, autos, etc... Tout cela a une importance extrême. Mais il ne faut pas oublier que le nombre des mécontents est imposant. Douze millions de nègres... Deux millions de chômeurs... et les fermiers en plus... Voilà la base d'une action révolutionnaire; quant aux ouvriers, ils resteront encore longtemps sous l'empire de Samuel Gompers et de William Green, qui les cajolent par des petites concessions arrachées à la bourgeoisie.

Il y a aussi des millions d'ouvriers arrivés aux États-Unis et non encore assimilés par les fédérations ouvrières. Sous tous ces rapports le communisme américain n'a encore rien donné. Les nègres ne sont pas sous notre influence; or, les nègres pourraient jouer aux États-Unis un rôle presque aussi important que les paysans en Russie. Les chômeurs ne sont pas atteints par notre propagande. Les subsides payés annuellement atteignent pourtant 100.000 dollars, ce qui n'est pas peu pour un parti comptant tout juste quelques milliers de membres. Le Profintern (Internationale Syndicale) envoie de son côté 25.000 dollars à la Ligue de propagande syndicale. Or, quand nous leur demandons de faire par exemple une petite démonstration pour protester, disons, contre l'impérialisme des États-Unis dans l'Amérique du Sud, ils sont radicalement incapables d'amener une foule suffisante dans les rues. Quant à une grève de protestation, il ne faut même pas y penser.

Pour ces raisons, le Komintern a décidé d'envoyer aux États-Unis deux camarades énergiques chargés de diriger le parti et la Ligue en même temps. Ce sont deux Allemands, afin que, s'ils étaient brûlés, on ne puisse accuser Moscou d'avoir fomenté des désordres. Ils s'appellent Wagner et Neumann.

Les communistes américains sont subventionnés par l'entremise de notre agence en Allemagne. Si le besoin s'en faisait sentir vous pourriez, sur l'avis de la caisse de l'Amtorg, avancer à ces deux camarades des sommes de 10.000 dollars au maximum. On vous repassera ces sommes par Berlin. Les sommes avancées par l'Amtorg seraient débitées au compte personnel du président de l'Amtorg et les envois de Berlin lui seraient crédités. En Amérique on voit tout en grand et une dizaine de milliers de dollars prêtés à votre président ne devront pas troubler votre contrôle financier. C'est pour les prolétaires que cela fait beaucoup d'argent».

J'eus aussi une conversation avec le chef de l'espionnage militaire Berzine. Il m'expliqua que deux organisations illégales travaillaient aux États-Unis, avec leur centre d'action à New-York. Leur but était l'espionnage technique, militaire et naval. Le chef de ces deux organisations s'appellerait Filin (pseudonyme Semen). Muni d'un passeport polonais, il serait un des meilleurs espions soviétiques. Il passerait pour être le propriétaire d'un petit bureau d'importation d'herbes médicinales, surtout de ce que les Anglais appellent

licorice, réglisse. De cette façon il peut de temps à autre se présenter dans les bureaux de l'Amtorg et s'y rencontrer avec les représentants de la section des commandes techniques militaires.

Ces représentants du commissariat de la guerre arrivaient aux États-Unis avec des listes de produits chimiques et techniques nécessaires à l'organisation militaire des Soviétiques; ils transmettaient à Filin les instructions du chef de l'espionnage et rapportaient à Moscou les informations glanées par lui et ses agents. Berzine parlait sur un ton de mépris de la police américaine, qui laissait passer sans les ouvrir les valises des représentants militaires, de sorte que leur travail était des plus faciles.

J'eus enfin une entrevue avec Trilisser, chef du département étranger du *Guépéou*. Le *Guépéou*, dit-il, faute d'argent ne pouvait guère développer son action aux États-Unis, et son rôle se bornait surtout à la surveillance des fonctionnaires de l'*Amtorg*. Un certain Gordon (je ne sais s'il s'est rendu aux États-Unis sous son nom véritable) est à la tête de cette organisation; il se donne comme rédacteur à l'*Amtorg*. Ancien chef d'une des sections du *Comité central* du parti, Gordon jouit à Moscou d'une grosse influence, surtout auprès de Molotov.

Il existe aussi un petit noyau d'espionnage politique dont le chef est letton Alxnies, fonctionnaire du *Guépéou*, arrivé aux États-Unis avec un passeport letton, je ne me rappelle plus sous quel nom.

Pour assurer la transmission des renseignements provenant de cette organisation, il est actuellement question d'envoyer aux États-Unis un autre fonctionnaire du *Guépéou*, le docteur Scheftel, qui se donnerait comme représentant de la *Croix-Rouge Soviétique*. Les dépenses du *Guépéou* aux États-Unis ne dépasseraient pas 50.000 dollars par an.

Après ce plongeon dans la partie non officielle des activités soviétiques aux États-Unis, je me mis à étudier la partie officielle, c'est-à-dire le commerce russo-américain. A ce moment Krassine occupait encore le poste de commissaire du commerce extérieur. Mais sa situation était déjà fortement ébranlée. Le Comité du parti voulait le remplacer par Zurupa. C'était une chose décidée, mais Krassine n'avait pas encore abandonné les bureaux du commissariat.

Krassine était celui des hommes d'État soviétiques qui m'en imposait le plus. C'était un ingénieur de premier ordre, politicien de grande envergure, organisateur de talent. Très intelligent, au courant aussi bien des nouvelles idées politiques que des dernières nouveautés dans l'ordre de l'organisation du commerce et de la technique, Krassine dépassait de beaucoup tous les autres membres du Conseil des Commissaires du peuple. On ne le lui pardonna jamais. Tant que Lénine vécut, les intrigues des Dzerjinsky, des Roudzoutack et de Kouibychev demeurèrent sans résultat. Mais dès la mort de Lénine, le sort de Krassine fut réglé. D'ailleurs, Staline ne lui pardonna jamais les critiques acerbes qu'il avait à plusieurs reprises formulées vis-à-vis de mesures économiques préconisées par lui.

Krassine me mit au courant du travail de l'*Amtorg*. *«Le commerce avec les États-Unis, me dit-il, se solde par un passif de plusieurs dizaines de millions de dollars. Ce passif est nié par les journaux soviétiques, mais il n'en est pas moins réel. Il est constitué non seulement par les machines, tracteurs et autos achetés aux États-Unis, mais aussi et surtout par le coton brut que nous sommes obligés de nous procurer à l'étranger. Ce coton passe par une autre organisation, l'importation textile, mais l'Amtorg est chargé de délivrer les licences d'importation en Russie et cela lui permet de contrôler le travail de l'organisation d'importation. Les exportations aux États-Unis comprennent la réglisse, le crin, les soies de porc, les plumes et duvets, quelques articles de l'industrie paysanne et des produits alimentaires. La crise des changes nous menace et il est indispensable de développer les exportations russes. Or notre appareil commercial est défectueux, parce qu'il ne sait pas aborder l'acheteur; de plus les organisations qui fonctionnent sur le territoire russe ne diffèrent en rien des petits producteurs asiatiques, leur unique tendance étant de tromper autant que possible le client. Odessa envoyait des conserves pourries; Astrakan, du caviar décomposé; la réglisse arrivait pleine d'impuretés etc...»*. Krassine était hors de lui; il menaçait ses *«marchands de peines draconiennes, mais sans que cela donnât des résultats appréciables»*.

*«En ce qui concerne les importations en Russie, continua-t-il, il s'agirait de pousser les tracteurs et les autos en essayant un nouveau flirt avec Ford. Celui-ci a, paraît-il, la mauvaise habitude de ne vendre qu'au comptant, mais l'Amtorg aurait déjà réussi à battre en brèche ce principe et une partie de tracteurs Fordson seraient achetés à crédit. En dehors des crédits octroyés par les maisons de commerce, l'Amtorg aurait réussi à se faire escompter des traites pour une somme de deux millions de dollars par l'Equitable Trust et la Chase National Bank. Ces banques seraient disposées à escompter et à ré-escompter du papier sovié-*

tique, mais à la condition que la Banque d'État de l'U.R.S.S. ouvre un compte courant et que le solde actif de ce compte courant ne descendît pas au-dessous d'une limite déterminée d'avance. Ce compte courant existerait déjà. De plus le Syndicat de Naphte aurait signé secrètement l'engagement de ne faire encaisser son papier que par l'entremise de ces banques».

Après un séjour de deux semaines, je partis pour les États-Unis. Le visa devait m'être donné au Consulat américain à Riga. J'y fus reçu aimablement et on me remit entre les mains de M. Martens, conseiller de la mission qui parlait très bien le russe. M. Martens examina attentivement mes papiers et le plein pouvoir de *Gostorg* qui m'autorisait à acheter aux États-Unis 20.000 tracteurs. Puis il me dit que selon ses renseignements, j'avais été nommé représentant officieux de l'U.R.S.S. aux États-Unis, ce qui le mettait dans l'impossibilité de me donner un visa, car les États-Unis n'avaient pas besoin d'un représentant diplomatique des Soviets.

Telle fut la fin de cette entreprise. *L'Amorg* fit des protestations à Washington, mais le département d'État ratifia la décision de son représentant à Riga.

Quelque temps après cet incident, le département d'État refusa de viser les passeports de Piatakov et de Sokolnikov, qui eux aussi devaient représenter officieusement les Soviets aux États-Unis.

De retour à Moscou, après un court séjour au *Commissariat des Affaires Étrangères*, je fus convoqué au *Comité central* du parti où l'on m'informa que le parti avait l'intention de m'envoyer comme représentant officieux en Amérique du Sud. Je répondis que je donnerais une réponse dans quelques jours, lorsque j'aurais étudié la situation qui existait dans ces régions.

Je ne fus pas étonné outre mesure d'une désignation venant du Comité du parti; je savais que cela se faisait assez fréquemment, le parti ne se souciant fort peu de ce qu'en penserait le Commissariat.

Je me mis à préparer mon départ. J'étudiai l'économie des pays sud-américains et la langue espagnole. Le jour où je devais m'embarquer était déjà fixé. Mais, fin avril 1926, je fus appelé au *Comité central* où l'on me dit que mon départ était décommandé, car on ne voulait pas taquiner Washington. J'allais être conseiller d'ambassade au Japon, l'ambassadeur actuel, Kopp, devant être rappelé, je resterais pendant quelques mois en qualité de chargé d'affaires.

Une nouvelle période de travail diplomatique commençait pour moi.

-----

## Chapitre neuf

***Je suis nommé Conseiller d'ambassade à Tokio. Les conversations avec Tchitchérine et Melnikov. L'intrigue de Litvinov contre Karakhan. Ma conversation avec Staline. Départ pour Tokio. Kopp m'expose les relations russo-japonaises et la situation en Chine. Kopp part à Moscou et je suis nommé «Chargé d'affaires». Coffre-fort de Kopp.***

C'est avec beaucoup d'appréhension que j'acceptais ma nomination au poste de conseiller d'ambassade à Tokio. L'Extrême-Orient était terre inconnue pour moi. La révolution chinoise qui se propageait rapidement n'était pas pour faciliter mon travail; car le Japon devait y jouer un rôle décisif.

On m'avait prévenu au *Comité central* du parti que Kopp allait être prochainement rappelé et que j'aurais à remplir pendant assez longtemps les fonctions de chargé d'affaires. Cette perspective n'était pas réjouissante et je fis mon possible pour obtenir l'ambassade du Mexique où la tâche était des plus simples et où la vie devait être très agréable car la responsabilité politique y était nulle. On me fit savoir que le Mexique était un poste pour ambassadeurs «invalides» et que mes trente ans méritaient des fonctions plus importantes.

Les fonctionnaires du Commissariat se montrèrent furieux en apprenant ma nomination. Celui qui témoigna le plus d'animosité fut Kagan, le chef de la section des pays anglo-romans. Cet individu étrange avait émigré aux États-Unis pour se soustraire au service militaire. En 1920, en rentrant à Moscou, il se fit passer



pour un exilé politique; ayant obtenu une ancienneté de «*stage bolchévique*» à dater de 1917, il se plaça sous la protection de Litvinov qui était invinciblement attiré vers tout ce qui sentait l'aventure et les malversations. Wolff, le secrétaire de l'ambassade au Japon m'avait affirmé que Kagan s'était occupé aux États-Unis, entre autres choses, de la traite des blanches. Je laisse ce fait à sa conscience; mais je me souviens qu'à ma première entrevue avec Kagan, je me fis cette réflexion qu'il aurait bien figuré avantageusement dans les films de bandits de Chicago.

Kagan mourait d'envie de partir à Tokio, et il y avait même une nomination signée par le Commissariat dans ce sens; mais le *Bureau politique* n'avait pas voulu maintenir cette désignation. Tchitchérine profita de l'occasion pour «*couler*» un affilié du groupe Litvinov et ce fut moi qui eut la nomination, bien contre mon gré. Cela me valut l'honneur de devenir un «*type à Tchitchérine*»; du reste pas pour longtemps. Kagan se mit à me calomnier et il réédita la légende de mon séjour dans le sein du parti de Milioukov. Mais le *Bureau politique*, à ce moment, avait en moi une confiance illimitée et l'accusation ne porta pas de fruits. Du reste, il existait dans le sein même du *Bureau politique*, un ancien adepte de Milioukov: Mikoïan. Cette circonstance ayant été rendue publique (Mikoïan n'en souffla mot dans l'enquête officielle) Staline coupa court aux conversations en disant:

- *Il importe peu de savoir ce que le camarade Mikoïan était auparavant; actuellement c'est un bon révolutionnaire et un élève de Lénine à toute épreuve.*

Ma nomination en poche, je me rendis chez Tchitchérine.

- *Vous aurez à travailler, me dit-il, dans un milieu difficile; le camarade Kopp s'est départi de la ligne de conduite dictée par le parti et par le Commissaire du peuple. Cela rend la tâche de Karakhan très compliquée car il sabote les accords avec le Japon et nous empêche d'avoir les mains libres en Chine. Il sera rappelé et vous resterez assez longtemps comme chargé d'affaires. Grâce à vos capacités vous saurez vous débrouiller.*

- *Voici les lignes générales de votre conduite: le Japon est en proie à la lutte des deux combinaisons politiques: Mitzoubishi et Mitzoui. Un des aspects principaux de cette lutte est l'antagonisme qu'elle crée entre les deux clans Tchousue et Satzuma, le ministère de la guerre et celui de la marine. Le premier de ces clans nous est hostile. Il cherche à élargir les bases de l'influence japonaise sur le continent, en Chine, en Mandchourie et dans l'Extrême-Orient soviétique. Le deuxième clan est obligé de compter avec un conflit inévitable entre les États-Unis et le Japon, conflit dont le sort sera réglé par la marine. Ce clan cherche des concessions de naphte (convention de Pékin et accords de 1925 avec nous pour le Sakhalin) et veut obtenir notre neutralité en cas de conflit. Le premier ministre actuel et le ministre des Affaires Étrangères Sidehara appartient à Mitzoubishi et à Satzuma; votre travail n'en sera que facilité. Mais rappelez-vous qu'au Japon le département de la guerre joue un rôle très important. L'empereur nomme le ministre de la guerre en prenant un candidat proposé par Tchousue et l'État-major. Très souvent il y a désaccord complet avec le premier ministre. Surveillez attentivement le travail des cercles militaires.*

Je lui posai une question sur les affaires de Chine. Il me répondit nerveusement en me laissant comprendre qu'il ne lui plaisait pas d'aborder ce sujet.

- *Lisez les rapports de Kharakan et consultez Unschlicht; il vient d'être nommé président de la commission chinoise auprès du Bureau politique. Les affaires chinoises sont tellement importantes que le Commissaire du peuple ne peut pas se permettre le luxe de vous donner des instructions verbales.*

Cette conversation me déplut fort. Elle suffisait pour un rédacteur chargé de faire un article pour la *Pravda* mais elle était manifestement insuffisante pour un chargé d'affaires partant pour le Japon.

Ce fut Melnikov, chef de la section de l'Extrême-Orient qui me mit au courant des questions japonaises. Melnikov, ancien officier des Cosaques d'outre-Baïkal, jouait un rôle important dans les affaires chinoises et cela malgré sa jeunesse et ses origines «*suspectes*». Il fut nommé membre de la *Commission des Affaires chinoises* auprès du *Bureau politique*, et il occupa toujours une position ultra-gauche, ceci pour faire pardonner les galons qu'il avait portés chez les cosaques. Homme pratique, il comprenait la situation beaucoup mieux que Tchitchérine, que Karakhan et même que Kopp lui-même.

- *Nous avons plusieurs points de friction avec les Japonais, me dit Melnikov. En premier lieu, la politique des tarifs du chemin de fer de l'Est chinois. Ces tarifs sont destinés à faire dévier les marchandises vers Vladivostok. Les Japonais auraient intérêt à les faire diriger vers Daïren. L'administration des chemins de fer*

*où nous sommes les maîtres absolus a élevé les tarifs sur le parcours Karbine-Tchan Tchoun. Cela n'est pas de nature à plaire aux Japonais et à chaque conférence ils demandent que ces tarifs soient révisés dans un sens favorable à leur commerce.*

*Deuxième point de friction: les projets de construction de chemins de fer japonais en Mandchourie. Jetez un coup d'œil sur la carte et vous verrez qu'ils s'efforcent d'encercler militairement et économiquement notre chemin de fer à nous. Les lignes les plus dangereuses sont celles de Taonanfou-Tzitzicar avec prolongement vers Sakhalian et Girin-Dounchoa prolongé vers Seisin. La première coupe en deux le chemin de fer de l'Est chinois et passe en dehors du cul-de-sac stratégique du Khin-gan; elle débouche dans les arrières de notre Primorié près de Blagovestchensk. Le deuxième passe presque parallèlement à notre chemin de fer détruisant ainsi son importance économique et assurant la pénétration nippone venant de l'Est. Nous avons protesté à plusieurs reprises mais sans résultat appréciable. Les Japonais affirment que les chemins de fer sont construits par Tchan Tso Lin et non pas par eux; seuls les ingénieurs seraient fournis par Tokio; ils nous autorisent du reste à les imiter. Ils savent très bien que la construction de voies ferrées n'est pas à la portée de notre trésorerie. Jusqu'à présent nous n'avons réussi à les battre que sur un seul point: leur ligne de Tzitzicar s'est arrêtée à Anantchi et ne peut pas être prolongée sans notre assentiment. Seraient-ils capables de passer outre en établissant un tunnel au-dessous de notre réseau? Juridiquement parlant, cela ne les mettrait pas en conflit avec nos droits. Mais ce tunnel coûterait pas mal de millions et il faut espérer qu'ils ne voudront pas se ruiner dans une telle entreprise.*

*Troisième point: Tchan Tso Lin. Ce vieux brigand cherche à nous déloger du chemin de fer. Karakhan l'a mis hors de lui en mettant en avant Go Soun Lin au moment le plus critique de sa lutte avec Fen You Hsiang. Karakhan a promis monts et merveilles à ce malheureux Go Soun Lin et n'a jamais tenu ses promesses. Go Soun Lin a payé l'aventure de sa tête et de celle de sa femme, une ancienne élève de l'École commerciale de Kharbine, qui avait servi d'intermédiaire dans nos pourparlers avec Go Soun Lin. Karakhan avait essayé de les sauver en demandant au Bureau politique que nos troupes fussent avancées vers Barga et Tzitzicar pour être mises sur les arrières du général Ou Tzun Chen, dont la cavalerie avait décidé du sort de la bataille de Sin Min Fou. J'avais appuyé sa demande car il suffisait de trois quatre régiments pour faire reculer les Chinois jusqu'à Moukden; mais le Bureau politique eut peur des Japonais; Tchan Tso Lin, comprenant la situation, fit arrêter Ivanov, le directeur du réseau; actuellement il cherche à nous en déloger complètement.*

L'arrestation d'Ivanov posa la question de notre avance sur Kharbine. Karakhan la demandait à corps et à cris, Vorochilow le soutenait. Mais notre vieux (il fit un signe vers la pièce occupée par Tchitchérine) eut aussi la frousse et fit «sonder» les Japonais par Kopp. Celui-ci répondit qu'en cas d'avance soviétique vers Kharbine les Japonais avanceraient aussitôt sur Tchan Tchoun et enverraient une division dans la région de Kharbine. Cela provoqua une véritable panique dans le *Bureau politique*. Je pense que Kopp avait tout simplement menti pour causer des ennuis à Karakhan. De toute façon, nos troupes furent rappelées de la frontière. Je suis sûr que Tchan Tso Lin profitera de la première occasion pour occuper le chemin de fer. Cela nous oblige à lui chercher un remplaçant. On pourrait mettre à sa place soit Djan Sué Lian son fils, soit Yan You Tin le chef de son état-major, soit Tchan Tso Sian le «*douban*» de Guirin, soit enfin Mo De Kouï le gouverneur de Moukden. Les Japonais ne se montrent pas défavorables à ces combinaisons. D'une part l'état-major de Tokio commence à se méfier de Tchan Tso Lin qui lutte contre l'expansion japonaise en Mandchourie; d'autre part, le ministère des Affaires étrangères soutient fermement Tchan Tso Lin. Il vous sera donc nécessaire de rappeler à chaque occasion que les relations russo-japonaises ne peuvent pas être stabilisées tant que Tchan Tso Lin restera à son poste.

*- En dehors de ces frictions, continua Melnikov, nous avons dans notre jeu diplomatique avec le Japon, des atouts. Tout d'abord, les concessions de pêche dans le Kamtchatka et sur le littoral de l'Océan. Le Japon est très pauvre en ressources matérielles et ces concessions ont pour lui une très grande importance; quant à nous, nous sommes presque incapables de nous en servir. Les entreprises privées ne veulent pas s'y aventurer, et les organisations de pêche de poisson que nous avons fondées sont tellement bureaucratiques qu'elles ne peuvent pas travailler. Bien entendu nous ne pouvons pas céder complètement aux Japonais dans la question des pêcheries; ayant tout obtenu, les Japonais se désintéresseraient de cette affaire. Mais de petites concessions de temps en temps seront un bon atout dans les mains d'un diplomate avisé. Un deuxième point intéressant: les concessions forestières dans la région du Primorié. Les pourparlers sont presque terminés. Le Japon reçoit plusieurs concessions importantes et vous aurez à vous mettre en rapport avec les milieux intéressés.*

*Enfin notre principal atout ce sont les concessions de charbon et de naphte dans l'île de Sakalin. C'est l'amiral Nakasato qui se trouve à la tête des industriels du naphte; la concession de charbon est entre les mains de M. Kawakami, ancien consul général du Japon à Moscou. Selon nos informations, le Japon espère que la concession du naphte pourra lui être d'une très grande utilité et que la flotte japonaise s'y approvisionnera en cas de guerre avec les Etats-Unis. Selon la convention que nous avons signée, le Japon a le droit*

*d'exploiter une concession déterminée et de faire des recherches sur un territoire de mille verstres carrées. Jusqu'à présent nous ne les avons pas autorisés à faire des sondages sur ces terrains. Remarquez bien qu'en Orient il ne faut jamais se presser; même pour exécuter des conventions déjà signées. Du reste nous les laisserons travailler sur ces mille verstres carrées et même au delà, mais tout dépend de la tournure que prendront les affaires chinoises.*

Après cette longue conversation avec Melnikov, je passai quelques jours à lire la correspondance échangée entre Karakhan et Kopp, et entre ces deux ambassadeurs, Tchitchérine et le *Bureau politique*. Je pris connaissance aussi de quelques rapports déposés par notre Consul général à Moukden, Krakovetzky.

Les grandes lignes de mon travail éventuel en Orient commençaient à se préciser. Une tâche difficile se dressait devant moi. Mais je voyais qu'il y aurait beaucoup à faire pour sauvegarder les intérêts de la Russie; cela me donnait de l'énergie et de l'espoir.

Pendant que je lisais un rapport de Karakhan, la sonnerie du téléphone se fit entendre auprès de moi. C'était Litvinoff qui me priait de passer à son bureau.

Cette invitation me parut étrange. Selon la division du travail dans le *Commissariat des Affaires Étrangères*, Litvinoff n'avait rien à faire avec l'Asie. Dès que Tchitchérine partait en congé, les affaires asiatiques étaient remises à un certain Araloff, homme charmant mais excessivement borné. Litvinoff s'en offusquait, mais le bureau politique lui expliquait que la haine personnelle dont il était animé vis-à-vis de Karakhan rendait tout rapport immédiat impossible entre l'ambassadeur en Chine et l'adjoint du *Commissaire du peuple*. Cette tactique était des plus justifiées car Litvinoff avait un penchant des plus prononcés pour les intrigues les plus basses; pour satisfaire ses appétits de vengeance il aurait pu en effet sacrifier non seulement Karakhan mais même toute notre situation en Chine.

Litvinoff commença la conversation avec moi en me rappelant que la Bessarabie avait été annexée par la Roumanie. On sait que ce protocole signé par quatre puissances: la France, l'Angleterre, l'Italie et le Japon, devait entrer en vigueur dès que trois d'entre elles l'aurait ratifié. Litvinoff me fit savoir qu'il existait entre l'U.R.S.S. et le Japon un accord secret selon lequel ce dernier pays ne devait ratifier cet accord qu'en tout dernier lieu, c'est-à-dire quand il aurait déjà été mis en vigueur par la ratification acquise des trois autres puissances. Au moment où nous parlions, c'est-à-dire en mai 1926, la France et l'Angleterre étaient les deux seuls pays qui avaient ratifié l'accord; le commissariat s'efforçait d'empêcher qu'il fut ratifié par l'Italie. Litvinoff me dit qu'il était sûr de Rome: en quoi il se trompait foncièrement, car le gouvernement italien ratifia l'accord quelques semaines après. Litvinoff me priait d'intervenir à Tokio et de prier les Japonais de refuser totalement la ratification de l'accord. Celui-ci serait bien mis en vigueur par trois ratifications, mais l'absence de celle du Japon lui porterait un coup moral dont il ne fallait pas diminuer l'importance.

Après en avoir terminé avec cette question. Litvinoff me demanda mon opinion sur les affaires d'Extrême-Orient. Je répondis évasivement, prétextant que je n'avais pas eu assez de temps pour étudier ces problèmes si complexes et Litvinoff se mit subitement à parler avec volubilité.

*- Tout le mal réside, dit-il, dans la personne de Karakhan. Il ne comprend rien aux affaires qui lui sont confiées et il ne cherche qu'à se faire approuver par cet individu suspect qu'est Borodine, cet escroc provenant des fonds de la Bourse de Chicago. Dans cette ville il circulait sous le nom de Grousenberg; en Chine, il se conduit comme un dictateur. Il a un chiffre particulier qui lui permet de correspondre directement avec le Komintern; il ne considère même pas comme nécessaire de dévoiler ses petites et grandes intrigues à Karakhan; ce dernier supporte tout avec résignation; il lui suffit d'avoir reçu de vagues remerciements de Staline qui se serait déclaré content «de le voir travailler en bonne harmonie avec le camarade Borodine».*

Les platitudes de Karakhan devant Borodine sont absolument invraisemblables. Il y a quelque temps Borodine devait se rendre à Moscou. Il passait par la Mongolie extérieure par Ourga et Verkhneoudinsk. Karakhan fit télégraphier à Verkhneoudinsk en priant qu'on fit chauffer un train spécial pour l'émissaire du Komintern. Borodine avec son secrétaire se promena donc à travers la Sibérie en occupant quatre wagons et le commissariat des chemins de fer pour cette partie de plaisir réclame trente mille roubles au commissariat des affaires étrangères. J'ai déclaré que je ne payerais pas un kopeck; que les chemins de fer pouvaient faire vendre les dernières chemises de Karakhan et que le commissariat des affaires étrangères n'a pas de crédit pour de pareilles bêtises.

- Borodine est venu nous voir pour obtenir une allocation pour la Chine. Il nous présenta un rapport signé

par lui et par Karakhan. Il voulait obtenir cinquante millions de dollars, cinquante mille fusils, cinq cents mitrailleuses et cent quinze canons. Les ânes qui siègent au *Bureau politique* ont mis deux jours pour prendre une décision. En marchant à cette allure nous serions bientôt restés sans réserves en valeurs étrangères. On fit venir Tchitchérine. Bien entendu, Tchitchérine était indisposé: il a toujours une indigestion quand le *Bureau politique* veut le consulter sur les affaires chinoises. Je suis allé à sa place et j'ai déclaré sur un ton très ferme que je ne donnerais plus un kopeck, car nous n'avions aucune garantie que Feng You Hsien nous était fidèle. Du reste, en soutenant ce dernier, nous sommes en train de créer à Pékin un gouvernement très fort avec une très bonne armée, dont l'unique espoir sera de nous jeter hors de la Mandchourie et ensuite hors de notre Primorié. Staline devint furieux et se mit à expliquer que l'aide accordée à Feng You Hsien n'était qu'une étape vers la «soviétisation» de la Chine. Après de longues palabres, le *Bureau politique* décida de faire verser à Borodine trente pour cent de ce qu'il demandait. Le camarade Unschlicht était chargé de veiller à la distribution des traites. J'étais complètement anéanti en pensant que cet escroc de Feng You Hsien recevrait quinze millions de dollars. Bien entendu, c'était de l'argent jeté par les fenêtres: trois mille billets de cinq mille dollars!

- Le camarade Kopp, continua Litvinoff, vous donnera des informations suffisantes sur l'état des choses en Extrême-Orient, je vous promets que je vous soutiendrai. Vous pouvez envoyer par la valise diplomatique des lettres privées. N'oubliez pas de les marquer «*confidentielles et tout à fait personnelles*»; vous mettrez aussi cinq cachets à la cire. Mon secrétaire, le camarade Divilkovsky est un homme sûr, mais je préfère ne pas le mettre au courant de ma correspondance particulière.

Toute cette conversation me laissa complètement abasourdi.

Son désir de combattre Karakhan était tellement puissant que Litvinoff s'efforçait de m'enrôler dans son camp, moi qui étais considéré comme un homme à Tchitchérine. Je sentais bien qu'au sujet de Karakhan, Litvinoff avait raison. Mais cet individu m'inspirait une telle antipathie que je ne répondis pas à ses avances. Je me mis à parler crédit, dépenses et ainsi de suite.

Litvinoff comprit de suite. Il voyait que je refusais de supplanter Kopp dans l'intrigue dirigée contre Karakhan. Il changea de ton, et très cassant, me dit que pendant mon séjour à Tokio je recevrais la rémunération non pas de chargé d'affaires, mais de conseiller d'ambassade. C'était une vengeance, vengeance digne d'un petit boutiquier de province.

A partir de ce jour, Litvinoff devint mon ennemi déclaré. Une visite chez Staline s'imposait.

Staline m'octroya seulement trente minutes. Il commença par quelques grossièretés à l'adresse de Kopp; puis il parla des affaires de Chine et me dit que la révolution dans ce pays s'engageait déjà sur les voies soviétiques; le seul danger qui pourrait la contrecarrer serait une intervention armée des Anglais. Or, ceux-ci ne commenceraient pas sans avoir mis les Japonais dans leur jeu. Donc, la clef du problème chinois se trouverait à Tokio.

- *Vous êtes chargé d'empêcher à tout prix une intervention solidaire des Japonais et des Anglais; manœuvrez comme bon vous semblera, mais n'oubliez pas que vous êtes responsable du succès final.*

Je tentai de préciser les limites de ces manœuvres:

- *Que faire si les Japonais me demandaient comme prix de leur neutralité l'autre moitié de Sakhalin et Vladivostok?*

Staline me regarda d'un air sombre et sérieux; il n'avait pas saisi ce qu'il y avait de burlesque dans ma question.

- *Je ne suis pas diplomate et je ne puis pas vous donner des conseils pratiques. Si les Soviets triomphent à Pékin nous pouvons payer leur salut même en donnant Irkoutsk. Tout dépendra des relations des forces en présence. Brest-Litovsk sera réédité encore plusieurs fois. La révolution chinoise pourra en avoir besoin tout autant que la révolution russe. Je vous donne un seul conseil: parlez le moins possible avec les Japonais et télégraphiez-nous le plus souvent possible. J'ajoute aussi: ne vous considérez pas comme le plus malin de nous tous.*

Cette conversation ne fut pas de nature à m'éclairer. Celle que j'ai eue ensuite avec Unschlicht donna

encore moins de résultats. J'eus également une entrevue avec Joffe qui travaillait à cette époque dans le *Comité central des concessions*. Joffe me dit de ne pas aller à Tokio, de rester à Moscou et d'entrer dans son Comité, présidé à cette époque par Trotzky. Il me promit de me faire nommer membre du *Comité des concessions*. Mais cette organisation sentait déjà la pourriture: je refusai.

Enfin, après une visite au Komintern pour me documenter sur la situation politique et une autre au Guépéou, le 7 mai 1926, je sautai dans l'express de Sibérie...

-----

L'ambassade de Tokio était en proie à des querelles sans fin entre Kopp l'ambassadeur et Janel, letton, officier d'état-major de promotion rouge.

Je fus témoin des derniers moments de cette querelle. Elle avait débuté par un incident entre Kopp et Mme Janel, femme très agréable. Kopp n'était pas moins grossier que son ami Litvinov. En prenant place dans l'auto de l'ambassade, il se mettait toujours à la bonne place et laissait les femmes occuper les strapontins. Un jour qu'il se rendait à une réunion diplomatique, Kopp fit à Mme Janel les honneurs du strapontin. Cela fut suffisant pour qu'elle devint l'ennemie acharnée de l'ambassadeur. L'attaché militaire - malgré les trois décorations du drapeau rouge qu'il avait obtenues par une bravoure exceptionnelle - avait une peur instinctive de sa femme. La colère de Mme Janel passa à son mari.

Toutes les femmes des diplomates soviétiques prirent parti pour Mme Janel, contre Kopp. La vie à l'ambassade devint alors intenable. Les employés s'espionnaient mutuellement et cherchaient à se rendre la vie impossible. Le représentant de la guépéou était aux nues. Il se faisait remettre toutes les dénonciations et pestait contre les *«gens en habit et en chapeau de soie»*.

Kopp avait un seul ami, le secrétaire d'ambassade Austrine. Un jour que celui-ci dictait tranquillement une lettre à sa secrétaire, le représentant de la Guépéou, Svrtchevsky, fit irruption dans le bureau accompagné du fiancé de celle-ci. Ils constatèrent que Austrine dictait en se penchant un peu trop vers sa secrétaire et ce geste était *«un abus dicté par les vellétés sexuelles»*. La question fut soumise à la cellule de l'ambassade et plusieurs séances furent consacrées à des débats passionnés. La cellule vota finalement une résolution neutre constatant que Austrine se trouvait trop près de la dactylographe mais que l'*«abus»* n'avait pas été établi. Austrine était marié et la jeune fille devait prochainement convoler en justes noces: on s'imagine avec quelle joie ce scandale fut exploité par les messagères de l'ambassade et de la représentation commerciale. Svrtchevsky, considérant que la cellule n'avait pas fait tout son devoir, envoya la résolution à Moscou en demandant que Austrine fut traduit devant le tribunal du parti.

Janel dirigeait en même temps une attaque de front contre Kopp en l'accusant de modérantisme et de scepticisme vis-à-vis de la révolution chinoise. Kopp aurait surestimé Tchan Tso Lin et ainsi de suite. Toutes ces accusations partaient pour Moscou, assaisonnées de commentaires relatifs aux penchants sexuels de Austrine, Moscou suivit l'exemple de Salomon: on rappela Kopp et Janel en même temps.

Je trouvai Kopp très abattu. La querelle avec Janel, une autre avec Karakhan, l'impossibilité d'exécuter les directives du bureau politique, la disgrâce, tout ceci l'avait rendu incapable de travailler. Il me passa les dossiers presque en courant. Mais les directives qu'il me donna furent plus intéressantes que celles de Tchitchérine. Sa critique des relations russo-japonaises fut pitoyable.

- *Nous cherchons, dit-il, par tous les moyens à rendre plus radicale la révolution chinoise; ceci pour évincer les Anglais et leur créer une menace directe aux Indes. Or, la Chine n'est pas mûre même pour une démocratie bourgeoise; comment voulez-vous y implanter le soviétisme? On oublie aussi que le mouvement de masses chinoises sera dangereux non seulement pour les Anglais mais aussi pour les Japonais et les Américains. Les Japonais ne feront pas voir leur intervention; mais ils ne laisseront jamais le mouvement révolutionnaire se répandre au de la de la Grande Muraille.*

- *Moscou craint un accord anglo-japonais au sujet de la Chine. Cela n'aura jamais lieu. Depuis la fin de l'alliance anglo-japonaise en 1922, et depuis la mise en construction de la base de Singapour, le Japon hait l'Angleterre. Tokio aurait été enchanté si les événements de Canton pouvaient briser l'essor de Shanghai. Même en Chine centrale, où les Japonais ont de gros intérêts, Tokio ne sera pas disposé à faire des démarches collectives avec les Anglais. Mais le Japon est trop pauvre pour pouvoir sacrifier une seule de ses entreprises engagées en Chine. Il saluera avec joie toutes les difficultés que les Anglais pourraient*

*rencontrer en Chine centrale: il escomptera la possibilité de se mettre à la place de l'Angleterre. Mais de là à laisser soviétiser la Chine... La Chine soviétique signifierait pour le Japon la perte immédiate de ses positions en Mandchourie et au Chan Doun. Le Japon acceptera une république chinoise très à gauche. Mais les Soviets en Chine signifient l'anarchie, les massacres, la désintégration du pays, l'impossibilité de faire le moindre commerce. Même dans ce cas le Japon agira indépendamment des Anglais: tellement il en veut à la Grande-Bretagne pour la rupture de l'alliance anglo-japonaise et pour la campagne anglo-américaine contre l'envahissement de Chan Doun par les Japonais.*

*- Mais le danger est ailleurs. La soviétisation de la Chine échouera sans aucune intervention des étrangers. Mais Pékin ne nous pardonnera jamais nos intrigues destinées à préparer cette «soviétisation». Serait-ce un secret que nous envoyons en Chine des millions de roubles et des armes? Que nous entretenons cette canaille de Feng You Hsiang? Que nous nous sommes engagés avec le malheureux Go Soun Lin? Karakhan crie sur tous les toits que les étrangers doivent être boutés hors de Shanghai car la concession de cette ville a été arrachée par «les baïonnettes et les canons des impérialistes». Or, nous nous sommes bien installés sur le chemin de fer chinois... Les chinois auraient-ils laissé les russes accaparer ce chemin de fer par simple amour pour Witte. Karakhan, en discutant cette question avec Litvinov, a dit un jour que le chemin de fer chinois a été obtenu par les Russes non pas par la force des armes mais par suite d'un pot-de-  
vin passé à Li Choun Tchang: il faut être un enfant ou un âne géorgien pour se contenter de tels arguments. L'Angleterre en recevant ses concessions distribuait aussi pas mal d'argent. N'oubliez pas que le comte Mouraviev Amoursky a enlevé des terres chinoises au beau milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, bien postérieurement aux concessions anglaises. Était-il plus correct dans ses actes que les «voleurs de Shanghai?».*

*- Proposez au bureau politique de rendre aux Chinois ce que la Russie leur a pris: vous verrez ce qu'ils vous répondront... Ils considèrent que les Chinois sont de petits enfants à qui on peut bourrer le crâne sans s'arrêter. Si Karakhan est naïf, Borodine est peut-être criminel. Je ne serais pas étonné d'apprendre un jour que Borodine n'a jamais été autre chose qu'un agent provocateur. Sa politique en Chine - politique qu'ils contresignent si facilement - est de la provocation. On commence à nous haïr en Chine. Paul Scheffer, qui y a été, m'a raconté beaucoup de choses intéressantes. Les amitiés chinoises pour la Russie disparaissent dans les milieux de droite et de gauche aussi. Les Chinois ne veulent plus être des lapins destinés par Litvinov et Borodine à la vivisection.*

*- L'ambassadeur de Chine, mon collègue ici, m'a dit que son pays a passé par le système soviétique au 4<sup>ème</sup> siècle avant J.-C.: 90 % de la population a crevé de faim après cette expérience. Cet ambassadeur m'a dit aussi que la Russie est libre de refaire cette expérience mais que la Chine ne marchera pas.*

Après quoi, Kopp m'a mis en relations avec le doyen du corps diplomatique, l'ambassadeur d'Allemagne Solf, et avec les chefs des sections du Ministère des Affaires Etrangères. Solf a été un véritable ami pour moi et j'ai eu maintes fois l'occasion de le consulter lui et von Borch, actuellement ministre en Chine. Ces deux Allemands m'ont rendu de grands services. Von Borch avait été pendant de longues années consul d'Allemagne dans plusieurs villes chinoises. Il connaissait à fond les généraux chinois et leurs faiblesses, les dessous de la politique de toutes les grandes puissances et les véritables intérêts économiques de chacune d'elles. Les conversations que j'ai eues avec ces deux diplomates ont duré parfois de longues heures.

Parmi les autres diplomates, je fis la connaissance de l'ambassadeur d'Italie le comte Della Torre di Lavagna et son conseiller le baron Giovanni di Giura; du ministre de Danemark M. Kaufmann; du chargé d'Affaires de la Pologne, le major lendjevitch et du ministre de la Norvège M. Grenfeld.

La colonie diplomatique de Tokio vivait sa petite vie, faisant beaucoup de sport et s'intéressant peu à la politique. En été tout le monde quittait Tokio et se réfugiait à Karuizawa, dans les montagnes où l'on pouvait respirer l'air frais. Pendant l'été de 1926, en pleine crise chinoise, deux ambassades restèrent seules à Tokio pour surveiller les Affaires chinoises : c'étaient celle de Grande-Bretagne et celle de l'U.R.S.S. Tous les autres diplomates se trouvaient à plusieurs centaines de kilomètres de la capitale et jouaient tranquillement au tennis.

Au Ministère des Affaires Etrangères je fus de suite lié d'amitié avec le vice-ministre, M. Katzdji Deboutchi, actuellement ambassadeur à Washington. M. Deboutchi est certainement un des plus brillants diplomates japonais. Très instruit, parlant l'anglais parfaitement, il connaissait à fond l'Europe, l'Amérique et la Chine; son esprit était vif et son expérience immense. Je ne cacherai pas que j'ai été sous l'influence de l'érudition et du talent de M. Deboutchi. Il m'était extrêmement difficile de ne pas accepter ses points de vue chaque fois que je discutais avec lui selon les instructions venues de Moscou tel ou tel problème. La

logique de M. Deboutchi était merveilleuse et très souvent je m'inclinai devant la force de sa dialectique. M. Deboutchi paraissait avoir une sympathie marquée pour moi et nous nous rencontrions souvent dans des restaurants japonais où il approfondissait avec moi la gastronomie et la politique extérieure de son pays. Grâce à ces entretiens je fus bientôt à même de me débrouiller dans les questions japonaises de telle façon que M. Solf en était tout étonné. M. Deboutchi bien certainement m'imposait sa façon de voir dans certains problèmes mais je lui reste tout de même reconnaissant pour ce qu'il a fait pour moi...

En juin 1926, Kopp prit le chemin de Moscou. Je restai donc en qualité de Chargé d'Affaires.

Beaucoup de questions, grandes et petites, demandaient une solution immédiate.

Le personnel de l'ambassade était à la hauteur de la situation. Les deux premiers secrétaires, Kouznetzov et Astakhov, connaissaient à fond le Japon, parlaient le japonais et l'anglais et avaient de nombreux amis à Tokio. Les deux seconds secrétaires, Wolf et Austrine, étaient des fonctionnaires accomplis, disciplinés à l'européenne et consciencieux comme des Allemands. Le service du protocole était dirigé par Levit, attaché d'ambassade; je n'ai jamais pu comprendre comment il pouvait s'intéresser à tel point à ces questions ennuyeuses. Comme chef de voûte j'avais le professeur Spalvine, drogman, pour qui la langue et les coutumes japonaises n'avaient pas de secret. Il était marié à une japonaise, veuve: son premier mari avait été poignardé en pleine rue car on l'accusait d'avoir entretenu après la guerre avec la Russie des relations trop suivies avec l'attaché militaire russe à Tokio.

Après le départ de Kopp, j'ouvris un coffre-fort dans le bureau de l'ambassadeur et j'y trouvai un dossier oublié par Kopp. Le dossier n'était pas volumineux; il contenait des lettres personnelles de Litvinov. C'était une horreur...

Il y avait d'abord une dépêche de Staline à Kopp. Je l'ai relue plusieurs fois et son texte s'est figé dans ma mémoire:

*«Au camarade Kopp, de Staline,*

*Vous vous permettez de parler en termes violents de Karakhan et de la politique qu'il fait en Chine. Vous donnez à cette politique le nom d'aventure et vous traitez Karakhan de parvenu. Sachez que Karakhan fait la politique qui lui est indiquée par le bureau politique. Vous avez des comptes à régler avec Kopp mais si vous le faites dans le dos de l'État, vous le payerez chèrement».*

Il y avait encore quatre lettres de Litvinov et de Kopp écrites de leurs propres mains probablement au carbone: ils ne se fiaient pas à leurs dactylographes.

Le duplicata d'une longue lettre de Kopp à Litvinov présentait pour moi un très grand intérêt. Elle projetait une lumière vive sur toute la politique de Kopp dans les Affaires chinoises et japonaises. Elle présentait Kopp comme un homme d'État avisé s'opposant aux aventures qui avaient été ourdies par Borodine et qui, après avoir traversé l'intelligence moyenne de Staline, étaient devenues notre politique officielle en Extrême-Orient.

*- Vous voulez savoir mon opinion, écrivait Kopp à Litvinov. Nos relations avec le Japon sont déterminées par deux éléments : l'opposition de nos intérêts mutuels dans la Mandchourie et la Mongolie et notre action au sud de la Grande Muraille. Dans le premier domaine nous devons aboutir à une délimitation des sphères d'influence. Évidemment les idiots de l'«instance» (je rappelle que le mot «instance» signifie le bureau politique) me feraient pendre comme... (ici un mot obscène) si je leur proposais une formule aussi «impérialiste». Mais il est impossible de trouver autre chose. Vous vous rappelez la convention secrète de 1915 signée, si je ne me trompe pas, par le baron Motono. (\*) . Si on pouvait suivre cette convention, les Japonais seraient enchantés. En même temps, il faut signer un accord sur les tarifs des chemins de fer de l'Est chinois et Sud Mandchourien (appartenant aux Japonais selon le traité de Portsmouth). Il faudrait arrêter les bêtises faites par Karaktan et Ivanov vis-à-vis de Tchan Tso Lin «cet ancien brigand»: comme si nous étions de grands aristocrates! D'où prend-il ces manières, cet idiot? Je me rappelle que le «chef» (Staline) considère Tchan Tso Lin comme un Koltchak chinois: ce qui le rendrait ennemi des Soviets. Or la signification dialectique du terme Koltchak présuppose la coexistence d'un pouvoir soviétique; or, vous savez que les Soviets n'existent pas encore en Chine. On peut donner à Tchan Tso Lin le nom de «Ivan Kalita» ou de «Jean le Terrible»; lui donner le sobriquet de Koltchak est se déclarer complètement incapable de comprendre la situation.*

(\*) Ici figure dans le texte: «Elle» en fin de ligne, suivi, en début de ligne suivante, de «méridien 116° 16'.» au début de la ligne suivante. Peut-être une ligne a-t-elle disparue? (Note A.M.).

*En ce qui concerne notre politique en Chine proprement dite, il faut distinguer deux éléments. (Je laisse de côté le Chan Doun où depuis les emprunts Nisichara les Japonais ont une situation se rapprochant de celle de Mandchourie). Il faut distinguer la Chine centrale et la Chine du Sud. Moscou n'a pas une idée approximative des capitaux japonais engagés dans la Chine centrale. Cela ferait quelque chose comme un demi-milliard de yens. Cette somme d'argent investie par les Japonais les rend très susceptibles en ce qui concerne la Chine du Centre; leurs intérêts sont en contradiction avec les nôtres. La Chine du Sud n'intéresse pas les Japonais. Le gouvernement de Canton pourrait mettre en travers des intérêts de l'Angleterre ceux de la France. L'Indochine est toute proche des territoires régis par Canton et le gouvernement de cette ville pourrait entrer en bonnes relations avec Paris. Rakovsky avait été chargé d'étudier cette question; mais je ne sais pas ce qu'il en est advenu».*

Le même dossier contenait des originaux de trois lettres reçues par Kopp, de Litvinov. L'une d'elles informait Kopp que Tchitchérine après avoir été nommé membre du Comité central du Parti est devenu encore plus nul, n'osant pas dire un mot aux réunions du bureau politique, de peur qu'on ne lui fasse perdre son mandat aux élections suivantes. Sa couardise est devenue telle que, craignant pour les conséquences des intrigues de Borodine et de Karakhan en Chine et n'osant pas en même temps élever la voix contre eux, il s'est déclaré malade: il passe des mois entiers sur un divan et reçoit dans cette posture les diplomates étrangers.

La politique chinoise serait passée entre les mains d'une Commission nommée par le Bureau et présidée par Unschlicht, le «*pharmacien imbécile*» comme l'appelait Litvinov. Litvinov considérait cette politique comme désastreuse; elle pourrait provoquer un conflit en Extrême-Orient et entraîner ensuite la débâcle des Soviets.

Ces lettres provoquèrent en moi un sentiment de dégoût profond. J'étais au courant des querelles Tchitchérine-Litvinov. Moi-même, j'avais été inscrit, bien contre mon gré, dans un de ces clans. Mais je n'avais jamais pu supposer que des malentendus personnels avaient pris de telles proportions et que des questions d'État n'étaient envisagées que comme moyen de combattre un ennemi personnel. Je me sentais honteux d'avoir à travailler dans une institution pourrie jusqu'à un tel point. Mon premier mouvement fut de prendre le train et de partir pour Moscou. Litvinov combattait Tchitchérine pour le seul plaisir de lui être désagréable. Mais en fin de compte... ce faisant il préconisait une politique que je considérais comme bonne; je jetai dans le feu l'ensemble du dossier.

Il me fallait maintenant apprendre la langue du pays et étudier celui-ci. Selon les conseils du professeur Spalvine, je louai une maison japonaise à Kamakura, petite ville au bord de l'Océan. J'endossai un costume japonais et je me promenais avec des pantoufles en bois, les guettas japonaises. Chaque jour j'apprenais par cœur une dizaine d'hiéroglyphes; au bout de quelque temps je me débrouillais déjà dans les inscriptions élémentaires. Il existe au Japon deux alphabets: *katakana* et *hiragana*. Les journaux et les livres sérieux sont imprimés en hiéroglyphes. Les livres de jeunesse en *katakana*. Les livres pour les femmes en *hiragana*. Pour pouvoir lire un journal, il faut connaître trois milliers d'hiéroglyphes. Les faits divers sont imprimés en deux textes: hiéroglyphes et *hiragana*; ceci afin qu'un plus grand nombre de lecteurs puissent en prendre connaissance. Sans grande peine j'appris les *katakana* et *hiragana* (elles sont composées de plusieurs dizaines de petits signes et la forme de ces signes est assez compliquée; un missionnaire les a appelés «*alphabet du diable*»). Cela me permit de lire les faits divers et de faire comprendre à mon fils les contes de fées japonais (leur variété est inépuisable!) Le pays me plaisait beaucoup. Chaque hiéroglyphe appris me donnait un sentiment de joie ignorée avant. Souvent, il me semblait - cela était très étrange - que je venais de rentrer après un long voyage dans mon pays natal.

Le japonais que j'étudiais m'étonnait: j'avais l'impression non pas d'apprendre des phrases étrangères mais de pénétrer avec joie dans un domaine de sons et de combinaisons de sons qui m'emportaient loin de moi. Les autres langues étrangères que j'ai apprises assez facilement ne m'ont jamais fait cette impression. Le japonais - c'était comme si je me rappelais des mots depuis longtemps oubliés. Je fis des progrès tellement rapides que les Japonais me soupçonnèrent d'avoir menti et d'avoir appris leur langue bien avant mon arrivée à Tokio.

La ville de Kamakura avait été la capitale du pays au 12<sup>ème</sup> siècle. Elle contient beaucoup de monuments et de temples historiques. La chapelle Dai Boutsou est célèbre dans le monde entier. Elle se trouve à l'intérieur d'une immense statue de Bouddha. Nous avons visité avec Spalvine les ruines des temps passés et ses causeries étaient toujours brillantes. Mon estime pour le peuple japonais allait grandissant: quelle ténacité de travail, quelles qualités, quel art pour organiser la vie sur un lopin de terre où le moindre des



moineaux se trouvait mal à son aise. Cette sympathie devint effective quand j'eus à traiter les affaires de pêcheries. Derrière les paragraphes de la convention à signer, je voyais les visages jaunes des paysans japonais, de ceux qui avalent avidement un poisson dur comme la pierre, un poisson dont ne voudrait point le dernier des mendiants de Moscou. C'est à cause de cela que j'ai fait parfois des concessions aux Japonais malgré les ordres formels de Moscou.

Je pensais souvent au budget d'un ouvrier japonais: habillement, 5 roubles par an (60 francs); chaussures, 50 kopeks par an (6 francs); chauffage, néant; maison à parois de papier, une dizaine de roubles. Cela explique l'essor de ce pays, manquant de naphte, de charbon et de fer, de ce pays qui est un des premiers dans l'économie mondiale. Le Japon presque complètement électrifié! Je passais souvent dans un petit village à côté d'une touffe de bambous. Dans la maisonnette en papier un vieillard rabougri et jaune, à moitié nu, frappait en cadence avec un petit marteau. Il faisait fuir les mauvais génies, tout comme ses ancêtres pendant des milliers et des milliers d'années. Et ce vieillard au rite ancestral de l'époque de Troie était éclairé par une lampe électrique!...

-----

## Chapitre dix

***Les négociations avec le baron Di-Giura. Le problème catholique et la Russie. Ma conversation avec le nonce apostolique Mgr Giardini. Mes efforts conciliateurs. Comment s'est déroulée la révolution chinoise. Borodine. L'intrigue contre Tchankai-Tchek. Fin des espérances soviétiques. Nous proposons un traité secret au Japon. Accord verbal. Arrivée de Dovgalevsky à Tokio. Les derniers efforts pour aider les extrémistes chinois. Je transfère deux millions de dollars à Changai. Mon départ de Tokio.***

Le baron Giovanni di Giura, conseiller de l'ambassade d'Italie (avec qui j'étais lié de grande amitié, car nous jouions souvent ensemble au tennis) me dit un jour qu'il voulait me présenter au représentant du Saint-Siège à Tokio, Mgr Giardini.

Le baron Giura possède de hautes relations dans les cercles catholiques italiens, et il me semblait qu'il voulait sincèrement arranger un accord entre le Vatican et les Soviets.

J'avais, personnellement, toujours préconisé un accord de ce genre. La loi soviétique sur la séparation de l'Église (on ne l'avait pas encore souillée par des persécutions imbéciles de représentants de tous les cultes...) permettait d'autoriser la propagande du catholicisme en Russie, en échange, bien entendu, de certaines concessions politiques et morales faites par le Saint-Siège. Un pareil accord préparait - partiellement - la mise en exécution de la «*pacification de la politique étrangère des Soviets*» et était un moyen de lutte contre les projets fantastiques de révolution mondiale. C'était mon système. On pouvait toujours tabler sur les frictions qui se produisaient entre le commissariat des affaires étrangères et le Guépéou, sur les antipathies personnelles des chefs et sur l'ignorance du bureau politique; ce que faisant on modérait l'ardeur des protagonistes de l'«*incendie mondial*» en mettant les intérêts majeurs de la Russie au lieu et place de la phraséologie inepte d'une révolution mondiale.

Je télégraphiai à Moscou que Giardini voulait «*causer*» avec moi et je demandai des instructions. Litvinov me répondit par une dépêche hargneuse (le Vatican était réservé à sa compétence, ainsi que les États-Unis et certaines affaires de l'Europe); il m'interdisait d'aller voir Giardini. Je lui répondis que je n'avais aucun besoin d'avoir son autorisation pour voir celui-ci car ce genre de questions relevait de ma propre compétence. Que mon désir était simplement d'obtenir le programme de nos desiderata éventuels. J'ajoutai que faute d'avoir reçu une liste de ces desiderata je pourrai m'en passer.

Litvinov avala la pilule et me fit savoir que Krestinsky était chargé à Berlin de conversations avec le nonce Pacelli et qu'il était préférable de ne pas m'engager avec Giardini. Il ajoutait, pour terminer, que si je brûlais du désir de me rencontrer avec un représentant du Saint-Siège, il n'y voyait aucun inconvénient.

Je demandai quels étaient les points de divergence entre Pacelli et Krestinsky. Litvinov me répondit que ces points n'étaient pas encore suffisamment définis; de toute façon, les Soviets insisteraient sur l'impossibilité d'admettre au rang de curés catholiques les personnes d'origine polonaise. Cela me parut fort étrange.

J'aurais compris tel ou tel argument tiré de la difficulté de mettre d'accord le Pape et les Soviétiques. Mais l'introduction d'une clause relative aux polonais ressemblait trop aux méthodes employées par les tsars à Kholm, dans la lutte contre les catholiques. J'écrivis quelques lettres à des personnes haut placées à Moscou pour leur dire ma stupéfaction.

Avant d'aller voir Mgr Giardini, j'eus quelques conversations avec le baron Giura. Je lui parlai avec beaucoup de sincérité, lui expliquant que le succès des conversations me paraissait improbable, ajoutant que je ne ferais cependant que ce qui servirait à leur bonne marche. Je savais déjà que Krestinsky se trouvait dans une impasse; pour quelle raison aurais-je été plus heureux que lui? Il est vrai que Krestinsky abordait ces questions comme un simple passe-temps, tandis que moi je leur attribuais beaucoup d'importance. De plus, Krestinsky ne pouvait conduire les conversations qu'en regardant à tout instant du côté de Moscou pour ne pas se compromettre; tandis que moi j'avais les mains libres, étant depuis longtemps compromis par tout mon passé.

A mon étonnement, Giura me répondit que le Vatican était disposé à faire de plus grandes concessions que celles qui avaient été offertes par Mgr Pacelli. Plus particulièrement, le Saint-Siège ne voudrait pas maintenir la clause des polonais, car il se rendait compte que la Russie a besoin de prêtres catholiques d'origine russe. Seuls les polonais résidant en Russie seraient desservis par des prêtres polonais (Moscou ne s'y opposait pas). Giura ajoutait que le Pape avait l'intention d'organiser en Russie des séminaires pour que les russes puissent se préparer à la carrière ecclésiastique. Le Vatican ne demandait en somme que la liberté absolue de faire de la propagande religieuse.

Giura m'expliquait longuement tous les avantages que les Soviétiques retireraient de leur reconnaissance par le Pape: prestige moral accru, reconnaissance presque immédiate par les autres pays, et surtout par les États-Unis où les catholiques sont assez puissants. Il me disait que le gouvernement des Soviétiques n'avait rien à craindre de l'apparition des prêtres sur leur territoire car *«dans tous les pays ils se montraient foncièrement disciplinés vis-à-vis des gouvernements qui ne les empêchaient pas de faire de la propagande catholique»*. Il ajoutait enfin que le clergé orthodoxe était imbu d'esprit *«de révolte»* et que son affaiblissement était dicté par les intérêts du gouvernement soviétique.

J'expliquai à Giura combien, à mon sens, il avait tort, j'avais trop vu dans ma vie de pauvres petits popes de province, mourant de faim et tremblant devant le moindre des commissaires de police. Je les comparais mentalement avec les *«pater»* catholiques dont chacun avait derrière lui l'ombre de la puissance colossale du Vatican. Je dis à Giura que le principe du *«rendez à César»* était toujours la première règle de conduite des popes orthodoxes. Les récalcitrants, s'il en surgissait parmi le clergé orthodoxe, étaient impitoyablement écrasés par les évêques. Je citai l'exemple de Raspoutine, paysan ivrogne, qui avait toutes facilités pour faire nommer à des postes d'évêques des individus comme Varnava, dont le passé ne le qualifiait que pour la réclusion. N'importe quel gouvernement russe peut utiliser comme bon lui semblera le clergé orthodoxe; l'affaiblissement de ce clergé n'était donc point dans les intérêts des Soviétiques. Du reste, rien n'était plus facile pour nous que de créer au sein du clergé orthodoxe, le cas échéant, une opposition qui réduirait l'Église à l'impuissance. Ce qu'on appelle *«l'Église vivante»* n'était qu'un des exemples de cette méthode. Du reste, la religion orthodoxe étant la religion de la majorité du peuple russe, nous ne pouvions pas favoriser les catholiques et leur propagande. Agir autrement serait se mettre en conflit direct avec les paysans; or, leur collaboration était la base de la politique du N.E.P. (c'était en 1926). Giura et Giardini devaient bien comprendre tout cela pour ne pas se faire d'illusions, dangereuses selon moi. Une égalité parfaite avec les orthodoxes était le maximum des concessions que Moscou pourrait faire.

Quelques jours après, j'eus une entrevue avec Giardini; j'informai immédiatement Moscou que nous étions sortis de l'impasse. Litvinov me répondit que Krestinsky était chargé de reprendre ses conversations avec Pacelli. J'avais à dire à Giardini que Tokio n'était pas un endroit favorable pour les conversations de ce genre, les distances étant trop grandes. On sait que Krestinsky n'a abouti à rien...

En automne 1926, eut lieu à Tokio un congrès pan-pacifique. Ces congrès ont lieu tous les trois ans; y prennent part tous les riverains du Pacifique; les capitales des pays intéressés offrent l'hospitalité à tour de rôle.

Le gouvernement japonais prit toutes les mesures nécessaires pour permettre aux délégués non seulement d'assister à des rapports scientifiques, mais encore de visiter le pays. Le prince Tokougawa, descendant des shoguns qui gouvernaient le pays avant la révolution de 1860, fut nommé président du congrès. Les représentants diplomatiques des pays riverains étaient vice-présidents du congrès. La Russie sovié-

tique fut donc obligée de donner sa participation. Cela n'alla pas sans hésitations de la part de Moscou. On y confondit le pacifisme et l'océanographie du Pacifique. On décida donc «*de ne pas prendre part à une nouvelle manifestation de pacifisme petit-bourgeois et impérialiste*». Il fallut expliquer la différence entre le pacifisme et le Pacifique. Le bureau politique vota d'urgence une motion me donnant les autorisations nécessaires.

La délégation soviétique fut représentée par des savants tels que Berg, Chmidt, Komarov, Chteinberg, etc...; ils déposèrent des rapports très remarquables. Des politiciens ne manquèrent point de s'adjoindre à ces savants, dont Vilensky Sibiriakov. Mais ils se tinrent tranquilles. A ce moment la campagne de Staline contre l'*Académie des sciences* n'avait pas encore été amorcée.

Le congrès pan-Pacifique me mit dans la nécessité de me mettre au courant des formes extérieures de l'étiquette japonaise. Le Japon est un pays très démocratique. Passant l'été à Kamakoura, je voyais souvent des ministres japonais sortir des wagons de première ou même de seconde, bousculés par la foule des trains de banlieue. Mais les cérémonies officielles sont soumises à un protocole strictement réglé, surtout si des princes du sang y participent. Par exemple, après chaque audience on est obligé de sortir sans tourner le dos à celui qui vous a reçu; méthode non recommandée avec les portes si étroites des maisons japonaises. La réception chez le prince Fousimi me valut une grosse bosse. Ce ne me fut pas une grande consolation de voir à côté de moi l'ambassadeur des États-Unis, Mr Mc Veagh, se frotter le dos endolori dans les mêmes conditions. Les princes eux-mêmes ne font pas grande attention aux formes protocolaires qui semblent même les gêner. Par exemple, quand on parle à un prince du sang, il faut employer des formules spéciales, «*des agglutinations d'étiquette*», particularité de la langue japonaise. Deux mois après mon arrivée au Japon, plein de confiance dans les progrès linguistiques que j'avais faits, je me mis à donner à un prince le titre de «*Votre électricité impériale*» au lieu de «*Votre altesse impériale*». Le prince fut pris d'un fou rire et prolongea l'audience bien au delà de ce qui était prescrit par les circonstances. Il me retint plus d'une demi-heure; je ne savais pas à quoi attribuer cette attention flatteuse. Le professeur Spalvine, en cherchant la clef de l'énigme, me fit répéter les phrases que j'avais prononcées et constata avec stupeur que j'avais accumulé les pires bêtises. Il me conseilla même d'aller présenter mes excuses au prince en question. Mais le rire du jeune prince avait été si sincère que je décidai de ne donner aucune suite à cette aventure. Un chargé d'affaire soviétique parlant comme un brave à «*Son électricité impériale*» est chose peu commune, et le prince devait m'être reconnaissant pour ce divertissement inattendu.

Je voyageais beaucoup au Japon. Je visitai le nord du Japon avec les îles Khocaido, le midi avec les îles Kio Sio et Sikokou et la région Zourouga et Kobe Osaki. A Khakodate (Khocaido) j'eus l'occasion de constater de visu combien étroits étaient les rapports du Japon septentrional avec les eaux russes. Le consulat soviétique à Khacodate était littéralement submergé par les demandes de certificats de navigation nécessaires aux bateaux se rendant vers le littoral russe. Les incidents et les malentendus foisonnaient. Le tact de Loguinov, le meilleur consul que j'aie rencontré, suffisait pour aplanir les difficultés. Les pêcheurs japonais manifestaient une grande sympathie à l'égard de Loguinov. La *Société des pêcheries Nitchiro Giogio Kabousiki Kaisa* ne tarissait pas d'éloges à son égard. Mais les organes soviétiques d'Extrême-Orient boudaient Loguinov pour cette seule raison qu'il plaisait aux japonais. Des dénonciations provenant de Khabarovsk, de Vladivostock et du Kamcharka s'empilaient dans mes bureaux, l'accusant de tous les péchés et demandant de le traduire devant une commission de contrôle du parti. Il fallut me rendre sur place. Mon impression fut excellente.

Toute autre était l'atmosphère que je trouvai au consulat général de Kobé. Le poste de consul général était occupé par Maltzev, vieux communiste, ancien étudiant de l'Institut polytechnique de Pétrograd, ami intime de Molotov. Le travail à Kobé faisait défaut et Maltzev dégingolait à vue d'œil. Il jouait aux cartes, s'enivrait, traînait dans des bouges du port. Or, il existe à Kobé une assez grande colonie européenne et les aventures de Maltzev finirent par se répandre dans la presse anglaise.

En visitant Kobé, je questionnai les fonctionnaires du consulat général, de la représentation commerciale et de la filiale de la Dalbanque et j'acquis la certitude que la présence de Maltzev ne devait plus durer. Celui-ci, très mécontent d'avoir à partir, essaya, en arrivant à Moscou, de m'accuser de partialité. La commission centrale de contrôle lui fit une réprimande sévère et le chargea d'une autre mission: il est devenu un des représentants de la Voksv, société d'intensification de rapports avec les étrangers. Il continue à boire. C'est ce qu'il sait le mieux faire.

Les consulats soviétiques au Japon travaillaient dans des conditions très anormales: absence de relations suivies avec la Russie, impossibilité de se faire assimiler par les colonies européennes locales et

manque absolu de travail productif. L'ennui aidant, les fonctionnaires passaient leur temps à se jalouser les uns les autres, à envoyer à Moscou des rapports diffamatoires et à boire.

Ces détails formaient les à-côtés d'un énorme travail diplomatique qui s'accomplissait à cette époque. Vers l'automne 1926, le mouvement révolutionnaire chinois débordait le Midi et envahissait la Chine du Centre. La marche de Chan Kaï Chek vers le Nord se transformait en triomphe remporté par les forces démocratiques chinoises sur les aventuriers militaires. Les instructeurs russes jouèrent, lors de cette marche, un rôle presque décisif. Ils apportaient à Chan Kaï Chek les principes de la stratégie moderne et lui permettaient de créer une véritable armée capable d'ouvrir, à la pointe de ses baïonnettes, les voies à une Chine libre tant politiquement qu'économiquement. J'assistai à ces mouvements de millions d'hommes et il me paraissait que le plus grand des mystères s'accomplissait devant mes yeux: la naissance d'une nouvelle culture puissante. Au moment où le mouvement s'approcha de la rivière Yan Tse Kiang, en suivant les routes précédemment utilisées par les Taï-Pings, j'eus l'impression que Chang Kaï Chek aurait la possibilité de jouer le rôle d'un *Kemal pacha* chinois et de transformer son pays en une république aussi forte que le monolithe créé par le grand dictateur turc. Que de fois, nous attardant sur les nattes d'un restaurant japonais, nous passions en revue, avec Deboutchi, l'ensemble des événements chinois! Il connaissait mieux que personne les généraux chinois et la lutte des ambitions à l'intérieur du Gomindang. Il me répétait, dans un anglais impeccable à peine teinté d'accent japonais:

*- Nous ne craignons pas la Chine nouvelle. Nous n'entraverons pas l'action de Chang Kaï Chek. Jamais! Le Japon est un pays pauvre. Nous ne pouvons pas renoncer aux capitaux investis en Chine, car ce pays est en premier lieu un marché pour les marchandises japonaises. La nouvelle Chine sera dix fois plus riche que celle qui l'aura précédée. Quel intérêt aurions-nous à arrêter le développement des marchés chinois? Du reste, les anglais ne craignent pas non plus le développement de ces derniers; les appréhensions que vous nourrissez ne sont pas fondées. Ce qui effraye les anglais, c'est la menace vers l'Inde, menace d'autant plus réelle que la politique de la nouvelle Chine se trouvera sous votre influence. Rappelez-vous une chose. Le Japon ne vous permettra pas lui non plus de soviétiser la Chine ni d'annexer la Chine à l'Union de vos républiques comme vous l'avez fait avec la Mongolie extérieure. Soyez prudents. Si vous commettez des erreurs en Chine, vous ferez plus de mal à ce pays que toutes les flottes des pays que vous appelez impérialistes pour cette seule raison que ceux-ci ne veulent pas vous laisser soviétiser les chinois. N'oubliez pas aussi que nous avons des intérêts majeurs en Mandchourie: deux cent mille de nos soldats y dorment de leur dernier sommeil. Ayant payé ce prix, nous tenons à nos intérêts. Nous réglerons ces problèmes avec la nouvelle Chine, mais cela demande du temps. Nous avons besoin des produits de la Mandchourie, qui permettent d'alimenter notre population. A la moindre menace se précisant contre ces ressources, une collision entre nos deux pays est inévitable. Vous savez que les diplomates ne parlent jamais de guerre. Actuellement ce n'est pas un diplomate qui s'entretient avec vous; c'est un ami. Je vous répète: nos deux pays sont en bonnes relations et doivent rester en bonnes relations. La menace contre la Mandchourie signifie la guerre.*

Je savais que Deboutchi parlait sincèrement et cela me rendait très inquiet, car ce parvenu de Borodine envoyait en Chine des directives dangereuses. Les membres de notre ambassade à Pékin venaient très souvent à Tokio ainsi que les instructeurs militaires. Le mieux informé était Vedernikov, attaché à Pékin. Ce qu'il me raconta était très triste. Borodine orientait la révolution chinoise de plus en plus à gauche; dans son entourage on parlait déjà - à mots couverts pour commencer - de la soviétisation de la révolution chinoise. Vedernikov ne pouvait pas supporter ce mot d'ordre. Il disait que selon tous les rapports, Chang Kaï Chek était un démocrate honnête et un révolutionnaire à toute épreuve. Cet homme ne nous permettrait jamais de procéder à la «soviétisation» et se retournerait contre nous dès que Borodine commencerait à mettre à exécution ses projets néfastes. Ce revirement de Chang Kaï Chek provoquerait une lutte intestine dans le Gomindang et le priverait de la base sociale sur laquelle reposait jusqu'alors son action. Dans l'impossibilité de continuer son action révolutionnaire, il serait obligé de réduire à néant la régénération de la Chine, et cela aboutira à nous rendre haïssables aux milieux radicaux chinois qui continuaient encore à nous considérer comme leurs plus grands amis. Vedernikov me raconta que Borodine avait fait venir chez lui les instructeurs militaires soviétiques de l'armée de Chang Kaï Chek et qu'il leur avait distribué un chiffre personnel leur enjoignant de «mettre leur travail militaire en relations étroites avec les agents du Komintern qui, de leur côté, s'inspireraient de la situation politique en général». En pratique, cela signifiait le mot d'ordre de «défaitisme», c'est-à-dire de trahison partielle au moment où il s'agirait de porter un coup au prestige de Chang Kaï Chek et de le remplacer par un chef plus enclin à accepter les théories communistes. Cela était d'autant plus facile pour nos instructeurs que Chang Kaï Chek luttait en ce moment contre plusieurs ennemis, dont le groupe de Changhaï commandé par Soun Tchouan Fan était le plus dangereux.

Vedernikov me dit que les instructeurs étaient indignés des ordres donnés par Borodine. Leur doyen, Galine (il s'appelait aussi Blücher et s'était lié de grande amitié avec Chang Kaï Chek) répondit à Borodine qu'on le poussait à commettre un crime, acte dont il se sentait incapable; il télégraphierait donc à Staline qu'il refusait d'obéir à Borodine. Darovsky, un autre instructeur-chef, et plusieurs des membres de notre délégation qui assistaient à cette entrevue firent les mêmes déclarations. Peu nombreux furent les officiers russes qui s'inclinèrent devant l'aventurier. Cette «révolte» fut réprimée par une dépêche de Staline qui intima l'ordre d'exécuter à la lettre les instructions de Borodine. Un lot d'instructeurs fut rappelé à Moscou et traduit devant le tribunal du parti sous divers prétextes qui n'avaient rien à faire avec la «révolte» (ivresse, manque de discipline et ainsi de suite).

Le «*défaitisme*» de Borodine fut une des causes principales de la rupture entre Chang Kaï Chek et Moscou. Pendant les opérations conduites contre Soun Tchouan Fan et contre Tchan Tzoun Tchan, les chinois interceptèrent une dépêche chiffrée adressée par Borodine à Darovsky et lui enjoignant de saboter l'avance des troupes dont il était le chef effectif, afin de retarder la prise de Changhaï. Borodine pensait que Chang Kaï Chek, une fois cette ville prise, raffermirait son prestige personnel à un point tel qu'on ne pourrait plus le renverser au moment opportun. Certains généraux chinois, grassement payés bien entendu, avaient déjà promis d'embrasser le communisme. La préparation de la garde rouge allait tout son train à Changhaï. Le plan de Borodine était des plus simples: faire battre l'armée de Chang Kaï Chek, et le faire remplacer par un de ces généraux «*communistes*». En même temps, la garde rouge se soulèverait à Changhaï, chassant les soldats démoralisés de Tchan Tzoun Tchan (parmi lesquels, seules, quelques escouades composées d'émigrants russes pouvaient opposer de la résistance). La révolte victorieuse à Changhaï, un gouvernement révolutionnaire, genre *Soviet*, serait créé et l'armée rouge de Chine mise sur pied.

Tout ceci fut manqué grâce à l'interception de la dépêche. Tchang Kaï Chek fit arrêter l'instructeur soviétique. Changhaï fut pris et Bai Tzoun Tchi, un des lieutenants de Chang Kaï Chek, désarma en quelques jours la garde rouge de cette ville.

La répercussion de la nouvelle politique du Komintern se fit bientôt sentir à Tokio. En cherchant à «*soviétiser*» la révolution chinoise, Moscou voyait venir l'intervention étrangère. Mais Moscou continuait à se bercer de cette idée qu'une intervention en Chine n'était pas possible sans la participation nipponne. Le Japon aurait été le seul État capable de transporter en peu de temps sur le territoire chinois les dix à quinze divisions nécessaires pour appuyer l'intervention. Conformément à ces prémisses, Moscou estimait que la soviétisation de la Chine devait être précédée d'une rupture entre le Japon et la Grande-Bretagne, seul État capable de prendre l'initiative de l'intervention. On pensait qu'il ne serait pas difficile de rendre une entente entre ces deux pays complètement impossible. Certains éléments politiques laissaient entrevoir une telle attitude du Japon. Sir Tilly, nouvel ambassadeur de Grande-Bretagne, récemment arrivé d'une des républiques sud-américaines, manquait d'expérience et n'avait pas su se créer des sympathies. Du reste, selon Moscou, le Japon devait entrevoir avec joie le moment où l'Angleterre serait refoulée du sol chinois: «*La liberté de traiter avec le Japon - m'écrivait de Pékin Karakhan - serait pour la révolution chinoise victorieuse un des problèmes internationaux les plus importants*».

-----

Je considérais cette façon de voir comme totalement erronée. Le Japon avait des raisons d'être mécontent des Anglais: le refus d'appuyer les «*quinze points*», le non-renouvellement de l'alliance anglo-japonaise, la campagne de la presse britannique demandant, d'accord avec les Américains, l'évacuation du Chan Dou; la mise en construction de la base de Singapour, la concurrence des produits anglais dans la Chine centrale, tout ceci ne présageait rien de bon. Mais l'ensemble de ces antagonismes n'allait que jusqu'à une certaine limite. Un gouvernement du type Kemal installé à Pékin signifiait une menace directe contre les Indes; mais la Chine soviétisée n'était pas moins menaçante pour la Corée et Formose, sans parler de la Mandchourie directement visée. Les Japonais devaient comprendre que les soviets chinois se lieraient immédiatement avec Moscou et que Moscou ne pourrait pas ne pas soutenir leurs luttes contre le Japon. Mes conversations avec Deboutchi m'indiquaient clairement que la soviétisation de la Chine provoquerait non seulement une intervention des Japonais mais même une guerre nouvelle avec la Russie.

Or, je savais que le bureau politique n'était pas encore fixé sur la politique à suivre en Chine. Cette question devait être définitivement résolue selon les perspectives qui s'ouvriraient pour les relations russo-japonaises. Dans ces conditions, je ne me croyais pas tenu d'exécuter à la lettre les innombrables directives qui venaient de Moscou. Je décidai qu'il fallait à tout prix démontrer au bureau politique l'impossibilité de se mettre d'accord avec le Japon; de cette façon la position des adversaires de la soviétisation de la Chine serait renforcée.

Bientôt j'eus l'occasion de vérifier mes impressions en ce qui concerne les Japonais. Une dépêche de Staline me donnait l'ordre de proposer au gouvernement de Tokio la signature d'un pacte de non-agression, semblable à celui que nous venions de parapher avec les Allemands. Cet accord devait créer une fois de plus une hostilité entre Japonais et Anglais et rendre impossible toute politique de collaboration entre Tokio et Londres dans les questions russes. Un tel accord permettait à Borodine d'avoir les mains libres en Chine, car il dissipait la crainte d'une intervention japonaise.

C'est sans enthousiasme et sans hâte que je me mis à exécuter les directives du bureau politique. J'essayai d'abord de dissuader Staline. Je répondis poliment mais fermement que de telles propositions ne peuvent pas être faites sans préparation préalable du terrain, car, autrement, les Japonais pourraient n'y voir qu'une simple provocation. J'expliquai que le Japon était lié par des accords internationaux et qu'il était membre de la S.D.N. Tout ceci compliquait singulièrement mes démarches éventuelles et me mettait dans l'obligation de demander au commissariat des affaires étrangères des instructions techniques. (Je savais très bien que la dépêche avait passé par-dessus la tête de Tchitchérine et je cherchais par ces moyens détournés d'attirer l'attention du commissariat sur ce qui se tramait, car plusieurs membres du commissariat étaient des adversaires résolus de la politique Borodine).

Une nouvelle dépêche de Staline m'annonça que le côté technique était laissé à ma discrétion; quant au traité, il devait être signé dans le plus bref délai et à tout prix. Cette réponse ainsi que le fait de l'absence de toutes instructions du commissariat confirmait mes craintes: Borodine était le vainqueur sur toute la ligne, - à Moscou, bien entendu, et non en Chine...

Je me rendis chez le Dr Solf pour lui demander son opinion. Entre autres choses, je lui posais la question: pourrions-nous signer un pacte de non-agression avec le Japon? Je ne lui dis pas que j'avais en poche une dépêche de Staline me donnant des instructions formelles. Je pense que le Dr Solf, diplomate avisé et intelligent, comprit de suite de quoi il s'agissait. Un peu plus tard, en quittant le Japon en 1927, je mis le Dr Solf au courant de l'accord verbal entre moi et Deboutchi, accord qui tint lieu d'un traité signé.

Le Dr Solf me répondit qu'il ne voyait pas la possibilité d'obtenir la signature du Japon. Une enquête faite ailleurs confirma ses dires. Je répondis au bureau politique que les résultats de mes efforts étaient défavorables et que je croyais inutile de faire des propositions officielles. Deux jours après, Staline me télégraphiait d'avoir à «*obtenir faute de mieux un protocole quelconque*», par exemple portant: «*que les deux puissances n'interviendraient pas en Chine*». En recevant ce papier, je haussai les épaules et je répondis qu'une nouvelle enquête (je n'y avais point procédé) avait démontré l'impossibilité de signer le protocole envisagé.

Quelques jours s'écoulèrent ainsi. Une nouvelle dépêche de Staline - violente celle-ci - m'enjoignait de faire des ouvertures, nonobstant toutes les enquêtes.

Très contrarié, je me rendis chez Deboutchi. J'avais à liquider certaines questions de détails commerciaux. A la fin de la conversation, je dis à Deboutchi que j'avais une proposition très sérieuse à lui faire et que je ne l'effleurerais pour le moment que tout à fait officieusement. Après cette prudente entrée en matière, j'exposai les offres faites par Moscou. Il en fut totalement abasourdi et répondit par des anecdotes. Je répétais que la proposition provenait de mon gouvernement; il me répondit alors qu'il fallait examiner de près le côté juridique avant de pouvoir se prononcer même en principe. Je lui promis de lui envoyer un texte préliminaire.

Moscou s'impatiait; tous les jours je recevais, des dépêches me priant d'activer la réponse. Je me défendais tant bien que mal en télégraphiant qu'en brusquant les pourparlers on allait tout droit à un échec.

Lors de ma deuxième visite chez Deboutchi, celui-ci me fit savoir que le gouvernement japonais ne pouvait pas envisager la signature d'un traité de non-agression, car un traité de ce genre devait être sanctionné par le *Conseil Privé Suprême*. Or, le Conseil s'y opposerait certainement. Pour remplacer le traité proposé par Moscou, Deboutchi me fit les suggestions suivantes. L'accord signé par les Soviétiques avec le Japon à Pékin en 1925 était un accord provisoire; il prévoyait la conclusion d'une convention de pêche et d'un traité commercial. Il fallait donc d'abord épuiser les clauses de l'accord de 1925 et procéder à la conclusion des deux traités prévus; ensuite on pourrait reparler d'un accord de non-agression.

Cette réponse me fit sourire. Les Japonais ne voulaient prendre aucun engagement en ce qui concerne la Chine. Mais en même temps ils ne voulaient pas répondre d'une façon négative pour ne pas avoir l'air de marcher à la remorque des conservateurs anglais. Le traité de commerce demanderait beaucoup de

temps et cela permettrait à la situation chinoise de s'orienter définitivement. Je n'insistai pas. Mon attitude dût l'étonner: je montrais trop peu d'empressement à m'acquitter de la mission importante confiée par le gouvernement soviétique. Je transmis à Moscou la réponse de Tokio. Nouvelle pluie de dépêches, aussi ineptes les unes que les autres. On me disait de proposer aux Japonais des avantages économiques dans le Primorié et au Kamtchatka. Moscou supposait qu'un problème de cette importance serait résolu par le Japon selon les intérêts de quelques industriels du pays. Je ne fis aucun geste pour faire aux Japonais ces avances; j'écrivis à Moscou qu'il était impossible de parler de quelques yens quand les intérêts vitaux de l'Empire étaient en jeu.

Dans l'une de mes dépêches je fis une allusion discrète en vue de suggérer le rappel de Borodine: cela pourrait faciliter la conclusion de l'accord. Je ne sais pas si Staline comprit ce que je voulais dire. Une semaine après je recevais une nouvelle dépêche rédigée comme un appel amical plutôt que comme un ordre. (Staline devait avoir quelques difficultés avec le Bureau politique.) On m'informait qu'il *«fallait obtenir un accord verbal et qu'aucun effort ne devait être épargné pour atteindre ce but»*.

Ma nouvelle proposition ne fut pas de nature à étonner Deboutchi. Il réitéra les assurances données précédemment, et ajouta:

*- Je puis vous dire au nom du gouvernement japonais que nous n'avons pas la moindre intention de vous attaquer.*

Je saisis la balle au bond: *«Le gouvernement soviétique aurait exactement les mêmes intentions vis-à-vis du gouvernement japonais»*.

Un long rapport annonça ce beau résultat à Staline. J'ajoutai que tout nouvel effort serait inutile. Moscou accepta ce résultat comme la conclusion d'un pacte de non-agression; tel fut le sens d'une dépêche chiffrée envoyée aux autres ambassades; nous la reçûmes aussi à Tokio. Cette dépêche disait: *«qu'après de longs pourparlers nous avons réussi à conclure avec le Japon un accord verbal de non-agression; nous devons ce succès à la sagacité du camarade Bessedovsky, qui aura contribué ainsi à consolider notre situation en Extrême-Orient»*.

Pour les besoins de la cause on m'avait promu grand homme. Je n'avais fait que saboter cette mission, autant que j'avais pu. Pour des raisons de politique intérieure du parti on m'attribuait des victoires tout à fait imaginaires. Quoi qu'il en soit, Moscou resta sous l'impression qu'un accord verbal secret avait été conclu. La presse étrangère en parla. En fait, il n'y avait eu qu'un *«gentleman's agreement»* entre Deboutchi et moi.

Or, les événements chinois se développaient sur un rythme accéléré. L'aventure de Borodine décomposait le Gomindan, faisant péricliter le mouvement national chinois. Les essais faits pour acheter certains généraux chinois et les faire marcher contre Chan Kaï Chek sous la bannière communiste faisait revivre dans l'armée chinoise (elle venait à peine de se consolider) l'esprit de vénalité, propre aux aventuriers militaristes de l'ancien régime. Borodine était le poignard enfoncé dans le dos du mouvement national. Borodine restait à Chankéou, nouvellement baptisé Ouchan, et s'efforçait de jouer le rôle de chef suprême de la révolution chinoise. L'ombre de Soun Yat Sen continuait encore à planer sur lui. Le jour de sa mort, Soun Yat Sen avait désigné Borodine à ses élèves comme représentant d'un pays non intéressé à voir la Chine se décomposer en États indépendants, ni à perdre définitivement son indépendance économique et politique. L'autorité de Borodine reposait principalement sur ces paroles prononcées par le grand chef sur son lit de mort. Mais la politique du Komintern réduisait à néant l'autorité de Borodine. Le conflit entre Chan Kaï Chek et Borodine (conflit qui retarda de longues années l'assainissement politique de la Chine) mit fin à la carrière de Borodine, dont la seule valeur, aux yeux de Moscou, résidait dans l'influence dont il jouissait dans les milieux révolutionnaires chinois.

Après l'échec de la politique du Komintern, on se mit à chercher celui qui devait jouer le rôle de bouc émissaire. Borodine était tout désigné pour ce rôle.

On l'accusa d'avoir *«saboté les directives du Komintern et de n'avoir pas su apprécier à sa juste mesure le mouvement agraire chinois»*. Tout cela n'était pas sérieux, et Lominadze, un ami de Staline qui eut une carrière de peu de durée en Chine, ne put pas sauver le parti communiste chinois d'une défaite cuisante. L'influence russe en Chine sombra en même temps, et cela malgré tous les efforts de Lominadze, qui était disposé à accepter dans le parti communiste chinois n'importe quel bandit ou général.

Les Japonais eurent beaucoup de peine à comprendre le sens véritable du conflit entre Chan Kaï Chek

et Borodine. A Tokio, personne ne pouvait concevoir que nous détruisions avec tant de légèreté notre propre influence en Chine. Les Japonais commencèrent par supposer que Moscou avait des raisons personnelles pour ne pas se fier à Chan Kaï Chek: n'avait-il pas fait ses études dans l'Académie japonaise de l'état-major? On pouvait le soupçonner d'être dévoué au Japon...

Un jour j'eus une longue conversation avec Deboutchi. Il me questionna longuement sur Chan Kaï Chek et sur ses successeurs éventuels. Il me cita plusieurs noms: Ian Chen Dji, Bai Tzoun Tchi, Ou Tzin Vei, Da In Da, Chou Chan Min, etc... Les uns étaient trop à droite, les autres trop à gauche: tous manquaient d'autorité. Nous aboutîmes à ce résultat que Chan Kaï Chek était le seul à pouvoir cristalliser la révolution chinoise. En frappant Chan Kaï Chek, Staline démolissait le mouvement national chinois et détruisait notre prestige en Chine.

Je compris aussi que le Japon serait disposé à soutenir jusqu'à un certain degré le mouvement national chinois, mais que la politique criminelle du Komintern l'obligerait finalement à prendre position contre nous. Le jour où les fusiliers marins japonais firent leur apparition à Changhaï et à Chankéou, je compris que la période des hésitations était terminée.

C'est en février 1927 que je reçus la nouvelle de la nomination de Dovgalevsky au poste d'ambassadeur au Japon (il avait été ministre en Suède). Cela me réjouit grandement, car des raisons personnelles m'obligeaient à solliciter mon rappel. Ce rappel, je le demandai le cœur gros, car j'avais appris à aimer ce pays dont la langue et les usages ne m'étaient plus inconnus. Le fait est que ma santé était ébranlée et que ma femme traversait une crise des plus dangereuses. Elle avait des étourdissements fréquents, elle tombait sans connaissance à tout propos. Mon fils toussait et s'étiolait. Les médecins diagnostiquaient que ma femme s'exposait à une anémie cérébrale. Je demandai l'autorisation de rentrer en Russie, mais il me fut tranquillement répondu que je ne pourrais quitter mon poste qu'après avoir mis au courant le nouvel ambassadeur de toutes affaires en cours. Mes protestations ne servirent à rien.

Ma collaboration avec Dovgalevsky ne devait pas être de longue durée. Je m'intéressais donc médiocrement à sa personne. On m'avait expliqué que Dovgalevsky était un fonctionnaire timide, consciencieux, craignant ses supérieurs et traitant de haut ses subalternes. Il aurait vécu plus de quinze ans en France, ce qui lui aurait permis d'apprendre à parler et à écrire couramment le français. Peu de capacité et une grande difficulté à s'orienter dans un nouveau travail.

Plus décourageants étaient les renseignements sur Mme Dovgalevsky. Une femme d'une cinquantaine d'années, ayant divorcé plusieurs fois et s'efforçant de paraître jeune. Issue d'une famille noble et fort entichée de sa naissance. Adorant danser avec les jeunes gens, n'hésitant pas à fréquenter les dancings (plus tard ceux de Paris), où elle use des services des professionnels. Antisémite, virulente. Le pauvre Dovgalevsky, israélite lui-même, obligé de faire oublier ses origines et obligé d'écouter ses diatribes contre les juifs.

A un certain moment, Dovgalevsky eut de gros ennuis à cause de sa femme. Un des agents du Guépéou en Roumanie (actuellement arrêté), agent qui pouvait connaître tous les rapports secrets de la Siguranza (police politique roumaine) fit savoir à Moscou que Mme Dovgalevsky avait fait la connaissance de certains Roumains de marque; elle se les était fait présenter dans un dancing de nuit et elle continuait à danser avec eux à Paris. Le Bureau politique fit des observations à Dovgalevsky et pria sa femme de se rendre à Moscou sous prétexte d'un traitement médical à suivre. Là, elle eut à entendre au Guépéou des comptes détaillés de toutes ses aventures. Ce ne fut qu'après une détention à domicile qui dura plusieurs mois qu'elle fut autorisée à rentrer à Paris. Le Guépéou détient en qualité d'otage un de ses enfants (d'un mariage antérieur).

En arrivant à Tokio, Dovgalevsky me dit carrément qu'il lui faudrait quelques mois pour prendre en mains toutes les affaires courantes; en attendant j'aurai à gérer l'ambassade comme bon me semblerait, mon départ ne pourrait avoir lieu avant le mois de septembre. Je restai donc à Tokio maître absolu de la situation.

Les incidents de Nankin et le «*défaitisme*» des instructeurs russes formèrent le point culminant de la première période de la révolution chinoise. On m'a raconté plus tard, à Moscou (mon interlocuteur était un des hommes les mieux informés) que les incidents de Nankin avaient été provoqués par un général chinois qui avait reçu la forte somme promise par Borodine à celui qui organiserait des massacres. Mon interlocuteur, un des membres du gouvernement soviétique, se montrait fort indigné du manque d'adresse dont avait fait preuve ce général; il m'avait même dit:

- Ah! si c'était Boudenny avec une de ses divisions! C'est alors qu'on aurait «*zigouillé convenablement*»!



Le sens de ce geste était de compromettre Chan Kaï Chek devant les étrangers et de provoquer des représailles anglo-américaines, représailles qu'on aurait pu savamment exploiter dans la presse soviétique. Dès la première nouvelle du bombardement de Nankin par les forces anglo-américaines (il fallait à tout prix sauver les étrangers réfugiés dans les entrepôts de Nobel) l'agence Tass (1) fit afficher que six mille Chinois avaient été tués. Cette information dut être démentie par la suite.

Ayant rompu avec Chan Kaï Chek, les Soviets se mirent à la recherche d'un chef plus à gauche. On s'arrêta d'abord à Van Tzin Vei.

Lominadze, ami personnel de Staline et nouveau représentant du Komintern en Chine, fut chargé de faire l'éducation de Van Tzin Vei. Il n'y réussit pas. Van Tzin Vei, bureaucrate paisible, se montra tout à fait incapable d'assumer le rôle de chef d'une révolution sanguinaire. Finalement on dut abandonner tout espoir de trouver un second Chan Kaï Chek. Mais la lutte intérieure dans le Gomindan, qui fut le résultat direct de ces tentatives moscovites, se termina par un affaiblissement considérable de ce parti révolutionnaire. L'autorité du chef «*de la campagne du Nord*» périclita et les événements en Chine subirent un temps d'arrêt qui n'est pas encore terminé.

J'assistai donc à Tokio, impuissant, aux derniers soubresauts de la politique chinoise de Staline. Après maints et maints efforts, on trouva deux aventuriers qui se nommaient «*généraux*» et qui n'étaient que des brigands: Ye Tin et Kho Loun. Contre rémunération, ils se déclarèrent prêts à assumer le commandement politique et militaire de la province de Kho Nan. Ils reçurent l'ordre de marcher contre Chan Kaï Chek; les syndicats professionnels de Changhaï devaient simultanément organiser une rébellion contre Bai Tzioun Tchi.

En août 1927, je reçus une dépêche chiffrée signée par Spounde, membre du conseil d'administration de la Banque d'État. On m'informait que le Bureau politique avait voté deux millions de dollars pour soutenir la politique de Ye Tin et de Kho Loun, ainsi que des syndicats de Changhaï. Spounde me priait de ramasser sur la bourse de Tokio une quantité importante de chèques au porteur sur New-York; ces chèques devaient être transmis à Changhaï par des agents sûrs; le consulat local se chargerait de leur distribution.

Je répondis que la représentation commerciale à Tokio ne pouvait pas entreprendre une opération de ce genre. Le gouvernement japonais en serait immédiatement avisé et comme il serait enclin à supposer que les chèques étaient destinés à la propagande révolutionnaire au Japon, des complications diplomatiques seraient inévitables.

Spounde essaya de discuter et même d'exercer une pression par l'entremise de Staline. Je ne cédaï pas. J'informai ce dernier que je considérais la dépense comme exagérée et politiquement inopportune. Selon moi, le Bureau politique, s'il tenait tellement à acheter deux brigands, pouvait les avoir pour 200.000 dollars. Je n'ignorais point la situation précaire des finances russes et la pensée que deux millions de dollars iraient se perdre dans des poches chinoises me révoltait.

Moscou m'avisa alors que mes conseils politiques étaient déplacés; en ce qui concerne le danger de procéder à la Bourse de Tokio, le Bureau était d'accord avec moi. Les deux millions de dollars seraient donc envoyés en coupures de mille et de cinq mille dollars par la poste diplomatique.

Un peu plus tard on envoya encore un million de yens en chèques achetés dans des banques.

Tout cet argent devait être transféré à Changhaï sous ma responsabilité personnelle (l'argent était viré au compte du chargé d'affaires). Je chargeai de cette mission délicate les secrétaires de l'ambassade Astakhov et Austrine, qui remirent les paquets au consulat général à Changhaï.

Deux ans plus tard, Staline avait l'impudence de déclarer que j'étais parti de l'ambassade parce que j'avais subtilisé quelques milliers de dollars! Roisenmann ajoutait, en petit fileur qu'il est, que j'avais aussi volé deux cuillères d'argent. Combien faut-il mépriser ses propres représentants diplomatiques et soi-même pour donner au monde de telles explications sur certaines ruptures?

Enfin, tout arrive, en septembre 1927, je quittai Tokio pour me rendre à Paris, via Moscou. Le ministère des affaires étrangères, en dehors des banquets officiels, organisa en mon honneur un dîner intime auquel

(9) L'Agence officielle des Soviets.

prirent part tous les fonctionnaires supérieurs du ministère. Aucun des membres de l'ambassade ne fut invité à ce dîner, pas même Dovgalevsky. Le repas eut lieu dans le restaurant célèbre Kho Riou. Je dus boire des verres d'adieu de saké, j'écoutais Deboutchi; mais cette fois il ne me parlait plus de politique; il chantait des chansons japonaises. Nous entendîmes avec une émotion profonde une ballade touchante dédiée à la bataille de Simonoseki. L'accompagnement était fait avec les «*biwas*», espèce de harpe japonaise.

Le jour de mon départ, je reçus du gouvernement japonais un cadeau: une caissette avec un paysage japonais peint sur le couvercle. La caissette contenait une lettre qui m'émut profondément. On y parlait de ce que j'avais fait au Japon et des sentiments de reconnaissance ressentis par le gouvernement et le peuple japonais. La lettre était signée de Deboutchi. Elle était plus qu'une simple formalité, elle contenait l'adieu d'un grand ami.

-----

## Chapitre onze

***Mon séjour à Kharbine. Le problème du chemin de fer de l'Est. La Mandchourie, la France et les Soviets. Les querelles entre les fonctionnaires soviétiques. J'arrive à Moscou. La conversation avec Staline. Son projet de vente du Chemin de fer de l'Est chinois. La situation des paysans russes. Je commence à préciser mes nouvelles opinions politiques.***

Je refis donc, cette fois en sens inverse, le chemin de Moscou. Je décidai de m'arrêter à Kharbine pour voir ce qui se passait sur le territoire du Chemin de Fer de l'Est Chinois et pour avoir quelques conversations avec le personnel soviétique de cette entreprise.

Lachevitch, qui assumait la direction générale du réseau, semblait tout a fait abattu. Il avait été relégué à Kharbine comme en exil, à la suite de ses démêlés avec Staline. Le poste de directeur d'un chemin de fer ne lui plaisait guère. Habitué à des manœuvres politiques de grande envergure, il s'étiolait dans le maquis des petites combinaisons d'un service commercial et des complications personnelles sans fin. Il estimait qu'il ne serait pas possible pour les Soviets de se maintenir sur le chemin de fer sans un différend très grave avec les autorités de Moukden. Il détestait la politique de petites concessions journalière préconisée par Moscou. Selon lui, cette politique ne pouvait aboutir qu'à une capitulation complète. Lachevitch savait que la tactique des dirigeants de l'U.R.S.S. était dictée par la crainte d'un conflit armé avec Moukden, conflit qui pouvait facilement dégénérer en guerre avec le Japon. Il prétendait que le Japon ne s'immiscerait point dans nos difficultés avec les Chinois et qu'en tout état de cause «*il fallait montrer les ongles aux gens de Moukden; autrement, ils s'assiéraient sur notre dos*».

J'eus aussi plusieurs conversations avec Izmailov, un des membres soviétiques de l'administration du chemin de fer. Grand travailleur, spécialiste des questions financières et ferroviaires, Izmailov était, en même temps, un camarade à toute épreuve. Il avait passé plusieurs années en Chine et connaissait profondément les Chinois.

Déplorant les millions que les Soviets perdaient tous les jours dans le chemin de fer, Izmailov considérait que les fonds disponibles étaient utilisés sans rime ni raison. Les pourparlers avec les Japonais concernant la limitation de leurs nouvelles entreprises ferroviaires en Mandchourie, disait-il, n'aboutiraient jamais à rien. Ce qu'il fallait, c'était paralyser leurs entreprises par des réseaux concurrents construits avec l'argent du Chemin de fer de l'Est. En nous opposant purement et simplement aux constructions japonaises, nous nous buttions contre un mur et en même temps nous aigrissions les Chinois intéressés à améliorer les voies de communications en Mandchourie.

*- Le développement de la Mandchourie se poursuivra, ajoutait-il; impossible de l'empêcher. Notre politique nous compromet aux yeux des meilleurs éléments révolutionnaires en Chine. Il faut changer de tactique et nous mettre résolument à la tête du mouvement, en construisant toutes les lignes qui pourraient consolider notre situation militaire et économique. Actuellement nous bloquons les fonds disponibles dans les caisses de la Dalbanque; or, la Dalbanque, pour les Chinois, n'est qu'une succursale de la Banque d'État Soviétique. Cela les irrite; ils craignent que nos fonds ne finissent par être employés autrement que pour une extension du réseau.*

J'eus l'occasion de voir ce qu'étaient les «colonies» soviétiques à Kharbine. L'ambiance était des plus désagréables. Aucune direction véritable de la part du consulat soviétique, et répressions policières sans fin. Répressions contre les syndicats professionnels et contre les commerçants. En somme, Kharbine ressemblait à une petite ville russe de province, transportée on ne sait comment sur le territoire chinois. Des visages russes, des enseignes russes, des journaux russes. On se serait cru en Russie du centre. Mais cette façon de voir aurait été très superficielle. Deux kilomètres plus loin on s'embourbait en pleine fange chinoise: ville de Fou Dzia Dzian, avec plusieurs centaines de milliers d'habitants, contre les 120.000 Russes de Kharbine. Dix kilomètres plus loin, on se trouvait en pleine Chine avec une population essentiellement chinoise. Les richesses naturelles de la Mandchourie, accrues par une tranquillité relative qui contrastait tant avec le reste de la Chine, déchirée par la guerre civile, avaient provoqué un mouvement de colonisation très accentué.

La Mandchourie reçoit chaque année environ un million de nouveaux venus, arrivant principalement du Chan Doun. Ces colons, pleins d'une ardeur typiquement chinoise, s'approprient très vite la terre et finiront par transformer la Mandchourie en une province riche et abondamment peuplée. Actuellement, on compte dans la Mandchourie environ trente millions d'habitants. Dans quinze ans on y comptera pas moins de 50 millions. Il faut s'en rendre compte très nettement, car ce fait dicte la ligne à suivre par l'U.R.S.S. dans ces parages. On ne peut plus traiter la Mandchourie comme il y a trente ans, quand les Chinois n'étaient que clairsemés et quand la population russe présentait un facteur important. Actuellement il existe un essaim de Russes sur une terre étrangère; une colonie russe, qui suivra le sort de toutes les autres colonies.

J'eus à parler avec des ingénieurs, des professeurs, de simples intellectuels demeurant à Kharbine. Tous se plaignaient de ne pas être suffisamment protégés par le consulat et affirmaient que la politique des concessions perpétuelles faisait perdre, petit à petit, toutes les positions acquises sur le chemin de fer. «*Il faut assagir les Chinois*, disaient-ils, autrement, *nous serons tous mangés*». Ils comprenaient qu'assagir ce peuple n'était possible qu'à condition d'avoir les ressources matérielles indispensables et d'assurer la paix intérieure en Russie.

Pendant longtemps, je cherchai à Kharbine de quelle façon on pourrait défendre les positions russes sur le chemin de fer. Pour pouvoir vaincre à Moscou, il fallait trouver un compromis, capable de satisfaire les deux partis en présence. Les fonctionnaires les plus avisés me disaient que les Chinois ne pouvaient être acquis que par des avantages matériels considérables. Il ne restait donc qu'à commercialiser le réseau, en le remettant à une société anonyme, avec participation des Russes, des Chinois et d'une tierce partie. Cette méthode aurait permis de sauvegarder certains intérêts importants de la Russie et de faciliter aux Chinois la conclusion d'un emprunt considérable.

Un consortium de banques aurait provoqué une tempête à Moscou. La tierce partie ne pouvait pas non plus être trouvée à Tokio, car le Japon a des intérêts spéciaux en Mandchourie. J'arrivai donc à cette idée que le troisième membre de la société projetée devait être la France; ce pays n'avait pas d'intérêts politiques à Kharbine et, en même temps, il avait des capitaux engagés dans l'entreprise de Witte. En 1927, le franc n'était pas encore stabilisé et cela constituait la plus grande difficulté à vaincre. Mais l'assainissement des finances françaises ne pouvait pas tarder. La France, la Russie et la Chine pouvaient très bien créer la société anonyme qui gérerait dorénavant le chemin de fer. Cette société aurait émis un emprunt gagé sur le réseau ferroviaire et une partie de cet emprunt aurait été remise au gouvernement chinois. Cette solution devait être agréable aux Chinois, car, selon les accords de Moukden et de Pékin, le chemin de fer ne peut être remis à la Chine que si elle paie le prix total de rachat.

Les gens de Moukden n'envisageaient pas la possibilité d'une saisie brutale du chemin de fer par les Russes; mais ils devaient comprendre que le gouvernement soviétique, tout fragile qu'il était, aurait la possibilité d'entraver le fonctionnement régulier du chemin de fer si celui-ci était saisi par les Chinois, et cela rendrait impossible la conclusion d'un emprunt gagé sur l'ensemble de l'entreprise. Or, la Chine avait de gros besoins d'argent, et la possibilité de l'emprunt pouvait la faire céder sur le reste.

Je passai à Kharbine huit jours. Cela me procura l'occasion de me rendre compte du genre de vie des fonctionnaires soviétiques.

La plupart de ceux-ci se présentaient comme vieux bolchéviks, avec un long stage d'activité politique. Leurs appointements devaient être aussi élevés que ceux des membres chinois de l'administration des chemins de fer. Or, une circulaire secrète du parti communiste prescrivait à tous ces membres du parti de remettre une grande partie de ces traitements au secrétaire de l'organisation communiste locale, dont le siège extra-légal se trouvait à Kharbine. (La police chassait seulement les agitateurs communistes qui venaient

en Mandchourie). Le secrétaire employait les fonds ainsi accumulés pour les besoins de la cause, ce qui mettait les Chinois hors d'eux, car la manœuvre ne leur était pas inconnue. Les versements au secrétaire n'empêchaient pas les fonctionnaires russes de mener une vie dissipée. La débauche, les cartes et l'alcool jouaient un très grand rôle dans leur vie. L'exemple leur était donné par le personnage le plus important de toute la colonie, le consul général Legrand. Legrand organisait dans le consulat des beuveries avec ses amis et des artistes de l'opéra local. Une de ces orgies faillit se terminer d'une façon tragique. Legrand tira des coups de revolver et blessa grièvement une des danseuses. Ce fut un gros scandale. La police de Kharbine voulut faire poursuivre Legrand, mais la ballerine prétendit qu'elle s'était blessée elle-même. C'était une citoyenne soviétique; on paya son traitement à l'hôpital avec des fonds du consulat; puis elle fut mandée à Moscou. Legrand dut s'y rendre par le même train. Il fut «*sévèrement admonesté*» et on lui signifia qu'en cas de récidive il serait exclu du parti. On prétend qu'il a fini par épouser cette femme.

Le directeur soviétique du chemin de fer, Emchanov, ne le cédait en rien à Legrand. Il avait le «*zapoï*» (manie intermittente et irrésistible de s'enivrer); aux banquets officiels il buvait jusqu'à perdre connaissance. Un jour, pendant un de ces dîners, Emchanov, déjà «*gris*», se mit dans la tête que le membre de la commission du contrôle (qui était en même temps chef du Guépéou local) le fixait avec trop d'insistance. Emchanov se leva de table, s'approcha de ce tchékiste et lui asséna une gifle formidable. Puis, se tournant vers les Chinois, il se mit à crier en leur langue: - *Voyons donc ce ... de tchékiste! Il m'espionne journallement; il envoie des rapports à Moscou! Mais je ne crains rien; j'ai de très bonnes relations à Moscou et je m'en f...! Mais je finirai par lui casser... la figure!*

Le chef du Guépéou se retira confus. Les Chinois n'en revenaient pas.

Lachevitch lui-même céda devant la pression exercée par les autres Russes (leur intérêt était de créer une «*solidarité*» des fonctionnaires s'adonnant à l'alcool...) et se mit à boire tous les jours. Tout cela produisait une impression déplorable. On se sentait au milieu d'un groupe de malades, de gens qui cherchent à noyer dans le vin leur ennui ou leurs remords. Ce milieu ne connaissait ni livres, ni journaux. L'art les intéressait comme moyen de faire la connaissance d'une danseuse plus belle que les autres. Quand ils parlaient politique, c'était avec un effort visible, presque avec dégoût.

Peu nombreux étaient les fonctionnaires soviétiques qui déploraient cet état de choses: Gekker, Izmailov, etc... Leur vie était rendue impossible par les intrigues de ceux qui ne voyaient dans leur façon de vivre qu'un procédé d'attaque contre ceux qui n'avaient pas la vertu de tempérance. Le mot d'ordre était: - *Celui qui ne boit pas doit être un mouchard.*

On les poursuivait donc d'après des dénonciations préventives: amitié suspecte avec les Chinois, manque de convictions communistes, trahison...

En arrivant à Moscou, j'eus avec Staline une conversation concernant le *Chemin de fer de l'Est Chinois*. Je lui exposai que la commercialisation et la création d'une société anonyme était le seul moyen de ne pas perdre les positions acquises. Staline m'écouta avec attention, mais ne partagea pas mon opinion sur la commercialisation. Celle-ci aurait créé, disait-il, «*une solidarité entre les Soviets et la tierce partie admise dans la société*». La solidarité aurait déformé la politique des Soviets tant en Extrême-Orient que dans le reste du monde. A ce raisonnement, je rétorquais que c'était à prendre ou à laisser, car autrement nous perdriions tout, sans rien gagner. Staline, tranquillement, répondit qu'il avait envisagé la perte du chemin de fer; cela n'était pas de nature à l'émouvoir.

- *Si on cherche une issue, nous finirons par vendre ce chemin de fer. En procédant à cette vente, nous sauvegarderons les apparences et nous creuserons un nouvel abîme entre les groupes des capitalistes qui gravitent autour de la Mandchourie. N'oubliez pas que notre présence sur le chemin de fer déforce notre politique en Orient. En nous en allant, nous empocherons une somme rondelette et nous rendrons les Américains encore plus ennemis des Japonais. Quelles sont les raisons qui nous obligent à rester en Mandchourie? Il y a d'abord le revenu du chemin de fer. Mais en vendant l'entreprise nous toucherons une somme qui suppléera au revenu annuel. De l'autre côté, il y a la base de notre influence en Chine grâce à la présence des employés du chemin de fer. Cette base a son importance car, lors de la nouvelle vague révolutionnaire en Chine, elle nous permettra de nous relier aux révolutionnaires de Pékin. Mais supposez que le gouvernement révolutionnaire se forme à Pékin, pourquoi ne nous mettrions-nous pas en contact avec ce gouvernement sans aucune entremise de nos fonctionnaires en Mandchourie? Le tout est de décider quel sera le client auquel nous céderons ce chemin de fer avec le plus de profit pour la cause révolutionnaire. Je pense aux Japonais. Parlez-en à Tchitchérine.*

Je m'en fus voir Tchitchérine, mais visiblement il éludait la question. Il n'entrait pas dans ses plans de s'opposer ouvertement à Staline. Il me dit: - *Oui, on peut vendre aux Japonais, mais pas moins que 500 millions de dollars.*

C'était saboter le projet de Staline, car cette somme était introuvable.

Karakhan fut plus favorable à mon projet. Lui non plus n'était pas disposé à attaquer Staline de front; mais il montrait des velléités de discuter les détails de la commercialisation. Je présentai un projet détaillé. Le commissariat des affaires étrangères n'y donna aucune suite.

Plus tard, à Paris, je dus me remettre à l'étude de cette question. La situation à Moscou était pleine de périls. L'opposition s'appêtait à livrer à Staline la grande bataille. L'appareil du parti, dirigé par Molotov, travaillait à plein rendement, déplaçant les adversaires de Staline et les reléguant à des places de moins d'importance afin que l'«*opinion publique*» (?) fut plus favorable au dictateur.

La lutte se concentrait - cela paraît étrange à l'heure où j'aborde cette question - «*pour et contre le maintien du N.E.P.*». Les gens de Staline accusaient leurs adversaires, les trotskistes, de vouloir «*rompre tout contact avec les paysans de fortune moyenne*» et de «*liquider totalement le N.E.P. de Lénine*». Le programme de l'industrialisation du pays, élaboré par Trotzky d'accord avec Piatakov, était présenté comme une utopie irréalisable. On expliquait que ce programme aurait demandé 5 à 10 fois plus de crédits que ce qui était prévu par le budget, - que ces sommes ne pouvaient être obtenues que par une nouvelle exploitation des paysans, car l'étranger ne fournirait pas un sou aux Soviets.

Staline a su très bien profiter des tendances qui se manifestaient surtout dans les campagnes. Les centres industriels étaient plutôt favorables à Trotzky. Le mot d'ordre d'industrialisation - il s'accouplait avec celui de lutte contre la toute puissance des bureaucrates communistes - l'emportait dans les grandes organisations du parti et parmi les jeunesses communistes prêtes à se ruer dans la bataille, quelle qu'elle fût. Mais le nombre était du côté de Staline et c'est en manœuvrant avec le nombre qu'il disposa ces troupes pour l'assaut final.

Plusieurs de mes anciens amis venaient d'arriver à Moscou. J'eus de longues conversations avec eux. Je parcourus aussi l'Ukraine: Kharkov, Kiev, quelques villages de Poltava. On sentait déjà que le N.E.P. était miné. Le poids des impôts tuait graduellement le commerce des particuliers. On n'ouvrait pas de nouveaux magasins; les anciens périlclitaient; les paysans, de plus en plus, étaient obligés de s'adresser aux coopératives et aux institutions du commerce étatisé. Ces derniers s'étant débarrassés de la concurrence privée, ne soignaient plus l'assortiment de leurs marchandises, augmentaient les prix, et les rendaient de ce fait inabondables aux paysans. On imposait aux clients «*l'assortiment établi par l'entreprise*». Cela signifiait que le client qui demandait un certain produit ne l'obtenait qu'à condition d'emporter un certain nombre d'objets dont il n'avait pas besoin, mais qui encombraient les stocks de l'entreprise. Avec quelques mètres d'étoffe, le paysan devait se faire livrer de l'eau de Cologne immonde, des perles de jais, de la poudre de riz, des gravures, que sais-je? S'il refusait de prendre livraison de ces objets hétéroclites, on ne lui vendait pas de tissu. C'était exactement le procédé des marchands qui débarquent dans un pays de sauvages. Le vendeur jouissant d'un monopole de fait imposait aux indigènes de la pacotille, dont il n'aurait pas pu se débarrasser d'une autre manière.

Le monopole du commerce extérieur repose, on le sait, sur deux tendances: ne pas permettre la pénétration de produits étrangers chez les paysans; sauvegarder la situation de l'industrie russe. Le premier argument tombait de lui-même, car nous étions les premiers à inonder la campagne de telles horreurs qu'aucun étranger n'aurait pu nous battre dans ce domaine. Pour le second point, n'était-il pas évident que l'industrie russe, non stimulée par la concurrence étrangère, finirait par se transformer en monstre bureaucratique?

Les paysans se plaignaient amèrement. Les riches, les «*sredniaks*» (moyens) et les pauvres étaient tous d'accord: les marchandises ne valaient pas les prix qu'il fallait les payer. La campagne, pour réagir contre cette tyrannie, se remettait à fabriquer, avec des moyens de fortune, les objets dont elle avait besoin. Les «*koustars*» (petits artisans travaillant avec un, deux ou trois ouvriers) se multipliaient comme des champignons. Devenaient «*koustars*», les ouvriers qui avaient déserté les usines; les anciens intellectuels, restés sans travail; les anciens petits industriels, ruinés par la période de communisme militaire. Les «*koustars*» se divisaient en deux catégories: ceux qui employaient des salariés et ceux qui travaillaient seuls. Les «*individuels*» avaient formé une union professionnelle; ils jouissaient de certains privilèges qu'étaient moindres que ceux des syndicats professionnels des ouvriers d'usines. Ces «*individuels*» occupaient une situation

intermédiaire entre les ouvriers et les «*koustars*» non individuels. Les attaques dirigées contre les nep-mans (la nouvelle génération des commerçants) atteignaient directement les «*koustars*» de la deuxième catégorie.

L'apparition des «*koustars*» faisait subir au pays une transformation sociale profonde: à côté de l'industrialisation, c'est-à-dire des nouvelles fabriques qui surgissaient sous l'impulsion du gouvernement («*malgré l'industrialisation*», aurais-je préféré dire...), la Russie des Soviets revenait à un type nettement agraire, à un type rappelant le 19<sup>ème</sup> siècle par les échanges commerciaux raréfiés et par la production des objets de première nécessité assurée par les paysans eux-mêmes.

Dans un grand village que je n'avais pas revu depuis 1919, les «*koustars*» tissaient des toiles grossières; un atelier minuscule fournissait du drap; d'autres «*koustars*» vous offraient des clous et de la verrerie de leur fabrication. Le village qui, avant la guerre, était parcouru chaque jour par les représentants des maisons de Moscou et de Kharkov ne connaissait plus la nécessité d'entretenir des relations d'affaires avec ces grands centres; seuls, les petits hameaux des alentours se tournaient vers lui, vers ce lieu d'approvisionnement créé par les circonstances. Les coopératives étatisées recevaient, de temps à autre, des caisses provenant des villes, mais ces caisses ne contenaient que des objets inutiles au paysan: des parfums, des bibelots, etc...

J'eus une longue conversation avec un membre du conseil de ce village. Il ne cachait pas son mécontentement: comment faire fructifier les petites économies que les paysans pouvaient détenir?

*- Notre peuple, disait-il, commence à comprendre. Il a vu la différence qui existe entre les Soviets et l'étranger. Les autres pays offrent à leurs paysans l'étranger, à commencer par les révoltes qui font des marchandises de bonne qualité, vendues à bon marché. Chez nous, on vole le moujik; cela ne peut pas durer ainsi; il faudra que nous passions à l'action. Bien entendu, nous craignons le retour des anciens propriétaires; ils peuvent vouloir nous reprendre les terres dont ils étaient possesseurs. Mais il arrivera un moment où le paysan verra qu'il n'y a pas d'autre issue: le commerce est trop mal organisé.*

Mon interlocuteur était un demi-intellectuel, ancien instructeur de coopérateurs. Il connaissait la campagne et ses besoins. Le monopole du commerce était funeste au paysan, et l'économie rurale était condamnée à périr. Le marasme économique devait s'étendre finalement sur toute la surface du pays. Or, il n'était possible de réintroduire le commerce libre (c'était l'idée de Lénine au moment de la mise en vigueur du N.E.P.) qu'à condition de tout bouleverser dans les méthodes économiques des Soviets. Il ne s'agissait pas de liquider les Soviets eux-mêmes. Démocratisés suffisamment, ceux-ci auraient pu donner au paysan assez de liberté pour qu'il pût agir à sa guise. Mais il était indispensable de mettre fin à la dictature des communistes, à la dictature qui avait transformé toute l'administration du pays en simple appareils du comité central des bolchéviks et qui avait subordonné toute la vie du pays à l'utopie d'une révolution mondiale, c'est-à-dire à une fin tout à fait étrangère aux intérêts propres de la Russie. C'est le paysan russe qui supporte le fardeau de toutes les expériences révolutionnaires faites à long feu en Europe centrale, et à finir par les généraux chinois, aux poches tellement larges. Ne conduisant aucune guerre, - nominalement, - la Russie se trouvait en état de guerre perpétuelle avec tout le reste du monde, alimentant les révolutionnaires de tout l'univers. Tous les frais de ces révolutions étrangères pèsent sur le budget du paysan russe, déjà ruiné par la période de 1914-1918 et par la secousse de la guerre civile. Les «*révolutionnaires professionnels*» embusqués au Kremlin ne pensaient qu'à «*faire des révolutions*», entreprise criminelle et absurde,

J'abordai ce sujet — avec beaucoup de circonvolutions — avec un communiste du même village; il avait rejoint le parti en 1917. C'était un simple paysan qui avait déposé son fusil pour être immédiatement chargé de hautes missions d'État. Il avait, à un certain moment, été directeur des approvisionnements de toute une région. Ayant abandonné la carrière administrative, il s'était remis à travailler la terre et à catéchiser ses voisins.

Il me répondit: *- J'ai la ferme intention de rompre totalement avec le parti. La révolution a été faite par les nôtres; actuellement c'est nous qui «trinquons». Impossible de tromper les masses. Pendant la ruée d'octobre, on a promis au paysan la liberté. Il faut tenir cette promesse. Le villageois commence à nous haïr tout autant qu'il haïssait le prince K., notre ancien maître. Encore quelques jours, et les paysans auront oublié que c'est grâce à nous qu'ils furent mis en possession des terres. Il faudra alors déclarer la guerre au paysan.*

Les comités du parti de la région et de la ville étaient depuis longtemps au courant de ces doléances.

On y disait ouvertement que la politique de lutte ouverte contre les villages avait fait faillite et qu'il était grand temps d'orienter différemment la politique du parti en introduisant un «*néo-N.E.P.*» élargi. C'est sur ce terrain que s'engageait la lutte entre partisans de Staline et partisans de Trotzky. On considérait Trotzky et les siens comme adeptes de la liquidation du N.E.P., comme partisans d'un retour, non déguisé au communisme militaire. Les Stalinistes se présentaient comme enclins à conserver le N.E.P. et - certains parmi eux - comme désireux d'aller vers le *néo-N.E.P.* Le mot d'ordre dicté par Molotov et venant de Moscou était: «*A bas Trotzky, à bas le communisme militaire; vive Staline et le néo-N.E.P.*».

Certains membres du parti ne croyaient pas à la sincérité de ce mot d'ordre. Ils prétendaient que la lutte entre les deux chefs n'avait aucune signification politique et provenait de divergences purement personnelles. Staline et Trotzky seraient des frères jumeaux: idéologues bornés, faiseurs de révolutions professionnels, ils étaient tous les deux incapables de comprendre les réalités de la vie russe et croyaient à l'avènement très prochain de la révolution mondiale. On espérait que Staline, malgré tout, serait obligé de faire des concessions aux partisans du *néo-N.E.P.*, ne fût-ce que pour se procurer les cadres nécessaires pour combattre l'influence de Trotzky et de ses comparses. On méconnaissait un élément qui fut la cause de notre perte, à savoir la facilité avec laquelle Staline savait changer de programme selon les besoins de la cause; on ne savait pas encore à quel point il était fourbe et - malheureusement - énergique. Le pauvre Kalinine et même Rykov, relativement plus fort, devaient perdre toute leur influence du moment qu'ils restaient seuls en présence de Staline dans le sein du bureau politique. Nous nous trompions aussi sur l'importance de l'appareil administratif. Nous ne nous étions pas rendu compte que, depuis longtemps, il était pourri, qu'il s'était transformé en caste de bureaucrates dirigés par leurs intérêts de caste et n'ayant rien de commun avec les intérêts du pays. Cet appareil pourri pouvait être mené au doigt et à l'œil, comme tous les bureaucrates de tous les autres États. Il suffisait pour Staline d'exercer une pression sur Molotov, le chef de cet appareil; le reste du troupeau devait docilement suivre l'homme à la trique. C'est exactement ce qui arriva, ruinant tous nos espoirs du *néo-N.E.P.*, c'est-à-dire d'un Thermidor soviétique.

-----

## Chapitre douze

***Je cause avec Staline. Une conversation pleine d'imprévus avec Tchitchérine. Les yeux et les oreilles du Guépéou. On veut m'envoyer en Amérique... ou en France. Conversation avec Manouïlsky. Le travail de la 3<sup>ème</sup> Internationale dans l'Indochine.***

Le mécontentement des campagnes pénétrait graduellement dans les organisations du parti. Les meilleurs éléments du parti et des jeunesses communistes parlaient ouvertement de la nécessité d'autoriser les paysans à former un parti à eux, un parti capable de protéger les intérêts des villages. Les jeunesses communistes se passionnaient déjà pour la théorie des deux partis: les communistes, parti des ouvriers des villes, et les XYZ, exclusivement paysan. Des membres influents du parti préconisaient - ne fût-ce que dans des conversations particulières - la nécessité de ces deux partis coexistants. Kalinine, membre du bureau politique, admettait cette coexistence. Tant que la lutte avec les trotskistes n'était pas terminée, l'appareil de Staline laissait «*jaser*» les partisans du *néo-N.E.P.*; leur but principal était de venir à bout de l'ennemi principal. Ceux qui représentaient l'opposition de droite n'étaient pas inquiétés. Ils observaient une certaine prudence dans les discours officiels: des sanctions avaient été prises contre ceux qui découvriraient trop ouvertement leurs positions.

Les chefs responsables du parti étaient plus prudents, ils ne s'engageaient pas à fond, ne sachant pas encore vers quel côté se tournerait, après la victoire, Staline et son appareil administratif. Les différences idéologiques entre Staline et Trotzky étaient si infimes! On escomptait vaguement que l'inertie des villages produirait une pression suffisante sur Staline. D'autant plus que ces influences villageoises avaient été d'une grande utilité à Staline pendant la lutte.

On racontait que le bureau politique possédait déjà une cellule assez forte et animée des théories de droite: Rykov, Tomsy et Kalinine, capables d'attirer vers eux, lors des votes importants, Roudzoutak, Vorochilov et Kouibichev.

La situation se compliquait par suite des dissentiments qui se développaient dans la périphérie, dans les

républiques nationales. En Ukraine, les fonctionnaires du bas de l'échelle administrative manifestaient des sentiments nettement anti-russes. Ces divergences locales trouvaient leur répercussion dans le centre. Par une ironie des choses qu'il est difficile d'expliquer, les nationalistes ukrainiens se prononçaient plutôt pour Trotzky que pour Staline.

L'histoire se renouvelait. Comme en 1917, les extrémistes nationalistes se solidarisaient avec la gauche avancée du communisme.

Par l'entremise du commissariat, on me fit savoir que Staline désirait avoir avec moi une longue conversation concernant le Japon et la France. Nous étions en pleine crise. On préparait l'exclusion de l'opposition. Le désir manifesté par Staline à un tel moment indiquait qu'il attribuait à notre conversation une très grosse importance politique.

Staline me reçut très aimablement. Je n'eus pas à faire antichambre plus de cinq minutes chez son secrétaire, Tovstoukha. Or, à cette époque, on s'attendait à des attentats contre le chef; le Guépéou craignait la dynamite des gens de l'opposition et les mesures de protection personnelle de Staline étaient multipliées à l'excès.

Je dus remettre mon passeport diplomatique en bas, chez le commandant de la place, qui me donna un laissez-passer. Au seuil du Comité Central, un agent du Guépéou me fit subir un interrogatoire serré. Je voyais qu'il brûlait du désir de voir ce que contenait ma serviette; mais il n'osa pas me demander de l'ouvrir: mes réponses furent trop sèches; je lui dis carrément que je n'avais pas de temps à perdre avec lui.

Les premières questions de Staline portèrent sur le Japon et la Chine. Il lança même quelques compliments assez grossièrement tournés, me disant que le bureau politique avait été très satisfait des résultats de mon séjour à Tokyo. Il m'expliqua que le Guépéou avait volé à un diplomate étranger la correspondance avec ses chefs; ce diplomate, à ce qu'il paraît, m'attribuait certaines victoires (imaginaires, selon moi).

*- Nous vous considérons, me dit le dictateur, comme un de nos meilleurs diplomates. Vous savez très bien manœuvrer. Je voudrais cependant indiquer que votre travail n'est pas exempt de défauts; il faudrait les éviter dorénavant. Vous êtes trop «coulant». Le travail diplomatique exige plus de fermeté; autrement, vos adversaires cesseront de vous estimer. Et puis, vous subissez trop facilement l'influence du milieu. On vous entourait de prévenances et vous preniez ces cajoleries pour de l'or pur, tandis qu'elles n'étaient qu'un moyen d'action du gouvernement japonais. Vos relations amicales avec Deboutchi dépassaient les bornes de ce qui est admissible pour un diplomate prolétaire. Vous affichiez trop ouvertement votre amitié avec des diplomates bourgeois; cela peut nuire à votre renommée de prolétaire. Mais, en somme, vous vous êtes bien acquitté des problèmes que vous aviez à résoudre; tout le reste passe donc au second plan. On n'en parlera plus. Vous étiez chargé de prévenir une intervention collective des Anglais et des Japonais: le bureau politique me prie de vous remercier.*

J'affirmais que mon mérite n'était pas grand. Le Japon n'avait pas «marché» avec les Anglais non pas à cause de moi, mais à cause de certaines contingences étrangères à mon activité.

Abordant le problème chinois, je répétais que la plus grande prudence était indiquée en Chine et en Mandchourie. Dès que les Japonais se sentiraient lésés dans leurs intérêts nationaux, aucun ambassadeur soviétique ne serait en état de prévenir leur intervention à main armée. Je lui répétais les termes de ma conversation avec Deboutchi.

Staline me répondit que les déclarations de Deboutchi avaient pour but de nous effrayer et de nous mettre à la remorque du Japon dans tout ce qui concerne la Chine. Il ajouta que l'échec de la révolution chinoise nous obligeait à retirer ce problème de notre ordre du jour. Je fis remarquer que l'échec de la révolution chinoise était inévitable du moment que notre but était de soviétiser la Chine, ce qui était pure utopie. La révolution chinoise ne pourrait que suivre les exemples donnés par Kemal pacha. Staline me répondit que mon asservissement à l'opportunisme de Kopp et du ministre japonais Deboutchi était consommé.

*- Vous ne pouvez danser, dit-il, qu'en commençant près de la porte, comme le jeune homme de l'anecdote. Une révolution nationale, celle des Turcs, a suivi une voie déterminée; cela ne veut pas dire que toutes les autres révolutions nationales devront se conformer aux exemples donnés par Kemal. Ce raisonnement est digne d'un pédagogue; un dialecticien procède autrement. La Turquie manquait de bourgeoisie nationale, tant industrielle que commerciale. L'industrie était inexistante; le commerce était entre les mains des*



*Greco et des Arméniens et non des Turcs. La révolution turque a été faite par les paysans. Kemal a suivi les voies moyennes de la mentalité bourgeoise. Il avait peur des communistes comme le dernier des commerçants turcs, comme le moindre des paysans qui possède quelques mètres carrés de terrain. Du reste, il ne faut pas oublier un fait important: la Turquie kemaliste nous a été très utile dans notre lutte contre les Anglais; nous continuons à l'utiliser dans ce sens. Mais cela ne veut pas dire que nous devons entourer Kemal d'une auréole de révolutionnaire accompli. Kemal peut nous trahir; il peut se vendre à un autre pays capitaliste; il suffit que ce pays n'ait pas vis-à-vis des Turcs des antagonismes aussi profonds que ceux qui séparent Kemal de Londres.*

*Rappelez-vous l'accord Kemal-Francklin-Bouillon: la Turquie kemaliste peut entretenir des relations avec la Russie des Soviets et avec d'autres pays en même temps. La Chine se présente devant nous sous un aspect tout différent. Nous avons besoin d'un gouvernement chinois qui consentît à devenir un organe de notre propagande révolutionnaire en Asie et en Indochine. Une Chine «kemalisée» n'aurait produit que des politiciens aux gages des puissances étrangères. Les «compradores» chinois: qu'est-ce, sinon des intermédiaires du commerce étranger? «Khémaliser» la Turquie signifiait mettre au pouvoir justement ces «compradores». Quel besoin aurions-nous eu d'une révolution chinoise de ce genre? Autre chose: la Chine - en cela elle se distingue de la Turquie - possède une industrie développée; les prolétaires y forment une masse de plusieurs millions d'hommes. Ce prolétariat devait assumer, - nécessairement, comme chez nous en 1917, - l'hégémonie du mouvement révolutionnaire. La Chine ressemble sous ce rapport à la Russie. Les paysans sont très nombreux; la crise agraire les étroit; l'industrie est entre les mains des étrangers; le prolétariat est nombreux, mais ne possède pas le poids spécifique qui devrait lui revenir de droit.*

*- Bien certainement, nous avons commis de grandes erreurs en Chine; mais pas comme vous croyez. On aurait pu soviétiser la révolution chinoise, à condition de pousser en avant les paysans. Ceux-ci devaient, dès le premier moment, être en possession de directives bien nettes, soufflées par les communistes. Il fallait leur dire comme nous l'avons fait en Russie: «Brûlez les biens des riches; exterminiez les propriétaires; emparez-vous de la terre et partagez-la». Nous avons remplacé ces choses si simples par des discussions interminables sur les fractions politiques du Gomindan.*

Je répondis à Staline par de longues explications. Il n'existe pas de statistiques chinoises; personne n'est en état de donner des précisions non seulement sur les relations agraires qui existent, mais même sur le nombre de la population. Certaines provinces ont 10 millions d'âmes selon les uns, 20 et même 40 millions selon les autres. Il est impossible de se faire une idée exacte des relations agraires telles qu'elles sont en réalité. Une seule chose est certaine: dans la plupart des provinces les gros propriétaires sont tout à fait inexistants; peut-être n'y a-t-il pas même de propriétaires moyens; l'éparpillement de la terre a atteint des limites que nous sommes loin de supposer.

*- Le féodalisme existe en Chine mais sous des formes qui ne sont pas celles de l'Occident. Chaque province a son douban, le gouverneur général, une espèce de satrape qui dispose de la force armée et qui se fait verser par les paysans des impôts pour la terre dont ils ont l'usufruit (la propriété agraire est inconcrite dans la plus grande partie de la Chine). Le douban est un espèce de brigand moyen-âgeux vivant sur le pays. L'existence des doubans n'est possible que grâce à la faiblesse du pouvoir central: faiblesse qui équivaut à une absence totale. La révolution avait comme premier but d'assurer un pouvoir central assez puissant. La puissance du pouvoir central ne pouvait reposer que sur les classes économiquement stables. L'analogie avec la révolution russe ne tient pas car cette dernière a été provoquée non seulement par les conditions politiques préexistantes mais aussi par l'ébranlement causé par la guerre.*

Notre conversation sur ce ton dura assez longtemps; Staline n'était ni grossier ni trop affirmatif, comme il en a l'habitude. On voyait qu'il n'était pas sûr, lui, de ce qu'il disait; il s'efforçait d'accommoder les faits selon des prémices idéologiques qui pour lui avaient force de loi. Peut-être ma renommée de «grand connaisseur des affaires orientales» lui en imposait-elle, d'autant plus que je lui débitais des chiffres qu'il n'était pas en état de contredire.

Avant de me congédier, Staline me dit qu'il aurait besoin de me revoir avant mon départ pour Paris; la situation en France serait très embrouillée et il aurait besoin de préciser certains points importants.

*- C'est dommage que nous n'ayons pas pu maintenir Rakovsky à Paris (10). C'est un gros échec pour nous. Rakovsky était bien à son aise dans l'atmosphère de la «ville-lumière». C'est un homme d'État de formation occidentale. Il adore les parlottes parlementaires et se complaît à étudier les combinaisons de*

(10) Il est à noter que depuis cette conversation Staline a fait exiler Rakovsky en Sibérie pour «trotskysme».

couloirs de la Chambre. L'ambiance soviétique l'ennuie; elle ne lui laisse pas les coudées franches pour ses talents européens.

Après s'être installé à Paris, il s'est donné corps et âme aux relations personnelles; il est devenu un élément trop important et trop influent de la constellation politique intérieure, telle qu'elle existe à Paris. C'est ce qui explique l'antipathie, presque la haine, qu'il inspirait aux ministres français, au président du conseil surtout. Que de fois nous lui avons signalé les dangers qu'il courait à cause de son activité débordante; il nous répondait qu'il est impossible de travailler autrement à Paris; l'ambassadeur d'Espagne, Quinones de Leone, aurait encore plus d'influence personnelle que lui, Rakovsky... Bien entendu, la campagne contre Rakovsky a été inspirée par la Grande-Bretagne. Mais elle n'aurait pas donné des résultats aussi brutaux si Rakovsky ne s'était pas rendu tellement redoutable au gouvernement français. Son tempérament était trop violent. Au lieu de laisser passer la tempête après la séance du conseil à Rambouillet, il fit publier un communiqué qui attisa le feu.

Et puis, continua Staline, votre commissariat a des mœurs inadmissibles. On se «chamaille» au détriment des questions d'État de la première importance. Ce froussard toujours ivre de Tchitchérine ne cherchait qu'à noyer Rakovsky dans un verre d'eau. Du 2 au 14 septembre, pendant la campagne que la presse française menait contre Rakovsky, il n'a pas soufflé mot. Notre presse ne répondait point. Les Français eurent l'impression que nous n'entendions pas ou que nous ne pouvions pas défendre Rakovsky. Le bureau politique n'eut que trop tard vent de l'intrigue manigancée par Tchitchérine. Le rapport ne fut fait que par Litvinov, rentré de son congé. Litvinov a établi que la conversation avec Herbertte, conversation pendant laquelle il aurait demandé le rappel de Rakovsky sous menace de rupture, avait été tronquée; c'est Tchitchérine, affolé, qui l'avait défigurée.

Pour sauver Rakovsky et pour parer à la rupture, nous avons pris la décision de régler la question des dettes, ce qui nous imposait de gros sacrifices politiques et financiers. Cela ne sauva pas Rakovsky; or, il n'y a jamais eu menace de rupture... Actuellement nous devons trouver moyen de sortir de l'impasse qui se dressera devant nous si les Français s'avisent de saisir la balle au bond et de s'attaquer sérieusement au problème des dettes. Du reste, ajouta-t-il en riant, cela vous regarde. Les diplomates sont des gens malins; ils doivent se débrouiller; c'est pour cela qu'ils touchent leurs appointements... en monnaie étrangère.

Je répondis encore qu'il serait trop difficile de se mettre au travail en France en n'ayant pour tout bagage que l'ordre de saboter la proposition faite par Rakovsky au sujet des dettes.

Staline sourit et:

- Le bureau a des objections de principe. Et puis nous n'avons pas d'argent à verser aux Français. Paris a perdu son importance de centre financier mondial; on pourra s'en passer. Essayez de remplacer les paiements par des concessions politiques qui pourraient raffermir les relations franco-russes. Par exemple, voyez ce qu'on peut faire, en améliorant nos relations avec la Pologne ou en cédant définitivement la Bessarabie aux Roumains.

Il existe - continua-t-il - de nombreux éléments politiques qui rendent impossible une amélioration durable de nos relations avec la Pologne. Peut-être cela irait-il mieux avec les Roumains. Donnez-leur comme appât la Bessarabie. Mais n'oubliez pas que ce problème est extrêmement délicat, surtout si nos adversaires, à l'intérieur du parti, s'en emparent. De la prudence! Procédez à un sondage préliminaire de façon que personne au commissariat n'en ait vent.

J'eus enfin une entrevue avec Tchitchérine qui me donna des directives au sujet du travail à Paris et des relations franco-soviétiques. Litvinov était absent; le côté technique relevait du commissaire lui-même. Tchitchérine se montrait inquiet; la campagne contre l'ambassade, conduite par la presse parisienne, pouvait se rallumer à tout instant. Schwarzbard venait de tuer Petlioura en plein Paris: beau prétexte pour nos ennemis.

Tchitchérine produisit sur moi l'impression d'un homme saisi de panique; il craignait la rupture, l'intervention militaire, il avait peur de Pierre et de Paul. Je lui demandai de me faire une esquisse de l'appareil technique qui se trouvait à Paris. Avec un sourire gauche, il me répondit que cet appareil était inexistant. Divilkovsky, premier secrétaire, avait été nommé, me déclara-t-il, en tant qu'ami personnel de Litvinov qui avait voulu le récompenser pour les services qu'il lui avait rendus en qualité de secrétaire personnel. Divilkovsky a un seul avantage: parle bien français. Autrement, c'est une nullité absolue; intrigant et «rapporteur». Sa couardise est phénoménale. On connaît l'histoire de la visite qu'il avait faite à M. Chiappe. Après les démonstrations communistes provoquées par l'exécution de Sacco et Vanzetti, la police française avait procédé à des expulsions en masse, expulsions visant surtout des citoyens soviétiques. Rakovsky envoya Divilkovsky à la préfecture en lui disant de prier M. Chiappe personnellement d'avoir à surseoir à certaines expulsions: en premier lieu à celle du directeur de l'agence télégraphique soviétique Tass. Le préfet de

police fit attendre Divilkovsky dans l'antichambre, le reçut plus que sèchement et leva la voix presque immédiatement, de telle façon que Divilkovsky, blême et chancelant, quitta le bureau du préfet de police. En rentrant à l'ambassade il se déclara malade, se mit au lit, fit de la température et ne put qu'à grande peine se remettre de l'émotion qu'avait produite sur lui M. Chiappe. Vous comprenez, - termina Tchitchérine - comment on peut travailler avec de tels secrétaires d'ambassade.

*- Le deuxième secrétaire s'appelle Guelfand. C'est un fonctionnaire récemment nommé. On dit que c'est un bon administrateur. Vous n'aurez que peu affaire à lui car il est chargé de diriger les travaux des organisations soviétiques existant à Paris; il relèvera plutôt du Guépéou. Notez bien que son passé est des plus suspects. En 1924, en sa qualité de chef du secrétariat politique du commissariat des voies de communications, il a eu de sales histoires; il a été exclu du parti pour malversations, abus de pouvoir et forfaitures. Il n'a été réintégré dans le parti que grâce aux instances de Roudzontak et de feu Dzerjinsky (11). Ouvrez l'œil, il n'a certainement pas changé depuis son exclusion.*

*- Cependant on vous envoie un «gros poisson». Hier le bureau politique a décidé de nommer à Paris, comme deuxième conseiller d'ambassade, le camarade Ahrens. C'est un des meilleurs fonctionnaires du commissariat. Il a un seul gros défaut. Il n'est entré dans le parti qu'en 1921 après avoir quitté les socialistes juifs, du «Bund». Il conserve des amitiés et des relations dans ce Bund. Il prétend qu'il n'exploite ces relations que dans les intérêts de notre parti; je suis disposé à lui faire confiance; mais le bureau politique le tient en suspicion. En 1920 Ahrens se trouvait à Paris comme représentant d'une maison commerciale qui fournissait à la Pologne des munitions pendant que nous étions en guerre avec elle. Ahrens aurait de puissantes relations dans les milieux français. Il sera chargé d'élargir nos relations avec les milieux politiques et de mettre un frein aux campagnes de la presse française. Il disposera d'un crédit de 120.000 dollars par an. Il touchera cet argent par votre entremise et il en rendra compte à la commission centrale de contrôle. De votre côté, envoyez-nous des relevés des sommes remises à Ahrens. Ceci pour la bonne règle - Tchitchérine eut un sourire amer - et pour que moi aussi je sois un peu au courant des dépenses de ce Monsieur. Je ne vais pas jusqu'à soupçonner qu'il va s'approprier ces fonds. Mais le camarade Ahrens aime la vie large; il s'installera certainement en dehors de l'ambassade (nous l'y avons autorisé); un contrôle sévère ne sera pas de trop (12).*

Je posai quelques questions relatives au Guépéou et au Komintern en France. Tchitchérine me répondit vaguement, en prétextant qu'il existait des personnes plus compétentes que lui pour me fournir des précisions. Mikhaïlov, deuxième secrétaire de l'ambassade, serait actuellement le représentant du Guépéou; mais il passera sous peu à Berlin. Il sera remplacé par Ianovitch, ancien représentant du Guépéou à Constantinople et à Prague. En Turquie Ianovitch portait le nom de Vilianski. Officiellement il sera rédacteur dans la chancellerie du consulat à Paris. Le gros du travail sera assuré par sa femme.

*- En ce qui concerne le Komintern, je puis vous dire seulement que les crédits français sont de 4 millions de francs. L'argent sera fourni par le centre financier de Berlin.*

En terminant Tchitchérine me dit: il faut être juste vis-à-vis de notre Guépéou. Il a réussi à trouver les clefs de plusieurs chiffres, y compris celui de l'ambassade de France à Moscou. Si vous voulez, je vous ferai voir la dépêche qui annonce au gouvernement français votre nomination.

Il me tendit un morceau de papier qui contenait la dépêche en clair. Je lui demandai comment le Guépéou pouvait obtenir de tels résultats.

*- Vous savez, me répondit-il, ils ne nous mettent pas au courant de ce qu'ils appellent leur technique opérative. Les spécialistes chargés de déchiffrer les dépêches étrangères n'ont pas d'égaux au monde. Le chef de cette section, Bokyi, a réussi à racoler certains vieux professionnels du temps des tzars. Il les paie horriblement cher et leur fournit des appartements plus somptueux que ceux qu'ils occupaient avant la révolution. Ils passent 15-16 heures par jour à leur travail. Pour réussir, il leur faut posséder un petit renseignement supplémentaire. Par exemple, ils doivent savoir à quoi se rapporte la dépêche en question; il suffit parfois d'un seul mot qui figure dans le texte. Ces renseignements, ils les obtiennent facilement grâce aux agents secrets que nous possédons dans chaque ambassade: le Guépéou place ses agents comme employés subalternes. Nous avons aussi des écouteurs perfectionnés. Ces canailles de la Guépéou ont*

(11) Décédé en 1928.

(12) M. Laporte, dans son livre *Espions-Rouges*, lève le voile sur l'activité, très particulière, de ces agents de l'espionnage russe en France.

des microphones presque dans toute les ambassades à Moscou. Une chambre d'écoute centralise les fils de ces microphones. Un jour, Trilissier, voulant faire état de son organisation, me proposa d'assister aux déclarations d'amour que l'ambassadeur d'Afghanistan allait faire à une étoile d'opéra-comique de Moscou. «*Venez chez moi; vous entendrez tout*». Ils sont tellement fiers de leurs succès que souvent, ayant bu plus que de mesure, ils en parlent presque ouvertement. Ils ont failli me brouiller avec Brockdorff Rantzau qui fut mis au courant du système des postes d'écoute.

Involontairement, je jetai un coup d'œil circulaire. Tchitchérine dit avec un sourire désabusé:

- *Soyez tranquille, ici aussi on a posé des microphones. L'année dernière on a procédé à des réparations, et ils en ont profité pour installer ce qu'il faut. Menjinsky ne juge même pas nécessaire de mentir. Il m'a dit que... le Guépéou doit tout savoir, tout ce qui se passe dans l'Union des Soviets, à commencer par le bureau politique et jusqu'au dernier conseil de village. Il s'acquitte de cette mission à merveille.*

Cela me parut formidable! Je sortis de chez Tchitchérine tout à fait abasourdi. Je savais qu'à l'étranger le Guépéou est tout puissant et qu'il y est au courant de tout. J'avais observé également que le Guépéou surveillait la vie de tous les fonctionnaires, de l'ambassadeur au dernier des concierges. Cela était sinon excusable du moins naturel car l'appareil soviétique, se trouvant hors de Russie, est en état de lutte continue avec tout son entourage immédiat. Mais sur le territoire de l'U.R.S.S.!!! La police politique surveillant tous les fonctionnaires supérieurs de la république!!! Comment expliquer une telle hypertropie, sinon par la nécessité de transformer la police en organe de domination terroriste, en organe n'ayant pas d'autre fonction que celle de perpétuer les méthodes de terreur policière. Quelle ironie que cette République qui avait été fondée pour mettre fin à toutes les violences et à toutes les exploitations et qui ne pouvait plus se passer de terroristes policiers et judiciaires! Une telle fin peut-elle être suffisamment élevée pour justifier de telles atrocités?

Au Komintern, on m'expliqua que la France commençait à offrir de grands horizons depuis les succès «*merveilleux*» de la démonstration Sacco-Vanzetti. «*Le mouvement révolutionnaire se précise en France, me dit-on, et la démonstration Sacco-Vanzetti n'a été qu'une répétition générale des conflits prochains*». Les rapports signalent malheureusement (le mot «*malheureusement*» n'est pas inventé par moi) que la situation économique des ouvriers français n'est pas suffisamment mauvaise et ne provoque pas encore de mécontentement aigu. Mais les grèves accompagnées de demandes d'augmentation de salaire pourraient «*faire le nécessaire*». La stabilisation du franc pourrait aussi être utile, en faisant monter les prix et en intensifiant la lutte ouvrière.

Le personnel dirigeant du parti communiste français était amèrement critiqué. Toute la direction, sauf quelques chefs, était l'objet d'attaques violentes. Certains d'entre eux étaient même accusés de malversations. Je ne veux pas nommer ces chefs. Je cite une phrase qui s'est gravée dans ma mémoire. «*Les anciens opportunistes et anti-défaitistes, ayant changé de peau, dirigent le parti français avec quelques avocats; leur opulence et leur façon de vivre compromettent notre parti. Les meilleurs éléments révolutionnaires peuvent être trouvés dans la banlieue de Paris; mais, eux aussi, ils sont gangrenés par syndicalisme; ils ne sont pas disciplinés et ne suivent pas les directives venant de Moscou. Nous sommes obligés de louvoyer et de créer des centres d'action selon les circonstances*».

Un des chefs du Komintern, Manouïlsky, qui connaît bien la France (il y a vécu avant la guerre) (13) ne partageait pas cette façon de voir.

- *La France est trop atteinte par le parlementarisme. Cette méthode a conquis non seulement la bourgeoisie mais même les masses populaires, y compris les prolétaires. Les Français sont enclins, de par leur tempérament, à des excès révolutionnaires. Mais cela ne suffit pas pour que l'ouvrier français soit disposé à se sacrifier à une lutte de longue haleine, une autre lutte demandant beaucoup de «cran», d'endurance et de résistance. On me traite de cynique, mais je prétends tout de même que celui qui privera l'ouvrier français de son apéritif quotidien - fût-il le plus grand émissaire du Komintern - sera envoyé à tous les diables. Or, la révolution sociale - Manouïlsky clignait de l'œil - ce n'est pas un mois sans apéritif: c'est la faim pendant des années et des années.*

- *La situation économique de la France est tellement brillante, ajouta-t-il, que les ouvriers hésiteront avant de se lancer dans des aventures préconisées par le Komintern. La France est le seul pays où le parlementarisme est basé sur la psychologie du peuple. Le peuple procède à des démonstrations de courte durée, et le*

(13) Manouïlsky revint à Paris en 1923 à l'occasion d'un Congrès communiste.

*parlement réagit comme un baromètre des plus sensibles. C'est pour cette raison qu'il sera tellement difficile de remplacer le parlement par une dictature prolétarienne. Ensuite la masse des paysans français imbue des traditions bourgeoises: propriété et ordre. Cette masse forme la base du régime, et nous n'avons aucun moyen de l'atteindre. Le parti communiste français a raison de négliger les ruraux. Les salariés des campagnes sont presque tous des étrangers, inutile de s'attaquer à eux. Les paysans de nationalité française, même ceux qui ont très peu de terre, sont inaccessibles à la propagande communiste. Un des chefs du parti ayant beaucoup voyagé en province m'a raconté le fait suivant. Il était en conversation avec un groupe de viticulteurs nettement orientés à gauche. Il leur expliquait les lignes générales de la politique paysanne des Soviets. Les viticulteurs se montraient fort attentifs. Mais, tout à coup, un d'eux se leva pour demander: «Est-ce vrai qu'après la révolution d'octobre les dépôts dans les banques ont été bloqués et non restitués, y compris ceux de minime importance?». Le communiste fut obligé de confirmer le fait. Les viticulteurs changèrent immédiatement d'attitude; selon eux, le procédé en question n'était que du brigandage; les Soviets étaient assimilés à des voleurs de grand chemin.*

*- On ne saisit pas chez nous la différence qui existe entre la mentalité du paysan russe et celle des paysans étrangers. Le paysan russe était propriétaire, comme ses frères étrangers; mais il n'avait que fort peu de rapport avec l'appareil financier et bancaire du pays. Après octobre, le paysan russe s'est confinée dans ses petits intérêts locaux; ce que nous manigancions dans les villes n'avait presque pas d'importance pour lui. En Europe, cela sera tout autrement. Les paysans y seront victimes de la paralysie bancaire et financière, inévitable après la révolution prolétaire.*

Manouilsky m'entretenait aussi des perspectives qu'offraient l'Extrême-Orient, les Indes, l'Indochine, les Iles de la Sonde. Il affirmait que le mouvement révolutionnaire aux Indes et dans les pays adjacents devait croître et s'intensifier.

*- Les Indes britanniques prennent, disait-il, un aspect d'un pays organisé d'une façon tout à fait moderne. La classe ouvrière y est nombreuse et veut jouer un rôle politique. Le Komintern a été obligé d'examiner comment il pourrait être possible de rendre le mouvement des ouvriers hindous aussi radical que possible. Le bureau a voté un crédit de 750.000 dollars pour organiser ce travail. Le Profintern a été invité à s'infiltrer dans les syndicats hindous et à prendre en main la direction de leurs grèves. Il s'occupera surtout de celles du textile, avec des procédés de sabotage perfectionnés. Vingt étudiants de l'Université Communiste des Peuples d'Orient seront envoyés pour assurer ce travail.*

*- L'Indochine, dit Manouilsky, nous intéresse aussi beaucoup. La révolution n'y fait pas de progrès, car les communistes français sont trop mous. Nous les avons chargés de créer une section coloniale. Or, cette section travaille mal. Nous leur avons envoyé de nouveaux fonds et des instructions catégoriques. Nous exigeons que le travail soit intensifié (14), qu'une organisation extra-légale soit formée sur place et que - ce qui est le plus important - l'armée indigène soit entamée. Il n'y a pas d'autre moyen pour rendre possible une révolution en Indochine. Nous sommes obligés de prendre de grandes précautions: les Français sont excessivement susceptibles pour tout ce qui a trait à leurs colonies. Beaucoup plus que les Anglais, ajouta-t-il avec un sourire, probablement parce qu'ils n'ont pas encore pris leur parti. Les conspirateurs de Paris sont d'une gaucherie déconcertante; force nous a donc été de nous occuper nous-mêmes de ce qui se passe en Indochine. Nous avons des émissaires, des Annamites et des Hindous. Ces émissaires dirigeront, le cas échéant, la révolte à main armée dans l'Indochine. Du reste ce n'est qu'un essai! nous ne sommes pas encore en état de juger si nos émissaires seront capables d'ébranler les masses paysannes dans ce pays.*

*- Les Indes néerlandaises se présentent sous un aspect beaucoup plus favorable. Nous y possédons une organisation bien développée et presque inconnue de la police. Il faut que la révolte dans les Indes néerlandaises se produise le plus tôt possible. Elle coupera l'approvisionnement en caoutchouc et en naphte: deux matières premières, dont la pénurie affectera plusieurs pays capitalistes. Le travail révolutionnaire aux Indes néerlandaises doit être mené avec toute l'énergie possible; une révolte armée serait un bienfait pour nous. Remarquez que cette révolte nous donnera la possibilité de suivre la ligne de la moindre résistance; si nous sommes découverts en Indochine, la France peut rompre les relations diplomatiques et même aller plus loin car elle possède des alliés précieux dans certains pays qui nous sont limitrophes. Tandis que les Pays-Bas!... rien à craindre! que peuvent-ils nous faire?*

J'eus à Moscou quelques conversations avec le chef du Syndicat du Naphte. Ce syndicat a de très gros intérêts en France, car ce pays est un gros consommateur. Les chefs du syndicat étaient satisfaits de leur

(14) Depuis il y a eut Yen Bay! Manouilsky doit être satisfait.

commerce avec la France. On indiquait seulement que la Banque d'État Soviétique exigeait que tous les encaissements se fissent par New-York où la Banque avait besoin de fonds importants pour garantir ses opérations de change. L'encaissement des effets français sur la place de New-York énervait les banques françaises et nous privait de toute possibilité de créer une base bancaire raisonnable à Paris.

Il résultait des conversations avec le syndicat que l'industrie soviétique du naphte se trouvait dans une situation précaire: elle était dans l'impossibilité d'augmenter la mise sur le marché de produits de distillation provenant du produit brut. La réorganisation des usines se faisait trop lentement. On avait décidé d'adopter le système des «*crakings*» employé en Angleterre; les appareils nécessaires avaient été achetés chez Vickers. Mais les techniciens du syndicat prétendaient que cette méthode, tout à fait inconnue en Russie, ne donnerait des résultats qu'après beaucoup de tâtonnements.

On me dit aussi que des pourparlers avaient été entamés avec le monopole des naphtes d'Espagne. Le commissariat des affaires étrangères avait exigé cette tentative. Or, notre syndicat craignait que ces pourparlers n'aboutissent à de gros malentendus: une banque française avait obtenu de nous une option pour la revente du naphte soviétique en Espagne. La conclusion d'un accord direct avec le monopole espagnol pouvait donc donner lieu à un procès en dommages-intérêts... Le syndicat du Naphte se plaignait des ordres qu'il recevait des sphères politiques et qui l'obligeaient à enfreindre - pour des raisons purement politiques - le contrat signé par ses deux représentants, Malzmann et Tchasovnikov.

Tchitchérine ne m'avait parlé de rien de tout cela. L'affaire me semblait peu claire: pour quelles raisons politiques pouvait-on exiger qu'un contrat de livraison de naphte fût violé?

Pour élucider cette question, je m'adressai à Kagan, le chef du département de l'Europe Occidentale au commissariat. Hagan se mit à m'expliquer longuement que le commissariat avait ordonné au syndicat d'entrer en pourparlers directs avec l'Espagne afin que l'on pût créer une base pour notre influence en Espagne. Le commissariat attribuait une très grande importance à la reprise des relations diplomatiques avec l'Espagne. Il ne put pas m'expliquer bien clairement quel pouvaient être les motifs de cette décision. Hagan prétendit que nous avions besoin d'être représentés dans un pays de plus au bord de la Méditerranée. Les avantages qui en découleraient étaient tels que la réouverture de notre ambassade à Madrid valait un procès avec une Banque française.

Je demandai s'il était sûr que le contrat avec le monopole espagnol nous donnerait une ambassade à Madrid. Kagan me répondit que le travail préliminaire avait été fait: un dossier était déjà constitué sur ce sujet. Le monopole espagnol cherche à se procurer une base pour pouvoir combattre les trusts mondiaux. Le naphte soviétique formerait cette base. Les dirigeants du monopole sont des amis de Primo de Rivera et peuvent lui dicter des décisions politiques. Étant intéressés à avoir le plus possible de naphte soviétique, ils agiraient dans le sens de la reprise des relations diplomatiques.

Je répondis que je ne comprenais pas pourquoi le naphte soviétique reçu par les Espagnols directement de Russie produirait une pression politique plus grande que s'il arrivait par l'entremise d'une banque française. Dans les deux cas, le Syndicat du Naphte, le vendeur, aurait à décider combien de produits on peut laisser passer. Le moyen de pression resterait le même. Or, le procès pourrait être perdu et cela provoquerait un grand mécontentement en France.

Kagan m'expliqua que la question avait été étudiée par le commissariat qui avait décidé de prendre n'importe quel prétexte pour rompre avec la banque. Les juristes seraient chargés de trouver ce prétexte. Quant aux conversations avec l'Espagne, elles seraient confiées à l'ambassade de Paris, c'est-à-dire à moi, le chargé d'affaires.

Cela m'étonne: j'aurais à conduire des pourparlers délicats et personne au commissariat ne juge utile de m'en informer! Il a fallu que des indiscretions fussent faites par le Syndicat du naphte pour m'apprendre où nous en étions avec l'Espagne!

Deux jours après, le Bureau politique me chargeait officiellement de traiter avec l'Espagne et d'aller à Madrid, si le besoin se présentait. En partant pour Paris j'étais donc chargé d'élaborer un accord avec les Espagnols et de tâter le terrain, selon les indications de Staline, pour un accord avec la Roumanie (Bessarabie).

-----

## Chapitre treize

***Paris! Le contrat du naphte. Comment on étudie «la débauche bourgeoise». Lounatcharsky s'amuse à Paris. Où il est question de la Bessarabie.***

Aussitôt arrivé à Paris, je me mis en relations avec les Espagnols. Un groupe de techniciens soviétiques avait eu le temps de se rendre à Madrid. Ils me mirent au courant de l'affaire. Le contrat avec le monopole espagnol était déjà signé et les Soviétiques n'avaient reçu en échange aucune garantie d'un rétablissement éventuel des relations diplomatiques avec Madrid. Le contrat portait sur plusieurs années; les quantités de naphte à livrer étaient fixées et le prix était inférieur à celui qui régissait le marché mondial. Commercialement parlant, nous n'avions aucun avantage. Politiquement, on pouvait se fonder sur des promesses vagues données par le sénateur Dominé, président du monopole, qui prétendait être en bonnes relations avec Primo de Rivera, ainsi que par senor Anastasio, un des directeurs du monopole, ami du marquis de Calvo Sotello, ministre des Finances. Je fus indigné de voir qu'on avait signé le contrat sans attendre mon arrivée. C'était le président du syndicat de Moscou, Soloviev, qui avait autorisée à signer. Chose assez naturelle étant donné le désordre qui règne dans les administrations soviétiques, le commissariat des affaires étrangères n'avait pas été tenu au courant et n'avait pas pu empêcher la signature.

J'envoyais un rapport à Moscou en protestant en termes énergiques contre l'attitude inqualifiable du Syndicat qui signait un accord ayant une portée politique sans en avoir référé à l'ambassade de Paris. La sanction ne se fit pas attendre: le président du Syndicat fut remplacé. Mais la disgrâce de ce Soloviev ne pouvait pas avoir de conséquence pratique. Le seul atout, le pauvre atout que nous avons dans notre jeu avec l'Espagne avait été perdu.

Quelque temps après, les dirigeants du monopole espagnol arrivèrent à Paris. Nous déjeunerâmes ensemble chez Laperouse et nous eûmes une longue conversation. Ils me firent savoir que le gouvernement espagnol n'avait pas d'objection de principe contre la venue à Madrid d'une représentation commerciale. La reprise des relations diplomatiques gênerait Primo de Rivera car il s'attendait à des objections de la part du roi. Mais il faut supposer que l'apparition d'une représentation commerciale produirait une bonne impression et ouvrirait la possibilité d'une reprise diplomatique.

Cette réponse plut à Moscou. On estimait que la présence d'une représentation commerciale suffirait pour le moment. On me télégraphia de me rendre à Madrid. Je m'adressai à l'ambassade et, selon les conseils des Espagnols, je prétextai le désir d'aller voir le pays en touriste. Le gouvernement espagnol me donna le visa.

Par prudence, j'envoyai en premier lieu le secrétaire de l'ambassade. La précaution n'était pas inutile. Je reçus une dépêche chiffrée de Madrid (nous avons obtenu le droit d'employer un chiffre) me donnant les détails du projet élaboré par le gouvernement espagnol. La représentation commerciale devait prendre la forme d'une société commerciale mixte, avec un capital apporté par les deux parties en présence et avec des Espagnols siégeant dans le conseil d'administration. Le motif de cette dernière condition était qu'ainsi personne ne pourrait prétendre que cette organisation était purement soviétique et qu'elle poursuivait des buts politiques. En somme, les Espagnols n'avaient pas confiance et ils désiraient pouvoir contrôler chaque geste de la représentation. Une autre combinaison envisagée par eux était l'ouverture à Madrid d'une agence de la représentation commerciale de France afin de pouvoir faire les opérations commerciales par l'entremise de cette agence.

Tempête d'indignation à Moscou. On estima que les Espagnols ne cherchaient qu'à éluder la solution du problème. Mikoïan qui tenait beaucoup à avoir une représentation à Madrid, prétendit, dans le Bureau politique, que les propositions étaient acceptables comme *modus vivendi*. Le commissariat se dressa comme un seul homme, en indiquant qu'on allait créer un précédent des plus regrettables: les autres pays pourraient demander la réorganisation des représentations commerciales là où elles existaient déjà. Le commissariat me proposa d'aller tout de même à Madrid, mais je refusai, disant que ce ne serait qu'une perte de temps; des conversations, on pourrait les avoir à Paris.

La rencontre eut donc lieu à Paris, mais dans des conditions bien changées. Après l'arrivée de Dovgalevsky, le sénateur Dominé, de passage à Paris, nous invita à un déjeuner chez Larue: Dovgalevsky, Piatakov et moi. On lit des discours très cordiaux et Dovgalevsky leva son verre à la santé de Primo de Rivera. Mais les Espagnols restèrent sur leurs positions, inacceptables pour Moscou.

Quelques jours à peine après mon arrivée à Paris, l'ambassade fut traversée par un vent de panique. La veille, une dépêche chiffrée, venant de Moscou, nous annonça «*que les organisations blanches et monarchistes de Paris, selon des informations de sources certaines, ont l'intention d'attaquer l'ambassade le 7 novembre*». Nous étions avisés d'avoir à fermer toutes les portes; d'être sur le qui-vive pour pouvoir brûler les archives secrètes et les chiffres, et de ne recevoir personne le 7 novembre.

Le Japon m'avait déjà habitué aux coups de cette espèce. A Varsovie aussi, des accès de panique avaient lieu chaque fois qu'un petit agent du Guépéou avait entendu dans un café une conversation quelconque.

Je fis le 7 novembre ma promenade habituelle; mais en rentrant à l'ambassade, je trouvai tous les fonctionnaires dans les corridors, armés de revolvers. Guelfan (15) blême, me dit qu'il avait entendu des coups suspects dans la chambre secrète des chiffres. Selon lui, «*les blancs étaient en train de poser une machine infernale du côté de la maison n°81, rue de Grenelle, dont le mur est contigu à la pièce secrète*». De toute façon, les gardes de la place secrète ont déjà quitté leur poste et se tiennent dans l'escalier, craignant pour leur vie.

En entrant dans la pièce secrète, j'entendis distinctement un bruit insolite. Mais ce bruit avait nettement le caractère de coups se répercutant dans le mur de bas en haut: la maison à côté n'y était pour rien. En descendant dans les caves de l'ambassade, nous trouvâmes un long corridor à l'extrémité duquel on était en train de poser une cloison. Les ouvriers faisaient du bruit et ce bruit montait en haut; c'est ce qui fit croire à Divilkovsky (16) d'abord, Guelfan ensuite, que «*les blancs posaient une machine infernale*».

Plusieurs fonctionnaires soviétiques, haut placés, en venant à Paris, s'installaient à l'ambassade sous prétexte de mission spéciale; en réalité, ils passaient leur temps à étudier Paris et surtout «*la décadence morale de la bourgeoisie*». Ils visitaient les lieux où l'on s'amuse, buvaient plus que de mesure et se querelaient avec les émigrés.

Les scandales de ce genre n'étaient pas réellement sérieux. Par exemple, Lunatcharsky (17) s'était rendu avec sa femme dans un dancing. Elle avait envie de danser. Lunatcharsky est grand amateur de ballets, mais ne danse pas lui-même. On eut donc recours à un professionnel. La danse terminée, celui-ci s'approcha de Lunatcharsky et lui dit qu'étant ancien officier blanc il ne pouvait pas danser avec une femme de commissaire du peuple pour moins de deux cents francs. Lunatcharsky, très confus, s'empressa de verser la somme et quitta précipitamment l'établissement.

Mais les incidents ne se passaient pas toujours aussi tranquillement, et je voulais mettre fin à ces excursions. Une circulaire enjoignait aux secrétaires de l'ambassade de ne plus accompagner les «*voyageurs*» et de ne pas visiter personnellement les lieux de plaisir.

Au commencement de 1928, il me fallut rapporter cette circulaire. Roudzoutak, commissaire du peuple des voies de communications, vice-président du Conseil des commissaires du peuple et membre du Bureau politique, vint à Paris avec ses deux secrétaires. Presque aussitôt il me fit savoir qu'il désirait lui aussi «*étudier la débauche bourgeoise*» et que je ferais bien de lui servir de cicerone. Je refusai carrément en lui expliquant quels dangers il pouvait courir. La presse s'emparerait du moindre incident. Roudzoutak tenait ferme à son projet de «*tournée des grands ducs*». On dut mettre à sa disposition les deux secrétaires de l'ambassade, Guelfan et Divilkovsky, désignés pour lui servir de guides.

La tournée dura toute la nuit. En rentrant, Divilkovsky et Guelfan me dirent que «*la débauche*» avait été «*étudiée*» dans tous ses détails: qu'ils s'étaient rendus dans plusieurs lieux de plaisirs plus ou moins louches y compris celui de la rue Chabonais. Cette maison aurait mis à la disposition de Roudzoutak une pièce qu'avaient fréquentée des têtes couronnées. Douleuruse: dix mille francs en une nuit. Roudzoutak mit immédiatement fin à la cure qui avait été l'objet de sa visite en France.

Cette aventure donna lieu à un scandale dans la cellule communiste de l'ambassade. La femme de Divilkovsky tenait à la moralité familiale et elle ne voulut pas pardonner à son mari la visite d'une maison de tolérance. Elle se faisait forte de saisir la cellule de son différend, et Divilkovsky eut toutes les peines du monde à l'en dissuader.

(15) Deuxième secrétaire de l'Ambassade.

(16) Premier secrétaire de l'Ambassade.

(17) Commissaire du peuple pour l'instruction publique.



Après le plaisir le travail. Il fallut s'attaquer au problème de la Bessarabie, selon le désir de Staline. La prudence m'ayant été recommandée, je décidai de m'adresser à une tierce personne, à un diplomate d'un pays qui n'eût pas des relations tendues avec les Soviets. L'occasion se présenta bientôt.

En automne 1927, le problème de Vilna reprit son acuité. La tension entre la Pologne et la Lithuanie devint extrême; il y eut des incidents de frontière et l'ombre d'une guerre possible se dessina au-dessus de l'Europe orientale.

La diplomatie soviétique prit une attitude assez ambiguë. Moscou avait intérêt à empêcher, coûte que coûte, un rapprochement polono-lithuanien. Vilna avait toujours été le point névralgique de la politique polonaise; elle entravait la liberté d'action de Varsovie. Mais on comprenait à Moscou que, dès le lendemain de l'ouverture des hostilités, l'armée lithuanienne serait culbutée et que la Pologne serait en état de dicter ses conditions de paix. Cela pouvait signifier la cession à la Pologne - sur des bases fédératives - d'une partie de la Lithuanie et même de toute la Lithuanie avec le littoral de Memel. Cela aurait donné à la Pologne une issue sur la mer, dont l'acquisition figure au programme de tous les partis polonais. Le littoral de Memel diminuait singulièrement l'importance du corridor de Dantzig et - subsidiairement - rendait plus probable un rapprochement entre la Pologne et l'Allemagne. Or, ce rapprochement devait sonner le glas de toutes les espérances soviétiques, car il aurait scellé définitivement la paix en Europe orientale.

La tactique des Soviets se réduisait donc à soutenir Waldemaras (président du conseil lithuanien) par tous les moyens diplomatiques et à menacer le gouvernement polonais d'une offensive russe en cas de conflit armé entre la Lithuanie et la Pologne.

Mais, en même temps, les mains de Moscou ne devaient pas être liées, car une guerre commencée par les Soviets signifiait une crise révolutionnaire intérieure.

Les diplomates soviétiques reçurent donc l'instruction de se montrer «actifs» en dénonçant les «desseins agressifs de la Pologne»; en cas de question posée directement, ils ne devaient pas s'engager et se borner à dire que le conflit polono-lithuanien «serait une menace pour les intérêts vitaux des Soviets qui ne manqueraient pas d'agir en conséquence».

Tous les diplomates soviétiques répétaient les mêmes formules. Le gouvernement de Kovno voulut avoir des précisions, allant jusqu'à proposer une alliance militaire. Waldemaras en parla à plusieurs reprises à notre ministre, répétant qu'il regrettait l'imprécision de nos réponses.

J'eus l'occasion de parler à ce sujet avec Klimas, le ministre de Lithuanie à Paris. Klimas, un des meilleurs diplomates de son pays, m'expliqua que Kovno ne pouvait pas reconnaître juridiquement la cession de Vilna - aucun homme d'État ne voulait même songer à une telle humiliation et, du reste, cela équivaldrait à un suicide -, mais qu'il serait finalement réduit à accepter la situation de fait. Un conflit armé avec la Pologne équivaldrait également à un suicide.

Je répondis en exposant le point de vue du commissariat. Cela ne le satisfit point. La Lithuanie lutterait par toutes les armes que la diplomatie met à sa disposition. Mais tant que les Soviets n'accepteraient pas de partager avec Kovno les risques d'une entreprise militaire, la résistance lithuanienne ne pourrait pas aller au delà d'une certaine limite. Les Soviets ont toujours eu vis-à-vis de la Pologne une politique passive et dépourvue de continuité. La Pologne résiste aux Soviets parce qu'elle peut se baser sur son entente avec la Roumanie; ce dernier pays met sous menace directe le flanc gauche des armées russes engagées contre la Pologne. Or, la Roumanie n'a besoin de la Pologne que pour assurer sa frontière de Bessarabie. Si on pouvait évincer le danger venant de la Bessarabie, la Roumanie n'aurait plus aucun besoin d'alliance avec la Pologne et cette alliance se terminerait, sans plus.

Je partageais cette façon de voir de Klimas. En somme, je ne faisais que répéter ses arguments. Je rappelai même à Klimas que, pendant la conférence de Vienne, un accord russo-roumain avait été envisagé. Un compromis n'était pas impossible car les Soviets ne demandaient plus qu'une rectification de la frontière dans la région de Kothine, dont la partie nord devait être rétrocédée à la Russie. Les Roumains, de leur côté, renonçaient à l'or saisi à Moscou en 1918, ce qui représentait une somme coquette de plusieurs centaines de millions de roubles or. Le compromis avait été saboté au dernier moment par le bureau politique qui refusa de ratifier l'accord élaboré par le commissariat. Il l'avait saboté parce que Rakovsky, exhalant sa haine, avait protesté contre «un tel cadeau à faire au gouvernement le plus fourbe de toute l'Europe». On sait que Rakovsky, bulgare d'origine roumaine, nourrissait à l'adresse de la Roumanie une aversion de race

profonde; il la manifestait à tout propos, tant pour le gouvernement que pour le peuple roumain. Pendant la même séance du bureau politique, Rakovsky avait aussi prononcé une phrase insultante pour l'ensemble du peuple roumain: «*Les Roumains, ce n'est pas une nation; ce n'est qu'une profession*». En 1922, en passant par Varsovie pour se rendre à la conférence de Lausanne, Rakovsky avait âprement discuté avec moi le problème de la Bessarabie. A cette époque aussi, il était peu flatteur pour Bucarest.

Après avoir rappelé à Klimas ce compromis, je lui dis que, selon mes informations, il existait à Moscou des tendances vers la reprise des conversations avec les Roumains, reprise qui se baserait sur le même compromis. Je lui fis comprendre que tout cela devait être strictement secret; mes renseignements se rapporteraient à des vues personnelles de certains hommes d'État et non à des décisions officiellement prises par le gouvernement. Klimas parut très content. Il s'offrit comme médiateur pourvu que les conversations eussent lieu à Paris. Il me promit d'aller voir le ministre de Roumanie à Paris (M. Diamandi) afin de le mettre au courant de mes suggestions.

Quelques jours passèrent ainsi. Une dépêche chiffrée de Tchitchérine vint m'annoncer que j'avais à interrompre toutes les conversations relatives à la Bessarabie.

Je fus très étonné car l'ordre d'entamer ces négociations m'avait été donné par Staline, en dehors du commissariat. Une lettre venant de Moscou me fit savoir que le Guépéou avait intercepté la copie d'une lettre de Klimas à son ministre, lettre dans laquelle il avait offert sa médiation.

Tchitchérine était indigné par mes «*démarches saugrenues*». Il m'enjoignit de rompre les conversations, mais sans avoir à expliquer la raison, afin de ne pas mettre Kovno sur la trace de la lettre subtilisée. Cela était prescrit par le Guépéou qui craignait de faire brûler «*le meilleur de ses informateurs en Lithuanie*». Ma responsabilité personnelle était engagée.

Je me sentis fort mal à mon aise. Il n'entraît point dans mes intentions d'agir derrière le dos de Tchitchérine. Il me déplaisait de paraître à ses yeux comme un fonctionnaire manquant de discipline: une longue lettre partit pour Moscou expliquant sincèrement et avec tous les détails d'où provenaient les conversations Klimas et qui était la personne (Staline) m'ayant donné les ordres nécessaires.

Il y eut un branle-bas de combat au commissariat. Le bureau politique n'avait, disait-on, jamais traité le commissariat autrement que comme une espèce de chancellerie pour les affaires extérieures. La chancellerie n'avait pas de voix au chapitre; mais on la tenait au courant des décisions du bureau politique. Cette fois-ci, Staline, grossier et impudent, avait enfreint cette tradition: il avait commencé les pourparlers en dehors du commissariat et sans le prévenir.

Tous les membres du commissariat se dressèrent comme un seul homme; on vit une chose qui paraissait impossible: un accord sur ce point entre Litvinov et Tchitchérine.

Le commissariat déposa au bureau une protestation; Litvinov et Tchitchérine offraient leur démission. Ce fut un moment très difficile pour Staline. La lutte intestine avec les trotskistes battait son plein. La position qu'aurait pu prendre le parti communiste ukrainien devait en être l'élément décisif. Kharkov était entre les mains de Kaganovitch, un émissaire de Staline; mais l'organisation ukrainienne paraissait peu sûre; il aurait suffi que la nouvelle d'une cession de la Bessarabie, proposée par Staline, pénétrât dans les masses ukrainiennes, pour que la décision tombât contre lui. Il fit donc tout son possible pour tranquilliser Tchitchérine et Litvinov en leur affirmant que les conversations avaient été entreprises, à Paris, sans son autorisation, par Bessedovsky agissant pour son propre compte. De mon côté, je persistais à dire que Staline m'avait donné des instructions précises: il fut finalement obligé de reconnaître le fait d'une conversation avec moi; il accumula mensonges sur mensonges, disant que l'initiative était venue de mon côté et que c'était moi qui avais émis l'espoir de pouvoir arranger un accord avec la Roumanie au prix de la cession de la Bessarabie. Quant à lui, Staline, il m'aurait prévenu que, - tout en admettant mon point de vue, - il me défendait d'entamer ces conversations à Paris.

Ce ne fut qu'à grand'peine que le dictateur put étouffer le scandale et le cacher aux masses du parti. Il me voua une haine terrible. Un des fonctionnaires soviétiques m'avait raconté que Staline, dans une conversation intime, avait émis l'hypothèse suivante: «*Bessedovsky, en véritable agent provocateur, a entamé cette conversation avec moi afin de pouvoir traiter à Paris et porter un coup mortel à un des groupes du comité central*». Selon lui, je n'étais qu'un intrigant de la pire espèce.

Plus tard, on m'a raconté dans les milieux touchant de près Staline, qu'il estimait qu'un membre du parti, soucieux des intérêts de celui-ci, aurait dû démissionner et couvrir ainsi le secrétaire général à un moment où sa personne était exposée aux pires attaques de ses ennemis. Le fait que cette démission ne s'est pas produite a fait croire à Staline que mon secret désir avait été de discréditer le secrétaire général.

Les conversations avec Klimas trouvèrent donc une fin brutale; il est à noter que le gouvernement roumain, de son côté, ne donna aucune suite aux propositions faites par Klimas. Diamandi télégraphia à Bucarest et il lui fut répondu que mes propositions n'étaient pas opportunes.

Tel fut l'épilogue d'une des tentatives de rapprochement russo-roumain...

-----